



PRÉFET DE L'ARDECHE

Délégation départementale
de l'Agence Régionale de Santé

ARRETE PREFECTORAL n° 07-2016-04-21-005
Déclarant d'utilité publique les travaux de captage
et les mesures de protection de la ressource,
Autorisant la production d'eau
et sa distribution pour la consommation humaine

Mise en conformité des ressources en eau potable
Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche
Captage : Forages de Gérige
Commune : BOURG SAINT ANDEOL

Le Préfet de l'Ardèche
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1321-1 et suivants et R. 1321-1 et suivants ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 215-13 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2215-1 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'Arrêté préfectoral du 31 décembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-322-ARSDD07SE-01 du 18 novembre 2015 portant ouverture de l'enquête publique ;

VU la délibération en date du 5 mars 2015 de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche demandant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique relative au captage et à la protection des forages de Gérige et approuvant le dossier de demande d'autorisation au titre du code de l'environnement et du code de la santé publique dressé le 30 mars 2015 par le bureau d'études RCI ;

VU l'avis de M. Raymond COMBEMOREL, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans le département de l'Ardèche, dans son rapport daté du 23 mai 2000 ;

VU l'avis daté du 10 juin 2015 du directeur départemental des territoires, service environnement ;

VU l'avis daté du 26 juin 2015 du directeur départemental des territoires, service urbanisme et territoires ;

VU l'avis daté du 27 avril 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (unité territoriale Drôme-Ardèche) ;

VU le rapport portant avis à la demande d'autorisation au titre du code de la santé publique, de la délégation départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes en date du 23 septembre 2015 ;

VU les conclusions et l'avis datés du 19 février 2016 de Mme Michèle LEFLEM, commissaire enquêteur ;

VU l'avis daté du 14 avril 2016 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ardèche ;

CONSIDERANT qu'il est de l'intérêt général d'assurer la sécurité de l'alimentation en eau potable de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche ;

CONSIDERANT qu'il est d'utilité publique d'assurer la protection de la qualité des eaux par la détermination d'un périmètre de protection immédiate, d'un périmètre de protection rapprochée et d'un périmètre de protection éloignée autour du point de prélèvement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,

ARRETE

ARTICLE 1 - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique, au titre des articles L 215.13 du code de l'environnement et L. 1321-2 du code de la santé publique :

- les travaux de dérivation des eaux souterraines à entreprendre par la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche,
- l'aménagement et l'exploitation des forages de Gérige situés sur le territoire de la commune de BOURG SAINT ANDEOL,
- la délimitation des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage,
- l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans les périmètres de protection contre la pollution des eaux.

L'indice BSS du captage est le 08894X0004/SR1-84.

Les coordonnées en Lambert II étendu du captage sont : X = 783 247 ; Y = 1 932 743 ; Z = 145m.

ARTICLE 2 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (P.P.I.)

2-1, – Localisation

Conformément à l'extrait de plan parcellaire annexé au présent arrêté, le P.P.I. occupe :

- en section AX du plan cadastral de la commune de BOURG SAINT ANDEOL, les parcelles n° 552, 554 et 682.

2-2 – Propriété

Les terrains inclus dans le P.P.I. resteront la propriété de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche ci-après dénommée Personne Responsable de la Production et de la Distribution d'Eau (P.R.P.D.E.), tant que le captage servira pour l'alimentation publique en eau destinée à la consommation humaine.

2-3 – Aménagements

Le P.P.I. est entouré d'une clôture solide et infranchissable, d'une hauteur minimale de 1,50m, interdisant l'accès aux animaux ainsi qu'à toute personne étrangère à l'exploitation. L'accès se fait à partir d'un portail fermant à clef. Ce portail est suffisamment large pour permettre toutes interventions utiles sur les ouvrages.

Une plaque rappelant l'interdiction de pénétrer et les coordonnées de l'exploitant à contacter en cas d'urgence est apposée sur le portail d'entrée.

2-4 – Interdictions et urbanisme

Le P.P.I. est classé en zone naturelle et matérialisé dans les documents de planification urbaine de la commune de BOURG SAINT ANDEOL.

Dans la zone délimitée par le P.P.I., sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et le contrôle des ouvrages de captage.

2-5 - Entretien

Le terrain est entretenu en prairie, fauché régulièrement et maintenu constamment propre. L'usage de tout produit fertilisant, désherbant ou phytosanitaire pour l'entretien de cette zone est interdit. Chaque intervention sera consignée dans le fichier sanitaire mentionné à l'article 8 du présent arrêté.

2-6 - Accès

L'accès au P.P.I. se fait directement depuis la rue Marcel Paul.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE (P.P.R.)

Conformément à l'état parcellaire et aux plans parcellaires annexés au présent arrêté, le P.P.R. est constitué de plusieurs zones établies autour des forages de Gérige et autour de chaque zone d'infiltration préférentielle (aven, doline, grotte) connectée avec les forages et occupe :

- Forages de Gérige : une partie de la section AX du plan cadastral de la commune de BOURG SAINT ANDEOL,
- Aven de Darbousset : plusieurs parcelles des sections AX, AY et AZ du plan cadastral de la commune de BOURG SAINT ANDEOL,
- Aven de la Maison Forestière : en section H du plan cadastral de la commune de BOURG SAINT ANDEOL, les parcelles n° 29 à 34, 37, 55, 59, 188, 190, 193, 195, 201, 203 à 207,
- Aven des Aubes : en section G du plan cadastral de la commune de SAINT MONTAN, une partie des parcelles n° 34, 35, 36, 37 et 38 ; en section H du plan cadastral de la commune de BOURG SAINT ANDEOL, une partie des parcelles n° 13 et 14,

- Grotte de Pascaloune : en section G du plan cadastral de la commune de SAINT MONTAN, les parcelles n° 78, 79, 94 et 100,
- Grotte de Chironlong : en section D du plan cadastral de la commune de GRAS, la parcelle n° 811 et une partie des parcelles n° 809, 810 et 812 ; en section G du plan cadastral de la commune de SAINT MONTAN, les parcelles n° 59, 83 et 84,
- Hameau de Rimouren : une partie de la section G du plan cadastral de la commune de GRAS,
- Aven des Hellys : en section F du plan cadastral de la commune de GRAS, les parcelles n° 231 à 234, 1355, 1384 à 1386,
- Aven de Courèges : en section F du plan cadastral de la commune de GRAS, la parcelle n° 240 et une partie de la parcelle n° 241,
- Aven Vincent : en section G du plan cadastral de la commune de GRAS, les parcelles n° 207, 208, 209, 221, 222 et une partie de la parcelle n° 220,
- Aven de l'Espoir : en section G du plan cadastral de la commune de GRAS, les parcelles n° 55, 56, 57 et une partie des parcelles n° 53, 58, 59, 60 et 71,
- Aven du Grand Trou / Doline : en section A du plan cadastral de la commune de BIDON, les parcelles n° 416, 417 et une partie des parcelles n° 84, 87 et 384.

3-1- Aménagements

Un panneau installé au niveau de chaque voie publique d'accès, indique l'entrée dans une zone de protection des eaux et les coordonnées du gestionnaire du captage en cas de pollution constatée.

Un panneau de signalisation, d'information et de sensibilisation à la protection du milieu est installé à l'entrée des grottes de Chironlong et de Pascaloune.

Une clôture est installée autour de l'ouverture des avens des Hellys, de Courèges, Vincent, de l'Espoir et des Aubes. Elle est composée de panneaux rigides de 2 mètres de hauteur et d'un portillon d'accès fermant à clef. Une plaque rappelant l'interdiction de pénétrer et les coordonnées de l'exploitant à contacter en cas d'urgence est apposée sur le portillon.

Le hameau de Rimouren est doté d'un réseau d'assainissement collectif collectant l'ensemble des habitations du hameau et d'une station d'épuration de type lit planté de roseaux.

Les fermetures par une dalle en béton de l'aven de la Maison Forestière et de l'aven de Darbousset sont maintenues en bon état.

L'aven du Grand trou et la doline située dans le même périmètre de protection, qui ont été nettoyés et bouchés, sont maintenus propres.

3-2- Mesures de protection de la ressource

A l'intérieur du P.P.R. sont interdits ou réglementés toutes les activités et tous les rejets susceptibles d'altérer la qualité de l'eau prélevée et notamment :

3-2-1- Mesures générales de protection

Sont interdits :

- tout nouveau prélèvement d'eau par pompage ou captage de source, à l'exception des ouvrages destinés à l'alimentation publique en eau potable et des ouvrages destinés à protéger les captages contre les pollutions accidentelles,
- le fonçage de nouveaux puits, forage ou piézomètre à l'exception de ceux destinés à l'alimentation publique en eau potable,
- l'installation d'un déversoir d'orage,
- l'établissement de nouvelles canalisations collectives d'eaux usées, brutes ou épurées, à l'exception du raccordement des habitations et infrastructures existantes du hameau de Rimouren,
- l'établissement de nouvelles canalisations d'eaux usées dans le domaine privé pour un raccordement au réseau d'assainissement collectif, d'une longueur supérieure à 20 mètres,

- l'établissement de nouvelles canalisations d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible d'altérer la nappe,
- le stockage ou le rejet de produit toxique ou radioactif ou de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- le dépôt de matières fermentescibles,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières,
- l'ouverture d'excavations à ciel ouvert,
- la création de mare, étang ou lac collinaire.

Est réglementé :

- le remblaiement des excavations existantes est effectué avec des matériaux chimiquement neutres, non nocifs, non toxiques et imputrescibles.

3-2-2- Mesures spécifiques à l'occupation du sol

Sont interdits :

- les puits d'infiltration destinés à l'évacuation d'eaux pluviales,
- les dispositifs d'assainissement non collectif existant dans le P.P.R. du hameau de Rimouren et des forages de Gérige,
- les nouveaux dispositifs d'assainissement non collectif,
- l'établissement de stations d'épuration collectives, à l'exception de celle du hameau de Rimouren,
- la création de cimetière,
- l'établissement d'aire de camping, caravanning ou de parc résidentiel de loisir,
- l'établissement de centre de stockage de déchets ultimes (classes I, II et III),
- la création d'activités commerciales, artisanales ou industrielles,
- l'établissement de déchetterie.

Sont réglementés :

- la rénovation, la reconstruction à l'identique en cas de sinistre, les extensions de confort (sanitaire, garage, véranda, terrasse), le changement de destination des habitations et infrastructures existantes restent compatibles avec l'enjeu de protection des eaux souterraines et sont soumis à l'avis du préfet.
- les dispositifs d'assainissement non collectif des habitations et infrastructures existantes du P.P.R. de l'aven de Darbousset, de l'aven de la Maison Forestière et de l'aven des Hellys sont contrôlés dès notification du présent arrêté. En cas de dysfonctionnement, une réhabilitation de la filière est effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement, dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

3-2-3- Mesures liées aux activités agricoles et forestières

Sont interdits :

- le stockage de lisier, purin ou jus d'ensilage, de fumier et autres déjections solides, d'engrais organique, d'engrais chimique et de pesticides,
- l'épandage ou le rejet de lisier et de boues de station d'épuration,
- l'installation de bâtiment d'élevage,
- l'installation de stabulation libre découverte,
- l'installation de points de fixation du bétail (abreuvoir, pierre à sel, mangeoire) dans le P.P.R. du hameau de Rimouren et des forages de Gérige et à moins de 50m d'un aven,
- le dessouchage,
- le stockage longue durée des bois (plus de 6 mois) et le traitement de conservation sur place (antifongique, insecticides...).

Sont réglementés :

- les animaux d'élevage pourront pâturer de manière extensive dans les P.P.R.,

- les exploitants agricoles limitent le risque de pollution agricole des eaux souterraines en respectant les principes suivants : choix des dates d'épandage d'engrais, de phytosanitaires, doses limitées aux seuls besoins des plantes conformément au code des bonnes pratiques agricoles, désherbage chimique limité au strict minimum, désherbage mécanique privilégié, alternance des matières actives utilisées,
- la coupe à blanc du bois est possible sur une surface maximum de 20 ares contigües,
- le débardage des coupes de bois se fait en dehors des périodes pluvieuses. Le plein en carburant des engins utilisés se fait en dehors du P.P.R.. A l'issue de la coupe, les creux et les ornières créés par la circulation des engins sont comblés et nivelés.

3-2-4- Mesures diverses

Sont interdits :

- la création de nouvelle voie de circulation, à l'exception de celles nécessaires à l'entretien des ouvrages de captage,
- le camping sauvage et le stationnement des caravanes et camping-cars,
- la pratique des sports mécaniques sur circuit fermé.

3-3- Accès aux grottes et avens

3-3-1 – Accès aux points d'entrée des grottes et avens

La P.R.P.D.E. obtient, par acte notarié, une servitude de passage sur les parcelles privées pour effectuer les travaux de protection et les visites de contrôle.

3-3-2 – Accès aux réseaux souterrains

L'accès à l'intérieur des grottes et des avens s'entend comme une simple visite spéléologique, où toute activité de désobstruction est interdite tout comme l'usage d'explosifs. Cet accès peut être refusé par la P.R.P.D.E. ou l'exploitant du captage.

Un cahier des charges réglementant l'accès aux grottes et avens sera établi par la P.R.P.D.E.

Lors de la pratique de la spéléologie, les spéléologues signalent aux autorités municipales ou à la P.R.P.D.E. ou à l'exploitant du captage, toute pollution dont ils seraient témoins au cours de leurs activités.

Postérieurement à la publication du présent arrêté, tout propriétaire qui veut créer une activité, une installation, un ouvrage non mentionnés à l'article 3 du présent arrêté ou effectuer des travaux non mentionnés à l'article 3 du présent arrêté, dans le P.P.R., fait connaître son intention au préfet, en précisant les caractéristiques de son projet.

Le préfet fait connaître son avis et les éventuelles prescriptions destinées à préserver la ressource en eau dans un délai maximal de trois mois à partir de la réception de tous les renseignements ou documents demandés. Sans réponse de l'administration au terme de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

ARTICLE 4 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE (P.P.E.)

Conformément à la carte annexée au présent arrêté, le P.P.E. s'étend sur les communes de BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MONTAN et SAINT REMEZE.

A l'intérieur du P.P.E., tout projet susceptible d'altérer la qualité de la nappe (usines, carrières, centres de stockage de déchets ultimes, déchetterie, bâtiments d'élevage, stations d'épuration, nouvelles voies de circulation, forages, captage d'eau, puits filtrants, plan d'eau, aire de camping ...)

fait l'objet d'un avis favorable du préfet, le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue agréé (nommé par le préfet et rémunéré par le pétitionnaire).

ARTICLE 5 - MISE EN CONFORMITE DU POINT DE CAPTAGE ET DES PERIMETRES DE PROTECTION

5-1 – Périmètres de protection

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de la publication du présent arrêté sur les terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, il est satisfait aux obligations de mise en conformité fixées aux articles 2 et 3 du présent arrêté dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

5-2 – Ouvrage de captage

L'ouvrage de captage se compose des éléments suivants :

- un forage de 160m de profondeur équipé d'une pompe immergée de 220 m³/h (forage 1),
- un forage de 160m de profondeur équipé d'une pompe immergée de 160 m³/h (forage 2),
- une station de pompage associée à un réservoir de 200 m³.

L'ouvrage de captage est maintenu en bon état.

ARTICLE 6 - AUTORISATION DE PRODUCTION D'EAU

La P.R.P.D.E. est autorisée, en vue de la consommation humaine, à produire l'eau prélevée dans les forages de Gérige.

L'installation de traitement existante est autorisée et doit être maintenue. Le procédé mis en œuvre est une désinfection au chlore gazeux (Cl₂).

Le dispositif d'injection du chlore gazeux se situe dans le bâtiment technique abritant le dispositif de pompage. A ce bâtiment, est accolé un local renfermant les bouteilles de chlore gazeux. Les deux bâtiments sont dotés d'une porte métallique munie d'une serrure de sécurité. Ils sont ventilés (ventilation haute et basse) et équipés hors gel.

L'injection se fait au niveau de la conduite d'arrivée dans le réservoir de 200 m³.

La surveillance et le pilotage de la filière de traitement est assurée par :

- un robinet de prise d'échantillon d'eau traitée aménagé de façon à permettre le remplissage des flacons, le flambage du robinet et l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée),
- un analyseur de chlore pour le contrôle de la désinfection,
- l'analyse en continue du paramètre turbidité. Le turbidimètre dispose d'un système permettant d'arrêter le pompage lorsque la turbidité est supérieure à 1 NFU ;
- un système de télé surveillance pour suivre à distance les installations et une télé alarme avertissant de défaut électrique ou mécanique ou d'intrusion dans le local.

ARTICLE 7 - AUTORISATION DE DISTRIBUTION DE L'EAU

La P.R.P.D.E. est autorisée, en vue de la consommation humaine, à distribuer l'eau prélevée dans les forages de Gérige.

Le captage alimente en permanence les réseaux de distribution suivants :

- Unité de distribution de « CCDRAGA Bourg Saint Andéol Bidon St Remèze » comprenant
 - o sur la commune de Bourg Saint Andéol le sud et la vieille ville ;

- les communes de BIDON et SAINT REMEZE ;
- Unité de distribution de « CCDRAGA Principal » comprenant
 - sur la commune de Bourg Saint Andéol le nord et les quartiers de l'hôpital, la Rochette et le tennis
 - les communes de LARNAS, GRAS et SAINT MONTAN.

ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'EAU

La P.R.P.D.E. est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, dans les conditions prévues à l'article R. 1321-23 du code de la santé publique. En outre elle tient à jour un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations relatives aux mesures prises pour la protection de la ressource et le fonctionnement des installations.

Ce fichier sanitaire est tenu à la disposition du préfet. La P.R.P.D.E. porte à sa connaissance tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

La P.R.P.D.E. adresse au préfet un bilan annuel de fonctionnement du système de production et de distribution de l'eau conformément à l'article R. 1321-25 du code de la santé publique.

Tout dépassement des normes de qualité fait l'objet d'une enquête menée par la P.R.P.D.E. pour en rechercher l'origine et être suivi de mesures correctives. L'usage de l'eau peut être immédiatement suspendu par la P.R.P.D.E., sous son initiative ou à la diligence du préfet jusqu'à ce qu'une nouvelle analyse révèle le respect des normes de qualité. En cas de persistance de ces dépassements, l'autorisation peut être retirée ou un système de traitement peut être rendu obligatoire par le préfet.

Le contrôle sanitaire réglementaire incombe au préfet. La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la P.R.P.D.E. selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir le préfet sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée sont portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 - ALERTE ET INTERVENTION EN CAS DE POLLUTION

Un plan d'alerte et d'intervention en relation avec les acteurs concernés (services de secours, gendarmerie, services des routes, société gestionnaire du réseau d'eau potable) est mis en place par la P.R.P.D.E. Il est destiné à protéger le pompage contre toute contamination accidentelle du réseau hydrographique ou tout déversement accidentel de polluant dans les périmètres de protection.

Toute personne à l'origine ou témoin d'un incident dans les périmètres de protection susceptible de porter atteinte à la qualité de la ressource exploitée, doit en informer sans délai la P.R.P.D.E., le maire de la commune concernée ou la direction départementale de la protection civile.

ARTICLE 10 - INDEMNITES

Les aménagements et indemnités nécessaires à la mise en place des périmètres de protection seront conduits à la diligence de la P.R.P.D.E .

La P.R.P.D.E indemnise le cas échéant les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ainsi que les propriétaires fonciers et toute personne exerçant une activité directement impactée par les servitudes du périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 11 - NOTIFICATION ET PUBLICATION DES SERVITUDES

Le présent arrêté est porté à la connaissance du public conformément aux articles R. 1321-13-1 et R. 1321-13-2 du code de la santé publique.

Il est notifié, par les soins et à la charge de la P.R.P.D.E., sous pli recommandé avec avis de réception, à chacun des propriétaires et usufruitiers des parcelles intéressées par l'établissement des périmètres de protection immédiate et rapprochée; dans la huitaine qui suit cette notification, les propriétaires et usufruitiers sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres personnes intéressées sont tenues, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi elles seront déchues de tout droit à l'indemnité.

Les servitudes prévues au présent arrêté seront transcrites dans les documents d'urbanisme des communes de BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MONTAN et SAINT REMEZE dans un délai d'un an.

En outre, le présent arrêté sera :

- affiché en mairies de BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MONTAN et SAINT REMEZE pendant une durée minimale de 2 mois ; mention de cet affichage sera insérée dans 2 journaux locaux à la diligence de la P.R.P.D.E. ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture à la diligence de l'agence régionale de santé – délégation départementale de l'Ardèche.

Les maires de BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MONTAN et SAINT REMEZE conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 12 - DELAIS DE RECOURS ET DROITS DES TIERS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lyon :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique, en application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative :
 - o par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.
- en ce qui concerne les servitudes publiques, en application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative :
 - o par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 13 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation, dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 14 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

La P.R.P.D.E est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les maires de BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MONTAN et SAINT REMEZE doivent veiller au respect des prescriptions du présent arrêté

relatives aux périmètres de protection, dans le cadre de leur police administrative de salubrité publique.

ARTICLE 15 - SANCTIONS PENALES

Toute personne qui ne respecte pas les prescriptions mentionnées dans le présent arrêté s'expose à des sanctions administratives et/ou pénales prévues par la loi.

ARTICLE 16 - DECLARATIONS DE MODIFICATIONS

Conformément à l'article R. 1321-11 du code de la santé publique, la P.R.P.D.E. déclare au préfet tout projet de modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées dans le présent arrêté et lui transmet tous les éléments utiles pour l'appréciation du projet, préalablement à son exécution.

Le préfet statue sur cette déclaration dans un délai de deux mois, soit en prenant un arrêté modificatif, soit en invitant ladite personne -le cas échéant après consultation d'un hydrogéologue agréé- à solliciter une révision du présent arrêté. A défaut de décision dans ce délai, le projet de modification sera réputé accepté.

Le changement du titulaire de la présente autorisation, sans modification des conditions d'exploitation, doit faire l'objet d'une déclaration au préfet, qui modifiera le présent arrêté d'autorisation.

ARTICLE 17 - MESURES EXECUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, la déléguée départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône Alpes, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, les maires de BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MONTAN et SAINT REMEZE, le président de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Ardèche et dont copie sera adressée :

- aux maires de BIDON, BOURG SAINT ANDEOL, GRAS, LARNAS, SAINT MARCEL D'ARDECHE, SAINT MONTAN et SAINT REMEZE,
- au président de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche,
- à la déléguée départementale de l'Ardèche de l'agence régionale de santé Rhône Alpes,
- au directeur départemental des territoires, services police de l'eau et urbanisme,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes (unité territoriale Drôme-Ardèche),
- au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- au président du conseil départemental de l'Ardèche.

Privas, le 21 AVR. 2016

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Paul-Marie CLAUDON

FORAGE DE GERIGE

ETAT PARCELLAIRE

PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Commune	Section	N° parcelle	Adresse	Contenance	Dénomination complète	Date de naissance	N° voierie	Adresse	Code postal	Commune	Superficie à acquérir ou acquise
PH FORAGE DE GERIGE											
	BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 682	GERIGE	1684 m²	SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU CANTON DE ESA			LA MARLOLAINE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1684 m²
	BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 552	GERIGE	422 m²	SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE		15	PL DU CHAMP DE MARS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	422 m²
	BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 554	GERIGE	59 m²	SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE		15	PL DU CHAMP DE MARS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	59 m²

PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

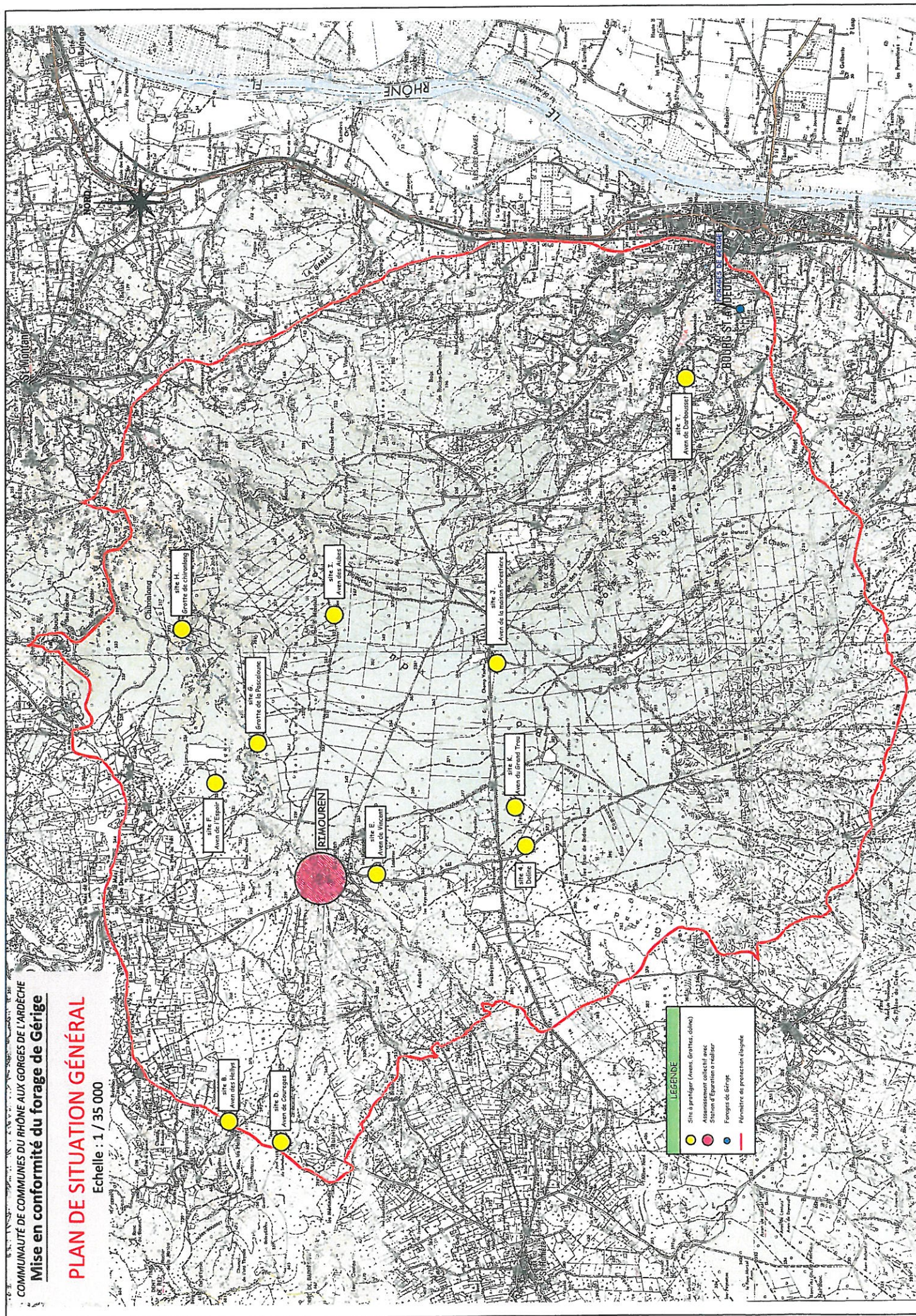
Commune	Section	N° parcelle	Adresse	Contenance	Dénomination complète	Date de naissance	N° voierie	Adresse	Code postal	Commune	Superficie de frappe de pentes
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 52		GERIGE	680 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	880 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 53		GERIGE	9925 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	880 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 54		GERIGE	26440 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	26440 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 55		DE BELLEVUE	945 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	945 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 57		GERIGE	605 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	605 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 79		GERIGE	6840 m²	M PESSINA MARIO LUIGI	21/06/1951		HOHEWEG 43 CH 3053 MUECHENBUCHSEE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	6840 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 81		GERIGE	5550 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	5550 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 82		GERIGE	1480 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1480 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 83		GERIGE	1390 m²	M FRIGANT NEE MAILLET GENEVIEVE YVONNE MARIE	11/06/1950		LA JOANNADE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1390 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 84		GERIGE	1357 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	15/11/1947		LA JOANNADE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1357 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 85		GERIGE	385 m²	MME MOULIN NEE CANUTO LUCIENNE EUGENIE	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	385 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 86		GERIGE	385 m²	M MOULIN MICHEL RENE ANDRE	21/02/1921	1	HOPITAL LOCAL DONA VIENNA RUE PAUL SEWARD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	385 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 87		GERIGE	385 m²	M MOULIN JACQUES CHRISTIAN	11/11/1942		CHEMIN DE LA LAUZE LOT LA LAUZE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	385 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 88		GERIGE	385 m²	MME AUDIGIER NEE MOULIN JOSETTE ADRIENNE MARCELLE	17/12/1950		QUAI DE LA LAUZE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	385 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 89		GERIGE	945 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	945 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 90		GERIGE	2875 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	2875 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 91		GERIGE	3770 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	3770 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 92		GERIGE	1510 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1510 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 93		GERIGE	6795 m²	M HAOND ROBERT ALPHONSE CYPRIEN	23/04/1980		SUR LA JOANNADE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	6795 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 94		GERIGE	895 m²	MME DUMANT NEE ALOPH CELINE VALERIE DANIELLE	27/12/1950	18	RUE GRANDE RUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	895 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 95		GERIGE	1520 m²	MME DUMANT NEE ALOPH CELINE VALERIE DANIELLE	23/04/1980		SUR LA JOANNADE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1520 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 96		GERIGE	3670 m²	M JOUVE JEAN PAUL MARIE	26/05/1943		CHE DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	3670 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 97		GERIGE	3900 m²	M JOUVE JEAN PAUL MARIE	26/05/1943		CHE DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	3900 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 98		GERIGE	1440 m²	M JOUVE JEAN PAUL MARIE	26/05/1943		CHE DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1440 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 99		GERIGE	1440 m²	MME JOUVE NEE FARGIER MONIQUE JEANINE MARIE LOUISE	09/07/1976	64	MILLENIUM AVENUE BAT C AP343 RUE RAOUL DUFY	34000	BOURG- SAINT- ANDEOL	1440 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 100		GERIGE	1440 m²	MME JOUVE STEPHANIE LAURE	15/10/1966	65	AV DU GEN DE GAULLE	32130	BOURG- SAINT- ANDEOL	1440 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 101		GERIGE	4060 m²	M JOUVE FABRICE STEPHANE	26/05/1943		CHE DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	4060 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 102		GERIGE	3235 m²	M JOUVE JEAN PAUL MARIE	26/05/1943		CHE DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	3235 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 103		GERIGE	540 m²	M ROUX RENE RAYMOND	09/02/1943		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	540 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 104		GERIGE	540 m²	MME ROUX NEE MARY DANIELLE JEANNE	30/11/1946		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	540 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 105		GERIGE	1955 m²	MME ROUX NEE MARY DANIELLE JEANNE	30/11/1946		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1955 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 106		GERIGE	935 m²	MME ROUX NEE MARY DANIELLE JEANNE	30/11/1946		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	935 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 107		GERIGE	1445 m²	M COSSALTER CLAUDE PAUL PAU	03/03/1956		CHE DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1445 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 108		GERIGE	2847 m²	MME COSSALTER NEE VILLENELVE ANNE-MARIE NICOLE PAULETTE	13/09/1955		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	2847 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 109		GERIGE	2847 m²	MME VERDIER NEE MARCON MARCELLE JOSETTE	03/04/1942		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	2847 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 110		GERIGE	720 m²	MME VERDIER ALAIN MARIE CLAUDE	17/05/1948		GERIGE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	720 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 111		GERIGE	720 m²	MME LABOURE NEE PASCHAL ANNE-MARIE FRANCOISE	02/10/1913		PALAIS CELESTIN MALE AV EDOUARD VII	06500	BOURG- SAINT- ANDEOL	720 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 112		GERIGE	720 m²	M BOUCHON LOUIS MARIUS	02/10/1913		GERIGE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	720 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 113		GERIGE	9880 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	9880 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 114		GERIGE	1301 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	1301 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 115		GERIGE	784 m²	M PESSINA MARIO LUIGI	21/06/1951		HOHEWEG 43 CH 3053 MUECHENBUCHSEE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	784 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 116		GERIGE	48 m²	SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU CANTON DE ESA			LA MARLOLAINE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	48 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 117		GERIGE	2426 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	2426 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 118		GERIGE	2426 m²	M BOUCHON LOUIS MARIUS	02/10/1913		GERIGE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	2426 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 119		GERIGE	2426 m²	COMMUNE DE BOURG ST ANDEOL	02/10/1913		GERIGE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	2426 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 120		GERIGE	647 m²	MME POURAT NEE SORET NATHALIE SIMONE	02/04/1959		A LA MARIE	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	647 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 121		GERIGE	994 m²	M MAURIN MICHEL JEAN PAUL	16/02/1964		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	994 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 122		GERIGE	994 m²	MME MICHEL NEE CELLE COLETTE MARIE ANTOINETTE	04/03/1951		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	994 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 123		GERIGE	858 m²	MME BONNARD CHRISTELLE MARIE HELENE	08/07/1953	1	LOT LE CLOS DU VERGER	84400	BOURG- SAINT- ANDEOL	858 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 124		GERIGE	858 m²	M BOUQUET-BELFORT HERVE FRANCOIS MARIE	29/10/1966	1	LOT LE CLOS DU VERGER	26130	BOURG- SAINT- ANDEOL	858 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 125		GERIGE	885 m²	M DREZET JEAN-LOUIS RENE LUC	12/03/1965		5 RUE RAOUL MADIER LES ABRICOTIERS	26130	BOURG- SAINT- ANDEOL	885 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 126		GERIGE	885 m²	MME DREZET NEE NOGUEIRA LORENCE GENEVIEVE MICHELLE	16/07/1965		5 RUE RAOUL MADIER LES ABRICOTIERS	26130	BOURG- SAINT- ANDEOL	885 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 127		GERIGE	599 m²	MME BEDON NEE SIA ANHIE	03/08/1954		RUE RAOUL MADIER LES ABRICOTIERS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	599 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 128		GERIGE	599 m²	M BEDON GERARD JEAN FRANCOIS	13/03/1952		RUE RAOUL MADIER LES ABRICOTIERS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	599 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 129		GERIGE	524 m²	M THEODORE DOMINIQUE BERNARD ROGER	03/06/1955		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	524 m²
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX 130		GERIGE	524 m²	MME THEODORE NEE SPAGNOLI DELLE MARIE PAULE	26/11/1958		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG- SAINT- ANDEOL	524 m²

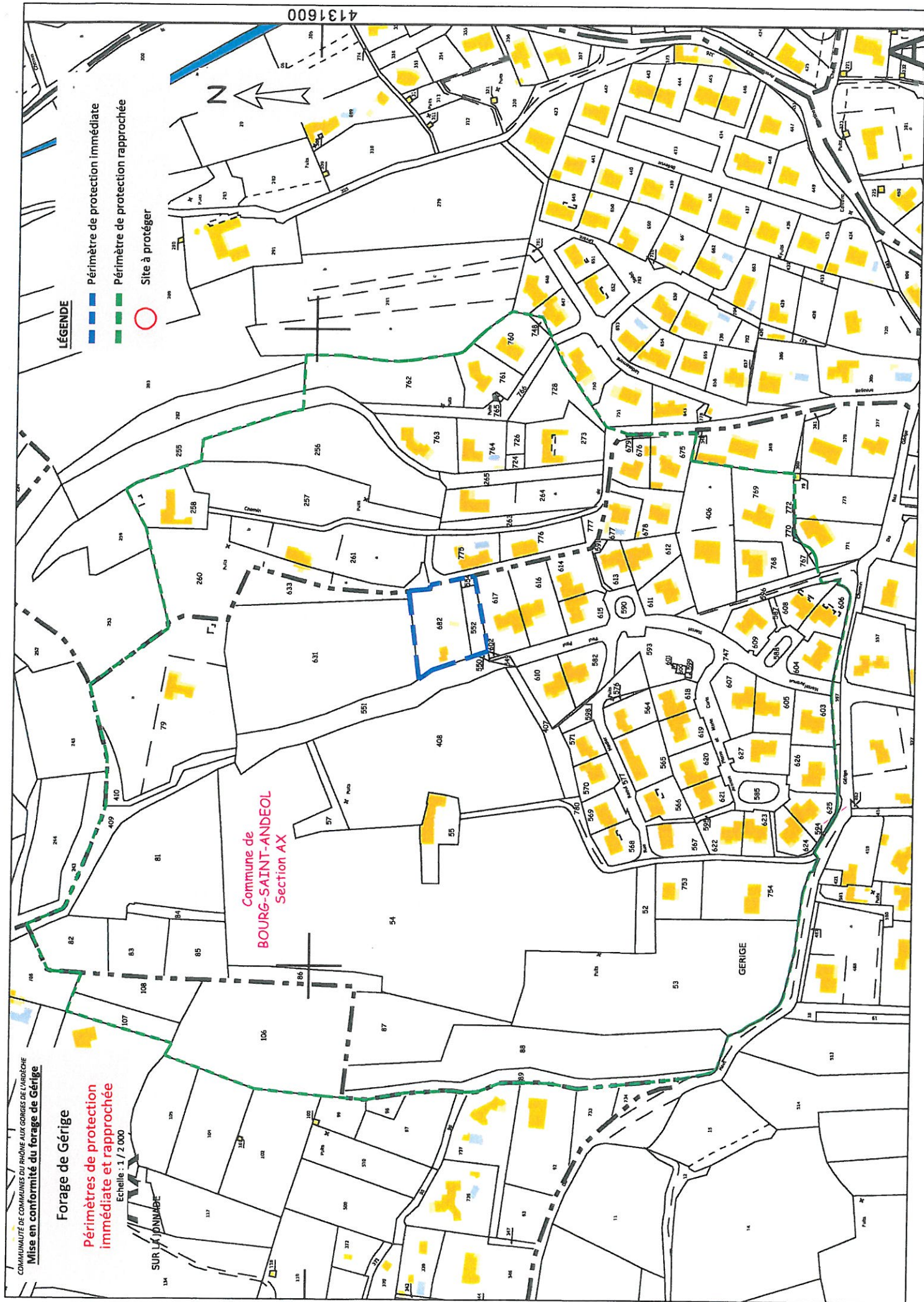
Commune	Section	N° parcelle	Adresse	Contenance	Dénomination complète	Date de naissance	N° voirie	Adresse	Code postal	Commune	Superficie frappe de sancollides
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	570	GERGE	551 m²	MME TRUCHI NEE GUENT MONIQUE	11/12/1960		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	551 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	570	GERGE	551 m²	M TRUCHI ERIC JEAN MICHEL	14/02/1960		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	551 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	571	GERGE	487 m²	M AYON ALAIN ANDRE JEAN	02/04/1944		14 RUE PAUL MARIER LES ABRICOTIERS	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	487 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	571	GERGE	487 m²	MME AYON NEE HEITZ MICHELE	10/11/1946		14 RUE PAUL MARIER LES ABRICOTIERS	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	487 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	576	GERGE	62 m²	M POURTAT GRAND JEAN	02/04/1959		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	62 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	576	GERGE	62 m²	MME POURTAT NEE SORIE NATHALIE SIMONE	16/02/1964		LES ABRICOTIERS	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	62 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	577	GERGE	1505 m²	ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT LE HAMEAU DES SORBIERS				75001	PARIS	1505 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	582	GERGE	834 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES				75001	PARIS	834 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	585	GERGE	305 m²	COMMUNE DE BOURG ST ANDEOL		23	RUE DU ROULE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	305 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	587	GERGE	82 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE			AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	82 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	588	GERGE	151 m²	COMMUNE DE BOURG ST ANDEOL		93	A LA MAIRE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	151 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	589	GERGE	168 m²	COMMUNE DE BOURG ST ANDEOL			A LA MAIRE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	168 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	591	GERGE	91 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	91 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	593	GERGE	1558 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	1558 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	594	GERGE	68 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	68 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	595	GERGE	101 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	101 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	596	GERGE	888 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	888 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	598	GERGE	67 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	67 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	599	GERGE	15 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	15 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	600	GERGE	30 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	30 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	601	GERGE	8 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	8 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	602	GERGE	22 m²	ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE RESIDENCE GERGE		93	AGENCE NESTY ANGVION RUE CARRETERIE	84000	ANGVION	22 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	603	MARCEL PAUL	830 m²	M JUNG RICHARD ROBERT	05/02/1954		AV MARCEL PAUL	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	830 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	603	MARCEL PAUL	830 m²	MME JUNG NEE VIMARD ROSE-MARIE	23/04/1955		AV MARCEL PAUL	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	830 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	604	MARCEL PAUL	780 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	780 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	605	MARCEL PAUL	785 m²	MME ROUSSON NEE TEMPIERMENT ELA ENE	19/11/1981		AV MARCEL PAUL	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	785 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	605	MARCEL PAUL	785 m²	M ROUSSON MARCEAU EMILYEN	28/09/1980		AV MARCEL PAUL	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	785 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	606	MARCEL PAUL	639 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	639 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	607	MARCEL PAUL	1023 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	1023 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	608	MARCEL PAUL	599 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	599 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	619	MARIE CUIRE	614 m²	MME USTACHE KAMIE DANIELE ANDREE	02/04/1973		RUE DU ROULE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	614 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	620	MARIE CUIRE	658 m²	M DUMONT JEAN-LUC CLAUDE	28/02/1958		RUE DU ROULE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	658 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	621	MARIE CUIRE	525 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	525 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	622	MARIE CUIRE	678 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	678 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	623	MARIE CUIRE	544 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	544 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	624	MARIE CUIRE	545 m²	M LENGUIN THIERRY PHILIPPE	13/05/1967		RUE MARIE CUIRE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	545 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	625	MARIE CUIRE	660 m²	MME REGU GWENELLE CHRISTELLE	20/04/1979		RUE MARIE CUIRE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	660 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	626	MARIE CUIRE	854 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	854 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	627	MARIE CUIRE	954 m²	STE DES AGENTS FRANCAIS NUCLEAIRES		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	954 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	631	GERGE	808 m²	M BOUCHON NEE LUCEN		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	808 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	633	GERGE	1318 m²	M BOUCHON NEE LUCEN		23	RUE DU ROULE	75001	PARIS	1318 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	675	DE BELLEVUE	864 m²	M GAMBINO NEE PAVET MARIE FRANCOISE MARGUERITE	30/07/1942		RD ENJOLARD RAMBAUD	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	864 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	675	DE BELLEVUE	864 m²	MME LAVESSEIRE CHRISTIANE	30/07/1942		RD ENJOLARD RAMBAUD	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	864 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	676	DE BELLEVUE	864 m²	M BACHELET FRANCES PIERRE ROBERT	11/09/1943		CH DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	864 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	677	DE BELLEVUE	630 m²	M ROCHIE IDEL CLAUDE	15/07/1961		CH DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	630 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	678	DE BELLEVUE	765 m²	MME DUDES NEE PIERRO VALERIE FAIRIENNE	24/01/1957		CH DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	765 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	678	DE BELLEVUE	765 m²	MME DUDES NEE PIERRO VALERIE FAIRIENNE	24/01/1957		CH DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	765 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	679	GERGE	95 m²	M DUFES FRANK JEAN PIERRE	15/03/1960		LOTISSEMENT SOLEIL GERGE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	95 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	679	GERGE	95 m²	M RETNAUD NEE JEAN PIERRE	15/03/1960		LOTISSEMENT SOLEIL GERGE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	95 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	724	BELLEVUE	110 m²	M COSSALTER NEE VALERIE ANNE-MARIE NICOLE PAULETTE	09/06/1920	2	IMP DE BELLEVUE	45200	NOGENT-SUR-VERNISSON	110 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	724	BELLEVUE	110 m²	M COSSALTER NEE VALERIE ANNE-MARIE NICOLE PAULETTE	09/06/1920	2	IMP DE BELLEVUE	45200	NOGENT-SUR-VERNISSON	110 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	726	BELLEVUE	235 m²	M COSSALTER NEE VALERIE ANNE-MARIE NICOLE PAULETTE	13/09/1956		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	235 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	726	BELLEVUE	235 m²	M COSSALTER NEE VALERIE ANNE-MARIE NICOLE PAULETTE	13/09/1956		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	235 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	728	BELLEVUE	1249 m²	M COSSALTER NEE VALERIE ANNE-MARIE NICOLE PAULETTE	13/09/1956		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1249 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	728	BELLEVUE	1249 m²	M COSSALTER NEE VALERIE ANNE-MARIE NICOLE PAULETTE	13/09/1956		IMP DE BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1249 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	731	BELLEVUE	45 m²	COMMUNE DE BOURG ST ANDEOL			A LA MAIRE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	45 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	747	BELLEVUE	1095 m²	M DUBOIS PATRICK JEAN JEAN	15/06/1964	9	LOT SOLEIL LEVANT	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1095 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	753	DUMOUT GERGE	1095 m²	M CLEMENT OLIVIER JEAN PIERRE	25/06/1972	14	RUE DES EGLANTINES	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1095 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	753	DUMOUT GERGE	1095 m²	MME CLEMENT NEE GENDRE EANNINE	15/08/1948	20	RUE DU ROULEAU	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1095 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	754	DUMOUT GERGE	2339 m²	M CLEMENT GUY JACQUES HENRI	29/10/1945	20	RUE DU ROULEAU	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	2339 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	754	DUMOUT GERGE	2339 m²	M FAVIER ALAIN JEAN MICHEL	09/06/1961		GERGE	69126	BRINDAS	2339 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	760	BELLEVUE	1000 m²	M FAVIER ALAIN JEAN MICHEL	05/10/1959		1 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1000 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	760	BELLEVUE	1000 m²	M FAVIER ALAIN JEAN MICHEL	05/10/1959		1 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1000 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	761	BELLEVUE	1000 m²	MME MOLIN NEE AZAIS CORINE COLETTE MARIE	13/02/1963		1 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1000 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	761	BELLEVUE	1000 m²	MME ALAMEL NEE JOUBERT MARIE-ANNEE JACQUELINE	23/03/1968		1 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1000 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	762	BELLEVUE	2718 m²	M ALAMEL CHRISTOPHE FRANCOIS MICHEL	16/04/1962	1	LOT BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	2718 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	762	BELLEVUE	2718 m²	M ALAMEL CHRISTOPHE FRANCOIS MICHEL	16/04/1962	1	LOT BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	2718 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	763	BELLEVUE	1286 m²	M FOMAS DA SILVA ALBINO JOSE	25/11/1976	1	4 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1286 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	763	BELLEVUE	1286 m²	M FOMAS DA SILVA ALBINO JOSE	25/11/1976	1	4 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1286 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	764	BELLEVUE	1027 m²	MME GOMES DA SILVA NEE VICENTE COLETTE	15/03/1955		BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1027 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	764	BELLEVUE	1027 m²	MME GOMES DA SILVA NEE VICENTE COLETTE	15/03/1955		BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	1027 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	MME GRANDJEUR NEE RIVER SOPHIE RENEE	12/11/1971	5	5 LOT LES OLIVIERS 5 BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	M GRANDJEUR DENIS FERNAND ROLAND	23/03/1970	5	5 LOT LES OLIVIERS 5 BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	M TABEL MUSTAPHA	06/04/1962	1	LOT BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	M TABEL MUSTAPHA	06/04/1962	1	LOT BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	M GRANDJEUR DENIS FERNAND ROLAND	23/03/1970	5	5 LOT LES OLIVIERS 5 BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	M GRANDJEUR DENIS FERNAND ROLAND	23/03/1970	5	5 LOT LES OLIVIERS 5 BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	M ALAMEL CHRISTOPHE FRANCOIS MICHEL	05/10/1959		1 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²
BOURG-SANT-ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVUE	27 m²	M ALAMEL CHRISTOPHE FRANCOIS MICHEL	05/10/1959		1 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07700	BOURG-SANT-ANDEOL	27 m²

Commune	Section	N° parcelle	Adresse	Contenance	Dénomination complète	Date de naissance	N° voie	Adresse	Code postal	Commune	Superficie frappe de sevitudes
BOURG- SAINT- ANDEOL (7042)	AX	765	BELLEVE	27 m²	M LAFORET CYRIL	02/08/1972		LE LAVACHET RES HAUTS DE TOWERE LOT 100	73320	TIGNES	
	AX	766	BELLEVE	985 m²	M TRES MASTAPHA	16/09/1962	1	LOT BELLEVUE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	986 m²
	AX	767	BELLEVE	985 m²	M GASTAUD DENIS BERNARD ROLAND	23/03/1970	5	5 LOT LES OLIVIERS 5 BELLEVUE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	768	BELLEVE	985 m²	M MOUJIN MARC HENRI MICHEL	06/10/1959		1 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	769	BELLEVE	985 m²	M ALLAMEL CHRISTOPHE FRANCOIS MICHEL	24/02/1966		N 2 LOT LES OLIVIERS BELLEVUE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	770	BELLEVE	985 m²	M LAFORET CYRIL	02/08/1972		LE LAVACHET RES HAUTS DE TOWERE LOT 100	73320	TIGNES	
	AX	771	BELLEVE	20 m²	MME SONNERAT NEE LAURENT MARIE CLAUDE	11/03/1940		CHE DU BAS GERIGE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	20 m²
	AX	772	BELLEVE	20 m²	M BONNET MAURICE GEORGES FRANCOIS	17/08/1937		CHE DU BAS GERIGE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	773	BELLEVE	879 m²	M BONNET MAURICE EUGENE	15/11/1929		LES ABELLES	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	879 m²
	AX	774	BELLEVE	879 m²	MME BONNET NEE SEGURA JEANNE	19/12/1930		LES ABELLES	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	775	BELLEVE	879 m²	MME REGAUD NEE BONNET MARTINE JEANNETTE	10/01/1955		CHE DU 19 MARS 1962	07800	SANT- GEORGES- LES-BAINS	
	AX	776	BELLEVE	3924 m²	MME MAURETTE NEE ASTRE JEANNE ANTOINETTE MARIE	18/10/1933		GERIGE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	1924 m²
	AX	777	BELLEVE	3924 m²	M MAURETTE PHILIPPE MARIE HENRI JOSEPH	27/09/1931	1145	MAISONNAVE RTE DE DAX	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	778	BELLEVE	3924 m²	M MAURETTE PHILIPPE MARIE HENRI JOSEPH	03/12/1960		MAISONNAVE RTE DE DAX	48100	UCHAUX	
	AX	779	BELLEVE	15 m²	MME DELOYE NEE MAURETTE MARIE-JOSE BERTHE BERNADETTE	01/05/1956	83	RUE DE LA CHAPELLE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	15 m²
	AX	780	BELLEVE	15 m²	M MAURETTE NEE ASTRE JEANNE ANTOINETTE MARIE	18/10/1932		GERIGE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	781	BELLEVE	15 m²	M MAURETTE PHILIPPE MARIE HENRI JOSEPH	27/09/1931		GERIGE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	782	BELLEVE	15 m²	M MAURETTE NEE ASTRE JEANNE ANTOINETTE MARIE	03/12/1960		MAISONNAVE RTE DE DAX	48100	UCHAUX	
	AX	783	BELLEVE	15 m²	M MAURETTE PHILIPPE MARIE HENRI JOSEPH	01/05/1956		RUE DE LA CHAPELLE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
	AX	784	BELLEVE	3 m²	M MAURETTE NEE ASTRE JEANNE ANTOINETTE MARIE	18/10/1932		GERIGE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	3 m²
	AX	785	BELLEVE	3 m²	M MAURETTE PHILIPPE MARIE HENRI JOSEPH	27/09/1931	1145	MAISONNAVE RTE DE DAX	48100	UCHAUX	
	AX	786	BELLEVE	943 m²	MME CHARENTY SANDRA SABELLE	01/05/1956	83	RUE DE LA CHAPELLE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	943 m²
	AX	787	BELLEVE	943 m²	M DUMUR GUILLAUME RABAH	15/05/1982		CHE DE BELLEVUE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	943 m²
	AX	788	BELLEVE	920 m²	M FERNANDEZ NEE GUYOT PATRICIA AUGUSTINE ROSE	29/04/1979		CHE DE BELLEVUE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	920 m²
	AX	789	BELLEVE	920 m²	M FERNANDEZ NEE GUYOT PATRICIA AUGUSTINE ROSE	01/07/1982		CHE DE BELLEVUE	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	920 m²
	AX	790	BELLEVE	807 m²	SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE	05/03/1959	15	PL DU CHAMP DE MARS	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	807 m²
	AX	791	BELLEVE	1015 m²	MME BOUCHON NEE FIGUERE JOSETTE JULIETTE NOELLE	22/12/1945	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	1015 m²
	AX	792	BELLEVE	1015 m²	M BOUCHON RENE LUCIEN	30/07/1942	6	BD EDOUARD RAMBAUD	07200	BOURG-SAINT- ANDEOL	
PPE AVENUE DES HELLYS											
GRAS (7099)	F	231	LES HELLYS	400 m²	MME MARQUETROL NICOLE FRANCOISE ANNA	05/08/1925			07200	SANT- REMEZE	400 m²
	F	232	LES HELLYS	400 m²	MME MARQUETROL GENEVIEVE PAULETTE ELISABETH	19/11/1923			07200	SANT- REMEZE	
	F	233	LES HELLYS	400 m²	MME MARQUETROL JACQUELINE YVONNE BERTHE	08/08/1921			75017	PARIS	
	F	234	LES HELLYS	400 m²	M HATES MARK FRANCOIS	15/09/1961			77170	BRIE COMTE ROBERT	
	F	235	LES HELLYS	800 m²	MME MARQUETROL NICOLE FRANCOISE ANNA	05/08/1925			07200	SANT- REMEZE	800 m²
	F	236	LES HELLYS	800 m²	MME MARQUETROL GENEVIEVE PAULETTE ELISABETH	19/11/1923			07200	SANT- REMEZE	
	F	237	LES HELLYS	800 m²	MME MARQUETROL JACQUELINE YVONNE BERTHE	08/08/1921			75017	PARIS	
	F	238	LES HELLYS	800 m²	M HATES MARK FRANCOIS	15/09/1961			77170	BRIE COMTE ROBERT	
	F	239	LES HELLYS	520 m²	M DUMAS FRANCOIS LUCIEN	14/09/1966		LES HELLYS	07200	GRAS	520 m²
	F	240	LES HELLYS	520 m²	M SABATON YVES LOUIS CAMILLE	06/11/1948		LES HELLYS	07200	GRAS	520 m²
	F	241	LES HELLYS	7831 m²	MME SOBOLU NEE CHARRET MONIQUE MARIE	18/04/1954	6	IMP DES SALADELLES	11100	NARBONNE	7045 m²
	F	242	LES HELLYS	7831 m²	M SOBOLU CHRISTIAN CHARLES	20/10/1951	6	IMP DES SALADELLES	11100	NARBONNE	
	F	243	LES HELLYS	1501 m²	M SOBOLU JEAN-CLAUDE RAYMOND	25/07/1985		LES PASQUIER	07200	GRAS	1520 m²
	F	244	LES HELLYS	1501 m²	M ANNES JACQUES ALAIN	09/02/1953		LE PASQUIER	84190	LEFARE	1501 m²
	F	245	LES HELLYS	1501 m²	MME ANNES NEE MARY JOELLE JOSETTE	09/12/1953		LE PASQUIER	84190	LEFARE	
	F	246	LES HELLYS	2745 m²	M SOBOLU JEAN-CLAUDE RAYMOND	25/07/1985		LES HELLYS	07200	GRAS	2745 m²
PPE AVENUE DE COURGES											
GRAS (7099)	F	340	LES COURGES	44850 m²	M SOBOLU JEAN-CLAUDE RAYMOND	25/07/1985		LES HELLYS	07200	GRAS	44850 m²
	F	341	LES COURGES	11250 m²	MME MARQUETROL NICOLE FRANCOISE ANNA	05/08/1925			07200	SANT- REMEZE	11250 m²
	F	342	LES COURGES	11250 m²	MME MARQUETROL GENEVIEVE PAULETTE ELISABETH	19/11/1923			07200	SANT- REMEZE	
	F	343	LES COURGES	11250 m²	MME MARQUETROL JACQUELINE YVONNE BERTHE	08/08/1921			75017	PARIS	77150 m²
	F	344	LES COURGES	11250 m²	M HATES MARK FRANCOIS	15/09/1961			77170	BRIE COMTE ROBERT	
PPE AVENUE VINCENT											
GRAS (7099)	G	307	VIREVIE	20550 m²	MME BORRELLY NEE MAMINO MICHELE FRANCETTE	02/03/1950			07200	GRAS	20550 m²
	G	308	VIREVIE	20550 m²	M BORRELLY GEORGES HENRI GABRIEL	15/06/1944		LES MOURADES	07200	GRAS	
	G	309	LOZIERES	400 m²	M VINCENT NORBERT JEAN EUGENE	27/12/1947		SAUT DE L'AYGUES	07220	VIVIERS	400 m²
	G	310	LOZIERES	570 m²	M DUMARCHER Remy MARC JOSE	11/10/1972		SAINT VINCENT	07200	GRAS	570 m²
	G	311	LOZIERES	38520 m²	M DUMARCHER Remy MARC JOSE	11/10/1972		SAINT VINCENT	07200	GRAS	12685 m²
	G	312	LOZIERES	38520 m²	M VINCENT NORBERT JEAN EUGENE	27/12/1947		SAUT DE L'AYGUES	07220	VIVIERS	3900 m²
	G	313	LOZIERES	2380 m²	M VINCENT NORBERT JEAN EUGENE	27/12/1947		SAUT DE L'AYGUES	07220	VIVIERS	2380 m²

HAMEAU DE RIMOURLIN	GRAS (7099)	G	18	FOURNAS	900 m²	MAIE DRETSCHMAR NEE BOURDON JACQUELINE	15/02/1924	BARBU	07170 SAINT- MAURICE-D' IRIE	900 m²
	GRAS (7099)	G	19	FOURNAS	290 m²	COMMUNE DE GRAS	07/11/1960	LE VILLAGE	07700 GRAS	290 m²
	GRAS (7099)	G	20	FOURNAS	900 m²	MAIE CHARLIEU CHAU HULI MARIE-FRANCE AN	07/11/1960	RIMOURLIN	07700 GRAS	900 m²
	GRAS (7099)	G	21	FOURNAS	180 m²	MAIE PETIT NEE TORRECILLA MARIE- LOUISE	02/08/1953	HAMEAU DE RIMOURLIN FOURNAS	07700 GRAS	180 m²
	GRAS (7099)	G	22	FOURNAS	280 m²	COPROPRIETAIRES DEL IMM 515 SUR LA PARCELLE G 73		PAR MME BEGUIN EVELYNE RIMOURLIN	07700 GRAS	280 m²
	GRAS (7099)	G	23	FOURNAS	80 m²	MAIE SABARLY ROSELINE LEONE AUC	17/09/1954	RIMOURLIN	07700 GRAS	80 m²
	GRAS (7099)	G	24	FOURNAS	80 m²	M BEGUIN ARNAUD YANN JEAN-MAURICE	07/01/1971	6 CAMPAGNE CROIX DU SUD AN FLOJOUT CURIE	13710 FUYEAU	
	GRAS (7099)	G	24	FOURNAS	80 m²	M BEGUIN CRYIAQUE LAURENT MARCEL	30/06/1973		69000 LYON	
	GRAS (7099)	G	24	FOURNAS	80 m²	M BEGUIN SAMUEL MARTIN ARNAUD	26/11/1988		84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	24	FOURNAS	80 m²	MAIE TESTUD NEE BEGUIN VANINA MURIEL FREDERIQUE	22/02/1978	CALLE UNARES 34	MATEPECUNO MADRID 28492	
	GRAS (7099)	G	24	FOURNAS	80 m²	M BEGUIN FREDERIC DANIEL VANNICK	11/12/1969	9	13130 BIERRE L'ETANG	70 m²
	GRAS (7099)	G	25	FOURNAS	70 m²	M BEGUIN ARNAUD YANN JEAN-MAURICE	07/01/1971	14	PI VERMERCIN	13710 FUYEAU
	GRAS (7099)	G	25	FOURNAS	70 m²	M BEGUIN CRYIAQUE LAURENT MARCEL	30/06/1973	14	67570 MONTMENEHM	
	GRAS (7099)	G	25	FOURNAS	70 m²	M BEGUIN ERIWANN CRYIAQUE BERNARD	08/06/1983	172	65008 LYON	
	GRAS (7099)	G	25	FOURNAS	70 m²	M BEGUIN SAMUEL MARTIN ARNAUD	26/11/1988	14	84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	25	FOURNAS	70 m²	MAIE TESTUD NEE BEGUIN VANINA MURIEL FREDERIQUE	22/02/1978	6	84530 VILLELAURE	40 m²
	GRAS (7099)	G	26	FOURNAS	40 m²	MAIE GIEROD CHANEL NEE CHABANEL PATRICK DANIELLE CHRISTIANE	11/12/1969	202	84530 VILLELAURE	40 m²
	GRAS (7099)	G	26	FOURNAS	40 m²	MAIE CHABANEL NEE CHENE PAULETTE HENRIETTE ANDREE	09/01/1947	41	84530 VILLELAURE	1400 m²
	GRAS (7099)	G	28	FOURNAS	1400 m²	MAIE DRETSCHMAR NEE BOURDON JACQUELINE	15/02/1924	41	84530 VILLELAURE	80 m²
	GRAS (7099)	G	28	FOURNAS	80 m²	M PUNG JEAN-MARIE PHILIPPE OLIVIER	08/04/1962	41	84530 VILLELAURE	50 m²
	GRAS (7099)	G	29	FOURNAS	50 m²	M PUNG JEAN-MARIE PHILIPPE OLIVIER	08/04/1962	41	84530 VILLELAURE	240 m²
	GRAS (7099)	G	30	FOURNAS	240 m²	M PUNG JEAN-MARIE PHILIPPE OLIVIER	08/04/1962	41	84530 VILLELAURE	330 m²
	GRAS (7099)	G	31	FOURNAS	330 m²	M PUNG JEAN-MARIE PHILIPPE OLIVIER	08/04/1962	41	84530 VILLELAURE	800 m²
	GRAS (7099)	G	33	FOURNAS	800 m²	M PUNG JEAN-MARIE PHILIPPE OLIVIER	08/04/1962	41	84530 VILLELAURE	180 m²
	GRAS (7099)	G	34	FOURNAS	180 m²	MAIE DRETSCHMAR NEE BOURDON JACQUELINE	15/02/1924	41	84530 VILLELAURE	300 m²
	GRAS (7099)	G	35	LES MOURADES	300 m²	MAIE DRETSCHMAR NEE BOURDON JACQUELINE	15/02/1924		84530 VILLELAURE	200 m²
	GRAS (7099)	G	79	LES MOURADES	200 m²	MAIE SCHLUND NEE WOHLING NICOLE MARIE	07/12/1927		84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	79	LES MOURADES	200 m²	M SCHLUND XAVIER NICOLAS JEAN MARIE	10/02/1960		84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	79	LES MOURADES	200 m²	MAIE SCHLUND ISABELLE MARIE RENEE	08/03/1958		84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	79	LES MOURADES	200 m²	M SCHLUND JEAN MARIE JOSEPH	08/03/1928		84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	79	LES MOURADES	200 m²	M SCHLUND BERTRAND REINE	11/06/1953		84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	79	LES MOURADES	200 m²	M SCHLUND BRUNO PIERRE	26/11/1954		84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	82	LES MOURADES	370 m²	PERIMMO			84530 VILLELAURE	
	GRAS (7099)	G	335	RIMOURLIN	400 m²	M LEVIER WILLIAM REHE	18/02/1984		07700 GRAS	370 m²
	GRAS (7099)	G	335	RIMOURLIN	550 m²	M LEVIER NEE GANNIER MICHELINE NICOLE	27/02/1982		07700 GRAS	400 m²
	GRAS (7099)	G	336	RIMOURLIN	1040 m²	M LEVIER WILLIAM REHE	18/02/1984		07700 GRAS	550 m²
	GRAS (7099)	G	337	RIMOURLIN	3400 m²	MAIE LEVIER NEE GANNIER MICHELINE NICOLE	27/02/1982		07700 GRAS	1040 m²
	GRAS (7099)	G	337	RIMOURLIN	3400 m²	MAIE BRUN NEE DOUGUE GHISLAINE ANTONINETTE AUGUSTINE	13/10/1947	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS	3080 m²
	GRAS (7099)	G	338	RIMOURLIN	3080 m²	MAIE BRUN NEE DOUGUE GHISLAINE ANTONINETTE AUGUSTINE	13/10/1947	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	84420 PIOLENC	5600 m²
	GRAS (7099)	G	339	RIMOURLIN	5600 m²	MAIE KORZOVY HANA	25/01/1960	SCHLOSS 2	CH 6018 BUTTISHOLZ	450 m²
	GRAS (7099)	G	342	RIMOURLIN	450 m²	MAIE KORZOVY HANA	25/01/1960	SCHLOSS 2	CH 6018 BUTTISHOLZ	60 m²
	GRAS (7099)	G	342	RIMOURLIN	450 m²	M PERET JEAN THOMAS	15/04/1968	SCHLOSS 2	CH 6018 BUTTISHOLZ	110 m²
	GRAS (7099)	G	343	RIMOURLIN	60 m²	M PERET JEAN THOMAS	15/04/1968	SCHLOSS 2	CH 6018 BUTTISHOLZ	220 m²
	GRAS (7099)	G	343	RIMOURLIN	60 m²	M PERET JEAN THOMAS	15/04/1968	SCHLOSS 2	CH 6018 BUTTISHOLZ	2000 m²
	GRAS (7099)	G	344	RIMOURLIN	110 m²	M PATIN JEAN-FRANCOIS	07/01/1956	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS	40 m²
	GRAS (7099)	G	344	RIMOURLIN	110 m²	M PATIN JEAN-FRANCOIS	07/01/1956	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS	2950 m²
	GRAS (7099)	G	345	RIMOURLIN	250 m²	M PATIN NEE BARETTE REINE MARIE ANNE	09/11/1956	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS	
	GRAS (7099)	G	345	RIMOURLIN	250 m²	M PATIN JEAN-FRANCOIS	28/10/1958	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS	
	GRAS (7099)	G	345	RIMOURLIN	250 m²	M PATIN JEAN-FRANCOIS	28/10/1958	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS	
	GRAS (7099)	G	345	RIMOURLIN	250 m²	M PATIN JEAN-FRANCOIS	28/10/1958	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS	
GRAS (7099)	G	347	RIMOURLIN	2000 m²	MAIE BRUN NEE DOUGUE GHISLAINE ANTONINETTE AUGUSTINE	13/10/1947	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	347	RIMOURLIN	2000 m²	M CHARBONNIER FABIEN RENE CLAUDY	02/09/1978	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	347	RIMOURLIN	2000 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARIUS	11/08/1923	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	348	RIMOURLIN	2950 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARIUS	11/08/1923	LES TROIS GRILLONS RITE DE WALDONNETTE	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	348	RIMOURLIN	2950 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952	LES JANETTES 9000 AU SUD DE CREU	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	348	RIMOURLIN	2950 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952	804 SHADY OAK LANE SW	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	348	RIMOURLIN	2950 m²	MAIE ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950	804 SHADY OAK LANE SW	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	348	RIMOURLIN	2950 m²	MAIE ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950	804 SHADY OAK LANE SW	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	349	RIMOURLIN	685 m²	MAIE PATIN NEE BARETTE REINE MARIE ANNE	09/11/1956	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	349	RIMOURLIN	685 m²	MAIE PATIN JEAN-FRANCOIS	28/10/1958	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	349	RIMOURLIN	685 m²	MAIE PATIN NEE BARETTE REINE MARIE ANNE	09/11/1956	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	350	RIMOURLIN	410 m²	MAIE PATIN JEAN-FRANCOIS	28/10/1958	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	350	RIMOURLIN	410 m²	MAIE PATIN NEE BARETTE REINE MARIE ANNE	09/11/1956	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	351	RIMOURLIN	785 m²	MAIE PATIN NEE BARETTE REINE MARIE ANNE	09/11/1956	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	351	RIMOURLIN	785 m²	M PATIN JEAN-FRANCOIS	28/10/1958	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	352	RIMOURLIN	210 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARIUS	11/08/1923	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	352	RIMOURLIN	210 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	352	RIMOURLIN	210 m²	MAIE GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	352	RIMOURLIN	210 m²	MAIE ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	353	RIMOURLIN	160 m²	MAIE TROUPIN NEE DIAZOT FRANCOISE MARGUERITE HENRIETTE	13/02/1955	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	353	RIMOURLIN	160 m²	M TROUPIN PHILIPPE JEAN LOUIS	17/07/1951	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	354	RIMOURLIN	40 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARIUS	11/08/1923	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	354	RIMOURLIN	40 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	354	RIMOURLIN	40 m²	MAIE GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	354	RIMOURLIN	40 m²	MAIE ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	356	RIMOURLIN	200 m²	MAIE SCHLUND NEE WOHLING NICOLE MARIE	07/12/1927	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	356	RIMOURLIN	200 m²	M SCHLUND XAVIER NICOLAS JEAN MARIE	10/02/1960	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	356	RIMOURLIN	200 m²	MAIE SCHLUND ISABELLE MARIE RENEE	08/03/1958	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	356	RIMOURLIN	200 m²	M SCHLUND JEAN MARIE JOSEPH	08/03/1926	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	356	RIMOURLIN	200 m²	M SCHLUND BERTRAND REINE	11/06/1953	RIMOURLIN	07700 GRAS		
GRAS (7099)	G	356	RIMOURLIN	200 m²	M SCHLUND BRUNO PIERRE	26/11/1954	RIMOURLIN	07700 GRAS		

Commune	Section	N° parcelle	Adresse	Contenance	Dénomination complète	Date de naissance	N° voirie	Adresse	Code postal	Commune	Superficie frappée de servitudes
GRAS (7099)	G	357	REMOURIN	45 m²	MME SCHLUND NEE WOHLUNG NICOLE MARIE	07/12/1927	1	REMOURIN	07700	GRAS	45 m²
	G	357	REMOURIN	45 m²	MME SCHLUND ISABELLE MARIE RENEE	08/03/1938		RUE DE LA MEUSE	68400	RIEDSHEIM	
	G	357	REMOURIN	45 m²	M SCHLUND JEAN MARIE JOSEPH	08/03/1926	31	RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	68400	RIEDSHEIM	
	G	357	REMOURIN	45 m²	M SCHLUND BERTRAND RENE	11/06/1953	31	RUE MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	68400	RIEDSHEIM	
	G	357	REMOURIN	45 m²	M SCHLUND XAVIER NICOLAS JEAN MARIE	10/02/1960	105	RUE DE HABSHEIM	68400	RIEDSHEIM	
	G	358	REMOURIN	850 m²	M SCHLUND BRUNO PIERRE	26/11/1954	32	AV DE VERDUN	69630	CHAPONOST	
	G	358	REMOURIN	850 m²	MME TROUPIN NEE BIAZOT FRANCHINE MARGUERITE HENRIETTE	16/11/1935		GODINNE 14 ALLEE CHOIX D'ALFAU			850 m²
	G	359	REMOURIN	520 m²	M TROUPIN PHILIPPE JEAN LOUIS	27/07/1951		GODINNE 14 ALLEE CHOIX D'ALFAU			
	G	359	REMOURIN	520 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARBUS	27/07/1951		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	359	REMOURIN	520 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952		REMOURIN	07700	GRAS	
GRAS (7099)	G	359	REMOURIN	520 m²	MME GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952		LES JANTETS 9000 AU SUD DE CREU	25300	PONTARLIER	
	G	359	REMOURIN	520 m²	MME ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950		804 SHADY OAK LANE SW	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	360	REMOURIN	310 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARBUS	11/08/1923		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	360	REMOURIN	310 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952		LES JANTETS 9000 AU SUD DE CREU	25300	PONTARLIER	
	G	360	REMOURIN	310 m²	MME GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952		BD AUGUSTIN THIERRY	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	360	REMOURIN	310 m²	MME ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950		804 SHADY OAK LANE SW	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	361	REMOURIN	400 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARBUS	11/08/1923		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	361	REMOURIN	400 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952		LES JANTETS 9000 AU SUD DE CREU	25300	PONTARLIER	
	G	361	REMOURIN	400 m²	MME GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952		BD AUGUSTIN THIERRY	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	361	REMOURIN	400 m²	MME ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950		804 SHADY OAK LANE SW	42000	SAINT-ETIENNE	
GRAS (7099)	G	362	REMOURIN	50 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARBUS	11/08/1923		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	362	REMOURIN	50 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952		LES JANTETS 9000 AU SUD DE CREU	25300	PONTARLIER	
	G	362	REMOURIN	50 m²	MME GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952		BD AUGUSTIN THIERRY	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	362	REMOURIN	50 m²	MME ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950		804 SHADY OAK LANE SW	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	363	REMOURIN	280 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARBUS	11/08/1923		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	363	REMOURIN	280 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952		LES JANTETS 9000 AU SUD DE CREU	25300	PONTARLIER	
	G	363	REMOURIN	280 m²	MME GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952		BD AUGUSTIN THIERRY	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	363	REMOURIN	280 m²	MME ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950		LE VILLAGE	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	364	REMOURIN	30 m²	COMMUNE DE GRAS	22/02/1942		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	365	REMOURIN	365	MME LEVER NEE GARNIER MICHELINE NICOLE	18/02/1934		REMOURIN	07700	GRAS	
GRAS (7099)	G	366	REMOURIN	250 m²	M LEVER WILLIAM RENE	18/02/1934		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	367	REMOURIN	25 m²	M LEVER WILLIAM RENE	18/02/1934		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	367	REMOURIN	25 m²	MME LEVER NEE GARNIER MICHELINE NICOLE	22/02/1942		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	368	REMOURIN	40 m²	M LEVER WILLIAM RENE	18/02/1934		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	369	REMOURIN	25 m²	COMMUNE DE GRAS	18/02/1934		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	370	REMOURIN	85 m²	M CHARBONNIER FABRIEN RENE CLAUDY	02/09/1978		LA VIGNASSE	07700	GRAS	
	G	371	REMOURIN	1060 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARBUS	11/08/1923		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	371	REMOURIN	1060 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952		LA VIGNASSE	07700	GRAS	
	G	371	REMOURIN	1060 m²	MME GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952		LES JANTETS 9000 AU SUD DE CREU	25300	PONTARLIER	
	G	371	REMOURIN	1060 m²	MME ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950		BD AUGUSTIN THIERRY	42000	SAINT-ETIENNE	
GRAS (7099)	G	372	REMOURIN	85 m²	M CHARBONNIER FABRIEN RENE CLAUDY	07/08/1950		804 SHADY OAK LANE SW	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	374	REMOURIN	60 m²	FERMANNO	02/09/1978		LA VIGNASSE	07700	GRAS	
	G	419	LE CHAMP DU MARCHÉ	1600 m²	M GUILLARD CHRISTIAN GUY MICHEL	06/06/1947		PAR M PEREY ANDRIE RIMOURLIN	07700	GRAS	85 m²
	G	450	LE CHAMP DU MARCHÉ	2800 m²	MME GUILLARD NEE BUREAU JOSANE CHRISTIANE	02/07/1953		REMOURIN	07700	GRAS	50 m²
	G	450	LE CHAMP DU MARCHÉ	2800 m²	M GUILLARD CHRISTIAN GUY MICHEL	02/07/1953		REMOURIN	07700	GRAS	1500 m²
	G	451	LE CHAMP DU MARCHÉ	500 m²	MME GUILLARD NEE BUREAU JOSANE CHRISTIANE	06/06/1947		REMOURIN	07700	GRAS	2800 m²
	G	451	LE CHAMP DU MARCHÉ	500 m²	M GUILLARD CHRISTIAN GUY MICHEL	02/07/1953		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	452	LE DRINGONT	40 m²	M ROLVIEZ CHRISTIAN BURAU MICHEL	06/06/1947		REMOURIN	07700	GRAS	500 m²
	G	452	LE DRINGONT	40 m²	M ROLVIEZ MAXIMCE PHILIPPE	20/09/1987		HAMEAU DE RIMOURLIN RIMOURLIN	07700	GRAS	
	G	453	LE DRINGONT	40 m²	M ROLVIEZ YOLAND ANDRE HENRI	01/05/1939		REMOURIN	07700	GRAS	40 m²
GRAS (7099)	G	453	LE DRINGONT	60 m²	MME GLESTE MATHILDE CATHERINE	01/05/1939		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	454	LE DRINGONT	30 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	29/03/1973		DARBOUSSET	07700	GRAS	60 m²
	G	454	LE DRINGONT	30 m²	COTROPHE JAMES DE LA PARCELLE G 459	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	60 m²
	G	475	LE DRINGONT	1300 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	1300 m²
	G	476	LE DRINGONT	640 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	1300 m²
	G	476	LE DRINGONT	640 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	640 m²
	G	477	LE DRINGONT	420 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	420 m²
	G	478	LE DRINGONT	230 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	250 m²
	G	479	LE DRINGONT	230 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	250 m²
	G	480	LE DRINGONT	210 m²	M TISSEBAND JEAN-MARIE	01/03/1947		GITE DU SOLEIL BT 7 ESC 2 AV JEAN MOULIN	06220	VALLAURIS	230 m²
GRAS (7099)	G	484	LE DRINGONT	60 m²	M TISSEBAND JEAN-MARIE	01/03/1947		CITE DU SOLEIL BT 7 ESC 2 AV JEAN MOULIN	06220	VALLAURIS	210 m²
	G	485	LE DRINGONT	80 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	80 m²
	G	486	LE DRINGONT	90 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	60 m²
	G	487	LE DRINGONT	120 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	80 m²
	G	488	LE DRINGONT	400 m²	FERMANNO	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	130 m²
	G	488	LE DRINGONT	400 m²	MME VALETTE CATHERINE HELENE PIERRETTE	14/08/1961		REMOURIN	07700	GRAS	180 m²
	G	584	REMOURIN	260 m²	M GALLINE LOUIS FERNAND MARBUS	11/08/1923		REMOURIN	07700	GRAS	400 m²
	G	584	REMOURIN	260 m²	M GALLINE ANDRE HENRI LOUIS	25/01/1952		REMOURIN	07700	GRAS	400 m²
	G	584	REMOURIN	260 m²	MME GALLINE MARIE- CLAUDE ELISE	25/01/1952		PONTARLIER	25300	PONTARLIER	260 m²
	G	587	REMOURIN	483 m²	MME ATWILL NEE GALLINE NICOLE MARCELLE MARIE	07/08/1950		BD AUGUSTIN THIERRY	42000	SAINT-ETIENNE	
GRAS (7099)	G	587	REMOURIN	483 m²	MME DELABRE NEE VADOT MONIQUE ELISE GEORGETTE	07/02/1956		804 SHADY OAK LANE SW	42000	SAINT-ETIENNE	
	G	588	REMOURIN	397 m²	M DELABRE ARNAUD JEAN-RENE	11/01/1970		REMOURIN	07700	GRAS	483 m²
	G	588	REMOURIN	397 m²	MME MOREVATHANA	19/04/1968		REMOURIN	07700	GRAS	
	G	588	REMOURIN	397 m²	M PEREY JEAN-FRANÇOIS MARC	25/10/1960		SCHLOSS 2	07700	GRAS	CH 6018 BUTTISOULZ 2
	G	593	REMOURIN	177 m²	M CHARBONNIER FABRIEN RENE CLAUDY	02/09/1978		SCHLOSS 2	07700	GRAS	CH 6018 BUTTISOULZ 2
	G	601	REMOURIN	50 m²	COMMUNE DE GRAS	02/09/1978		LA VIGNASSE	07700	GRAS	3587 m²
	G	602	REMOURIN	50 m²	COMMUNE DE GRAS	02/09/1978		LE VILLAGE	07700	GRAS	
	G	603	REMOURIN	31 m²	MME DELABRE NEE VADOT MONIQUE ELISE GEORGETTE	07/02/1956		LE VILLAGE	07700	GRAS	179 m²
	G	603	REMOURIN	31 m²	M DELABRE ARNAUD JEAN-RENE	11/01/1970		REMOURIN	07700	GRAS	97 m²
	G	604	REMOURIN	67 m²	M LEVER WILLIAM RENE	18/02/1934		REMOURIN	07700	GRAS	59 m²
GRAS (7099)	G	604	REMOURIN	67 m²	MME LEVER NEE GARNIER MICHELINE NICOLE	22/02/1942		REMOURIN	07700	GRAS	37 m²
GRAS (7099)	G	604	REMOURIN	67 m²							67 m²

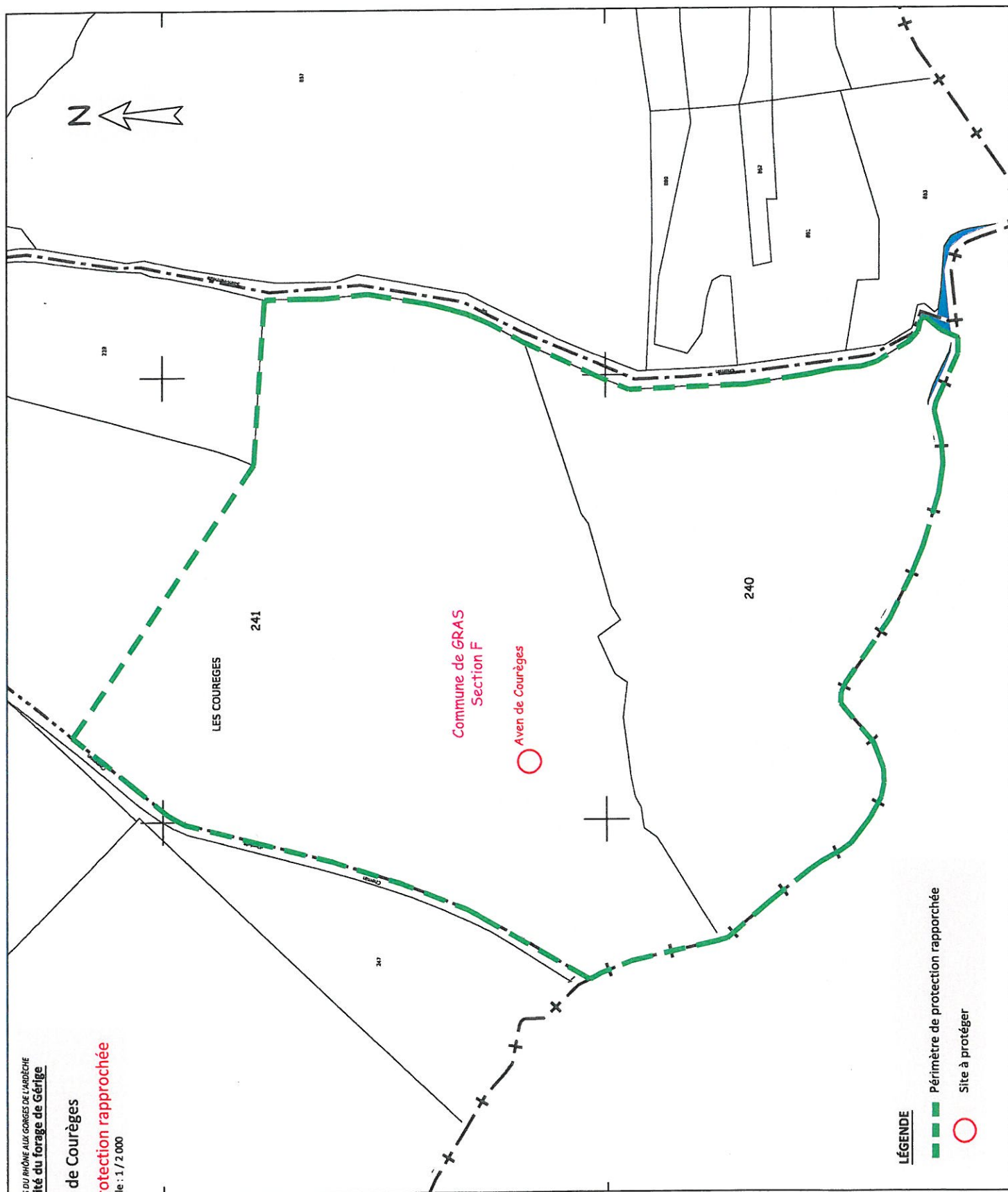




D - Aven de Courèges

Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 2 000



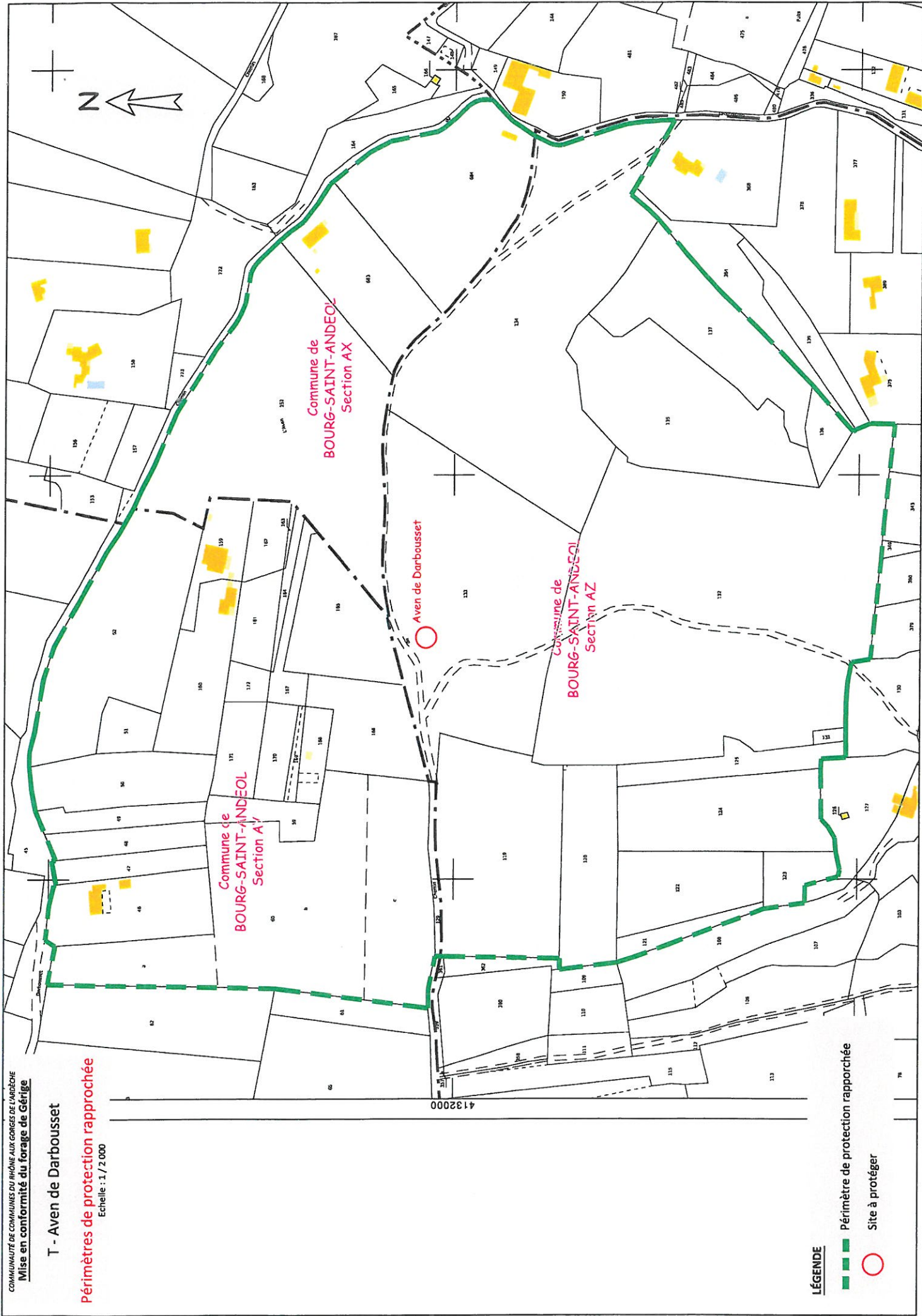
LÉGENDE

- Périmètre de protection rapprochée
- Site à protéger

T - Aven de Darbousset

Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 2 000



LÉGENDE

— Périmètre de protection rapprochée

○ Site à protéger

1 - Avon da la Maicon Forcettà

D'après le tableau ci-dessus, on a :

Echelle : 1 / 3 500



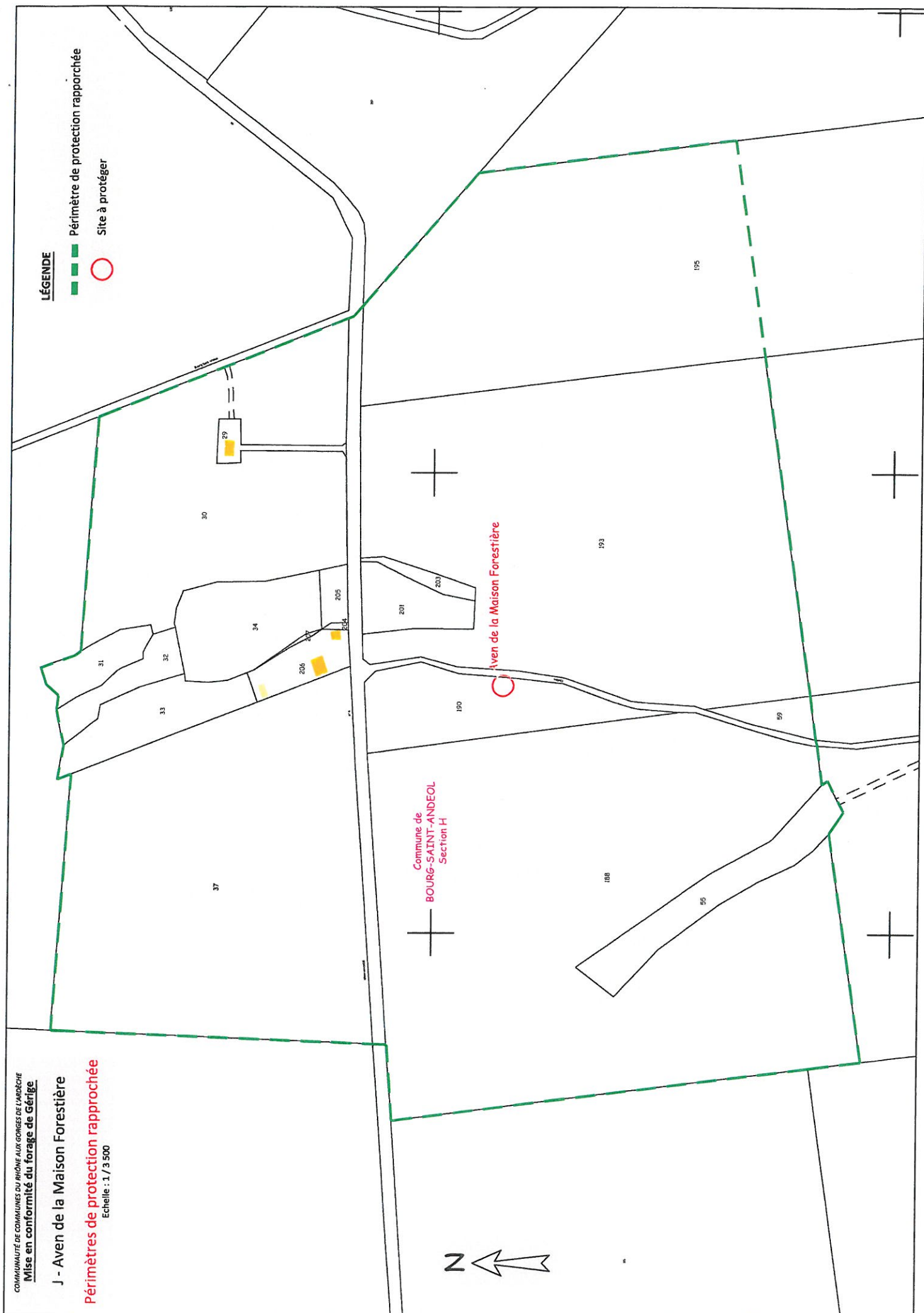
Commune de

Avenue de la Maiean Exerctiôns

LEGENDA

■ ■ ■ Périmètre de protection rapprochée

Site à protéger



F - Aven de l'Espoir

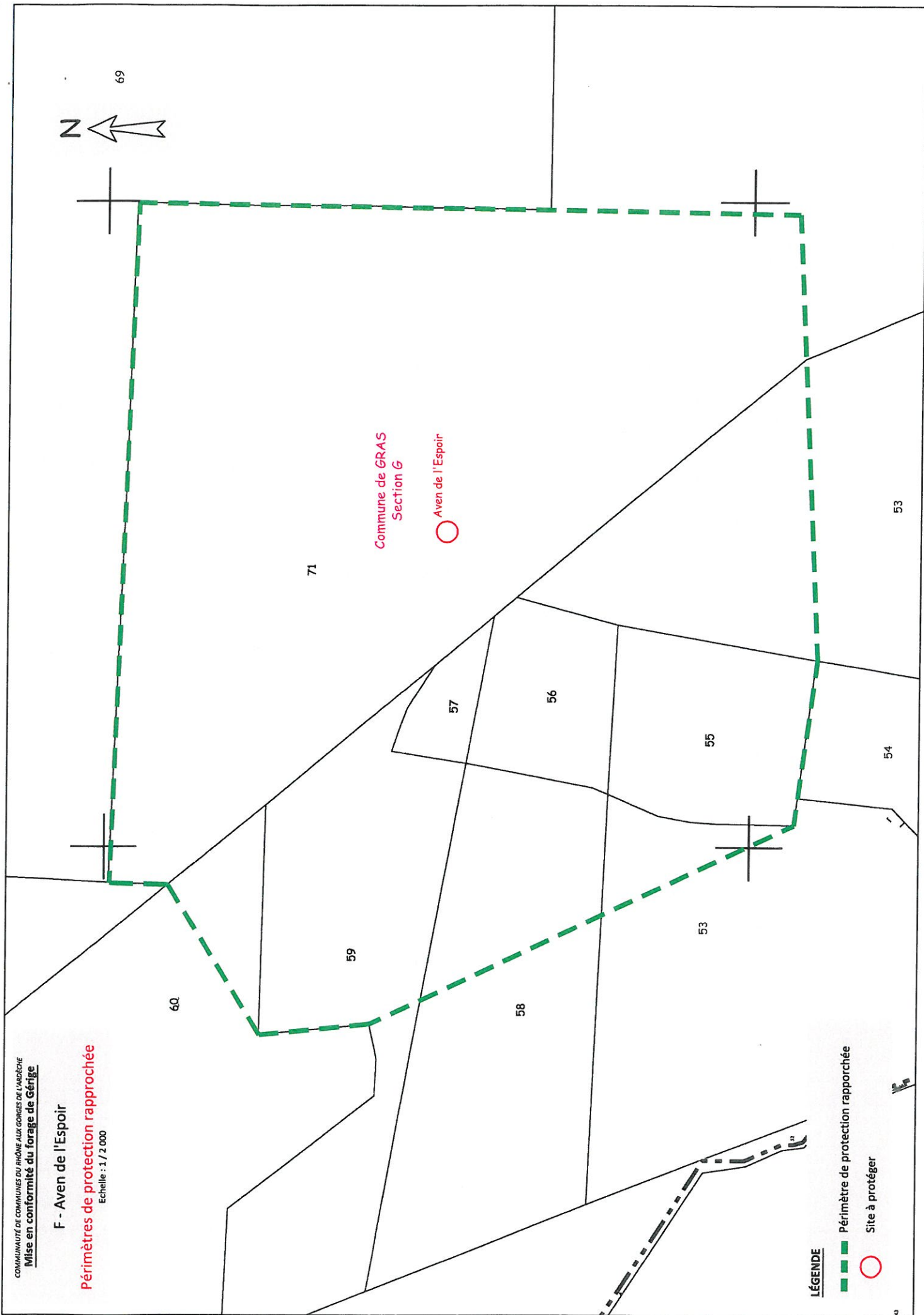
Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 2 000

LÉGENDE

■ Périmètre de protection rapprochée

○ Site à protéger



I - Aven des Aubes

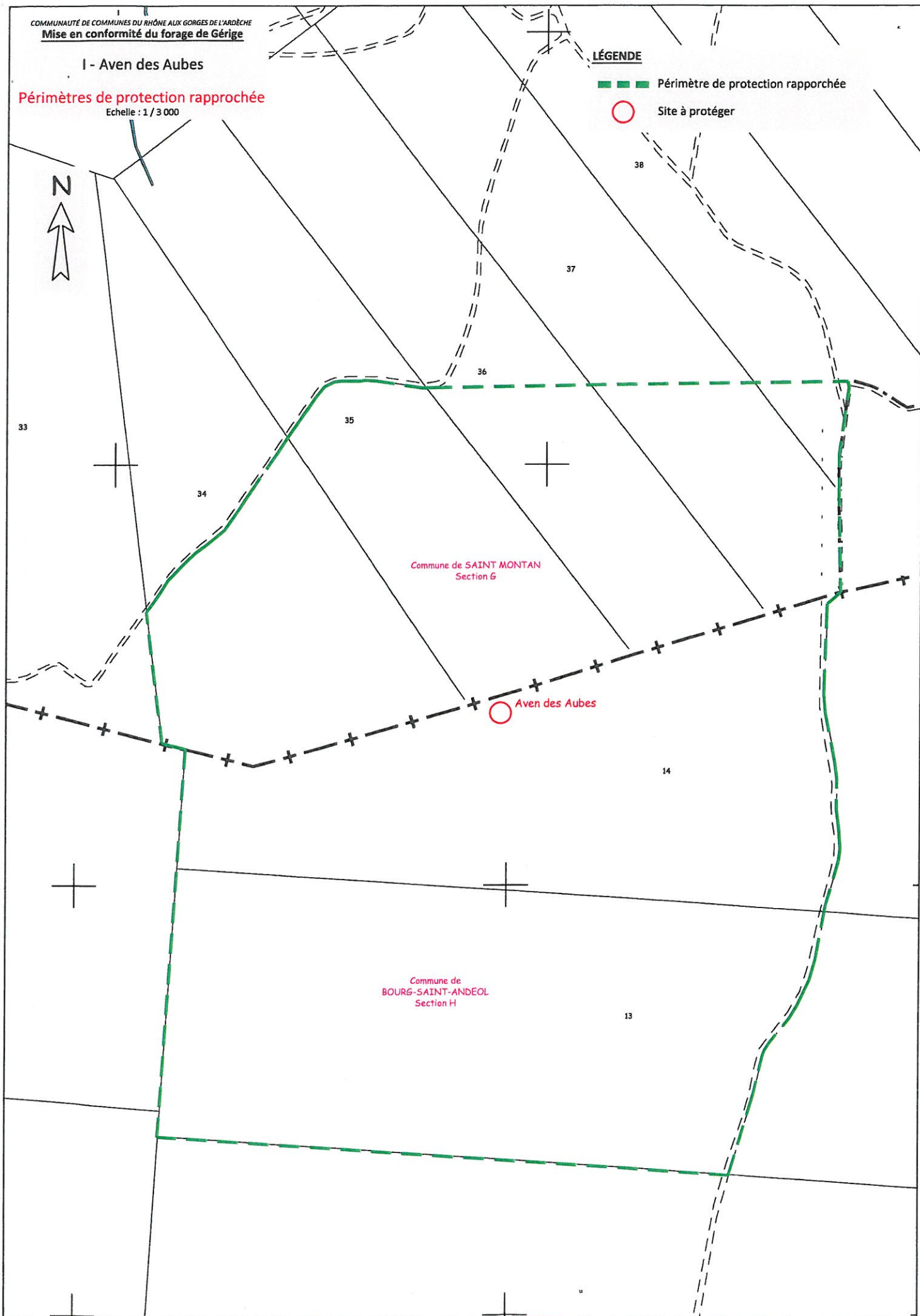
Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 3 000

LÉGENDE

■ ■ ■ ■ ■ Périmètre de protection rapprochée

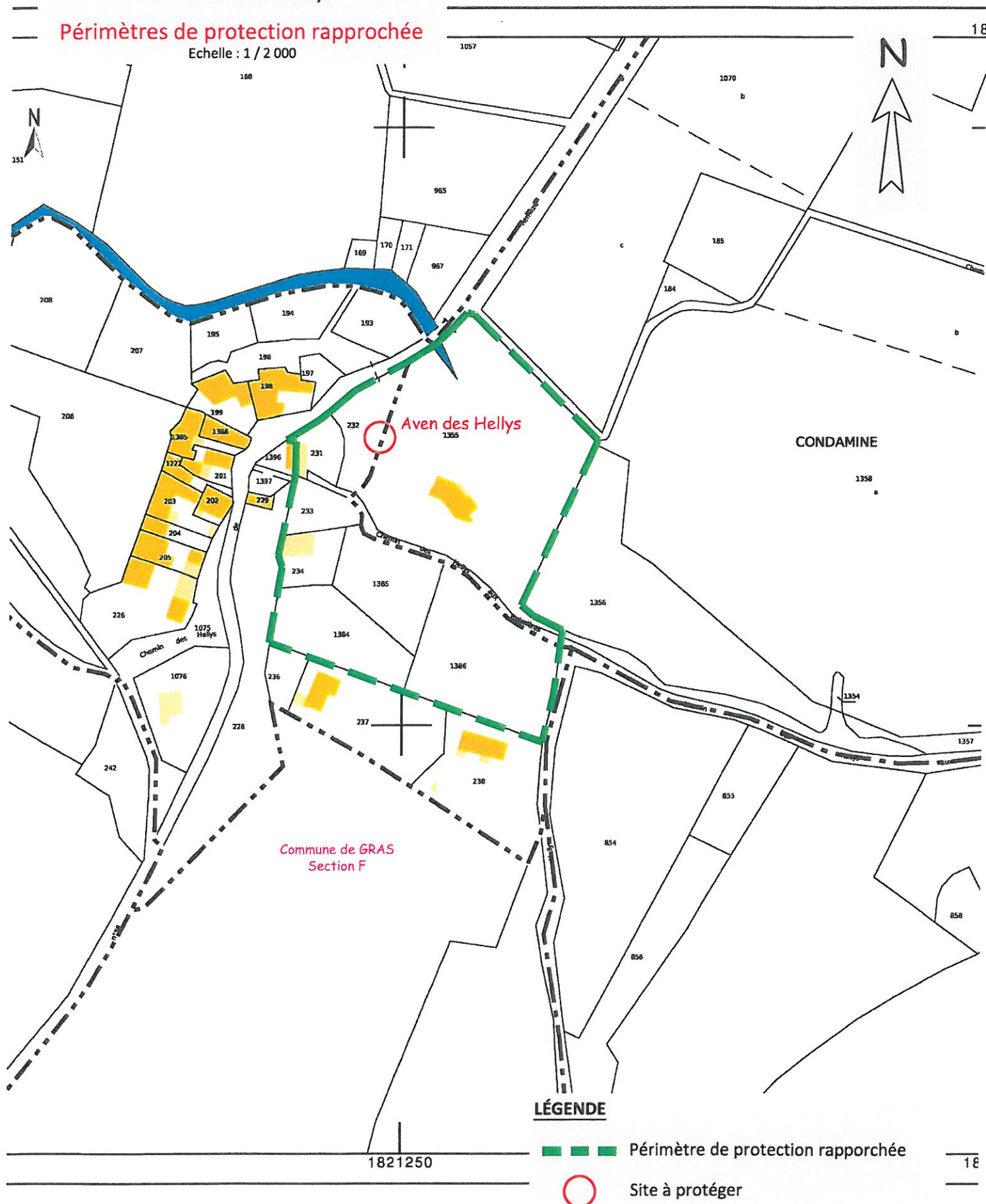
○ Site à protéger



B - Aven des Hellys

Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 2 000



K - Aven du Grand Trou / 4 - Doline

Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 2 000

Commune de BIDON
Section A

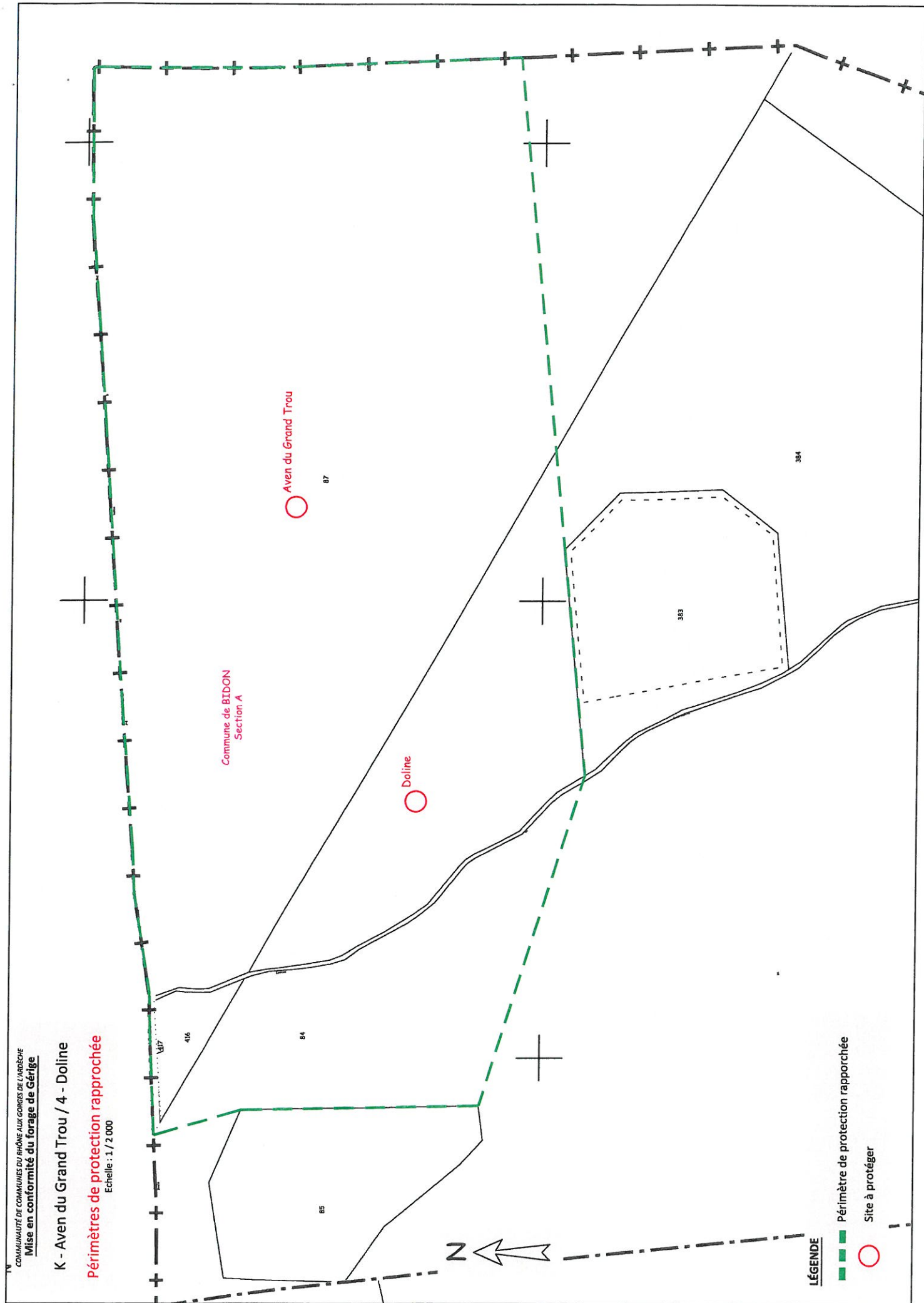
Aven du Grand Trou

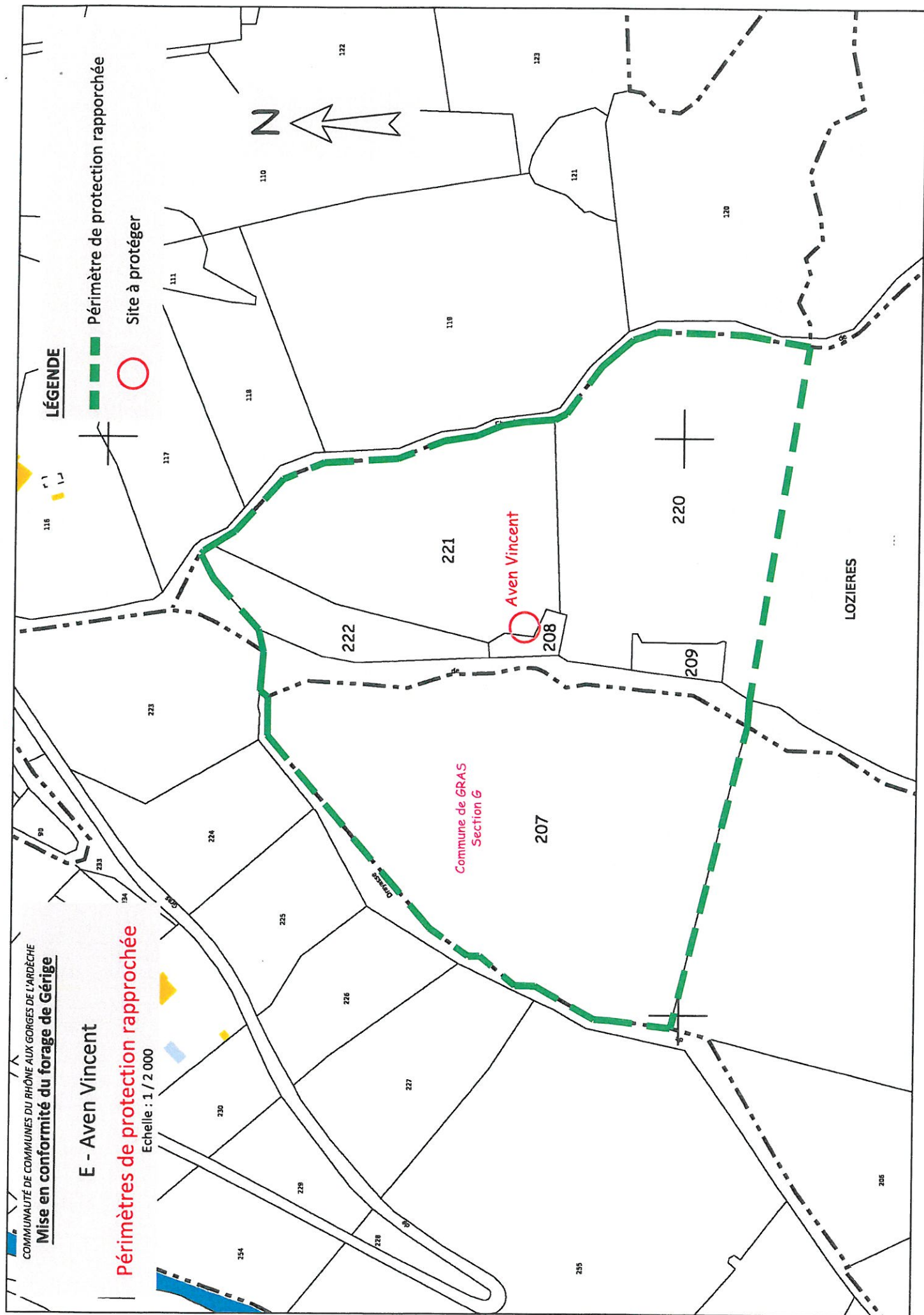
Doline

LÉGENDE

— Périmètre de protection rapprochée

○ Site à protéger

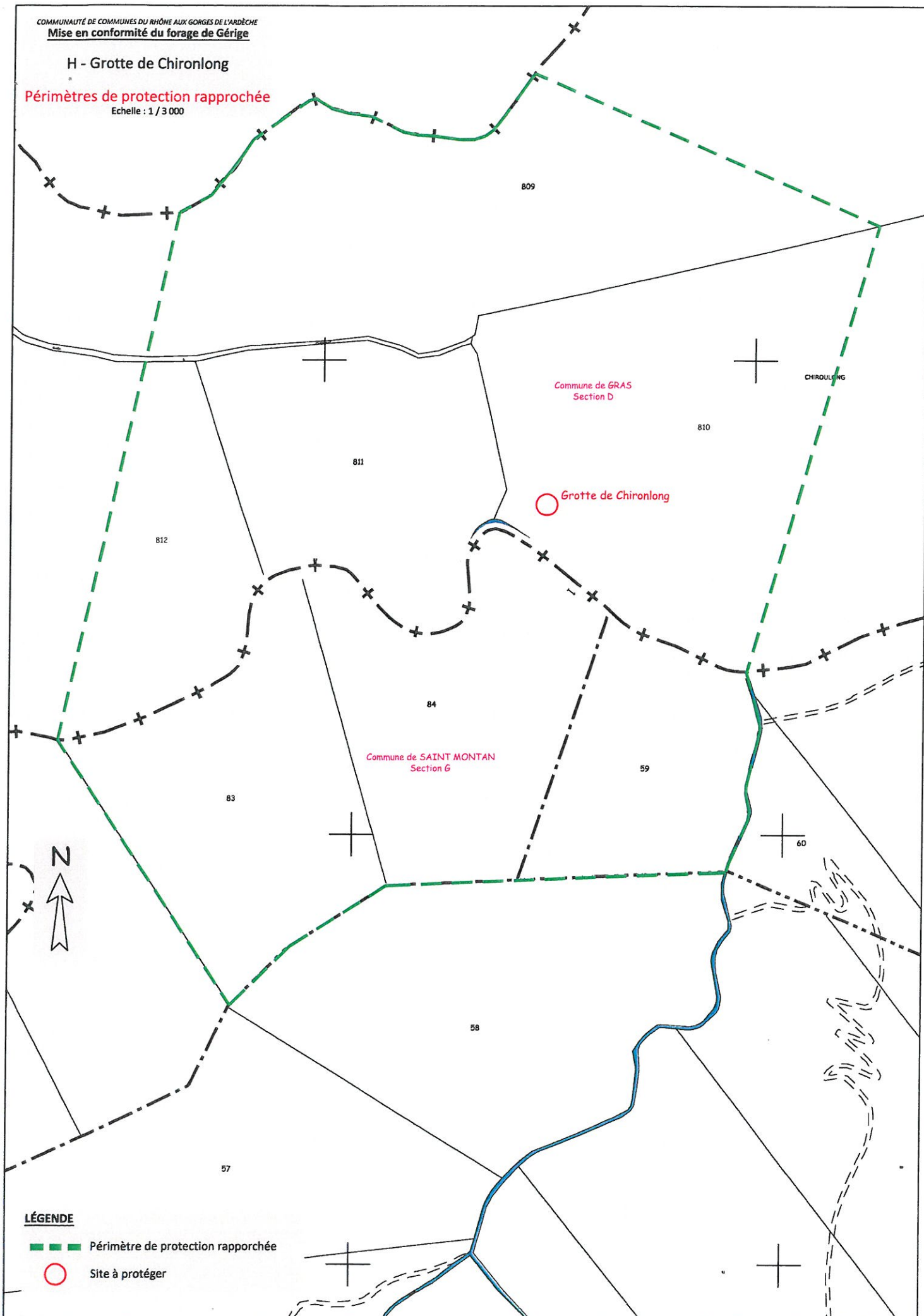




H - Grotte de Chironlong

Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 3 000



LÉGENDE

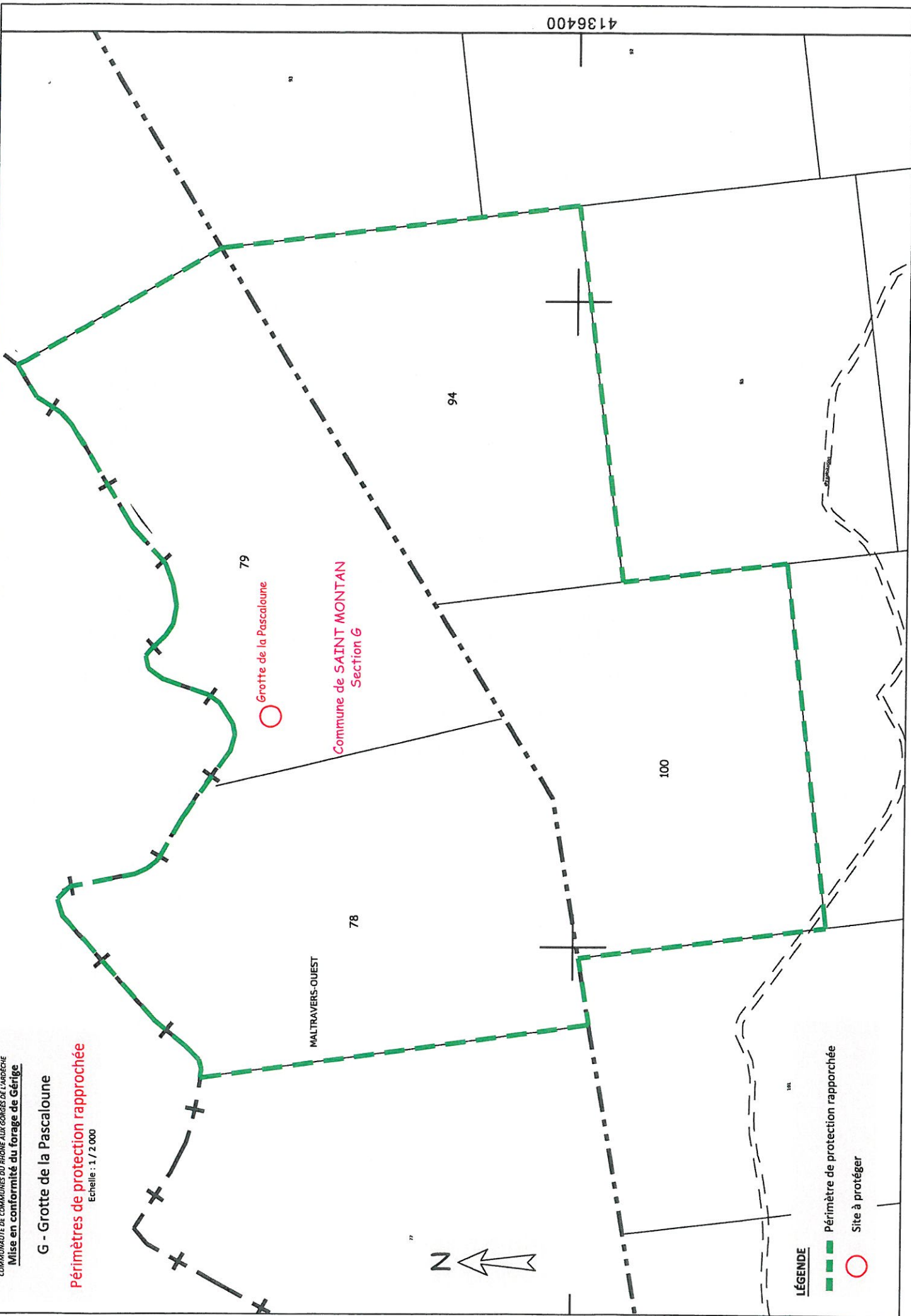
— Périmètre de protection rapprochée

○ Site à protéger

G - Grotte de la Pascaloune

Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 2 000



LÉGENDE

— Périmètre de protection rapprochée

○ Site à protéger

4136400

LÉGENDE

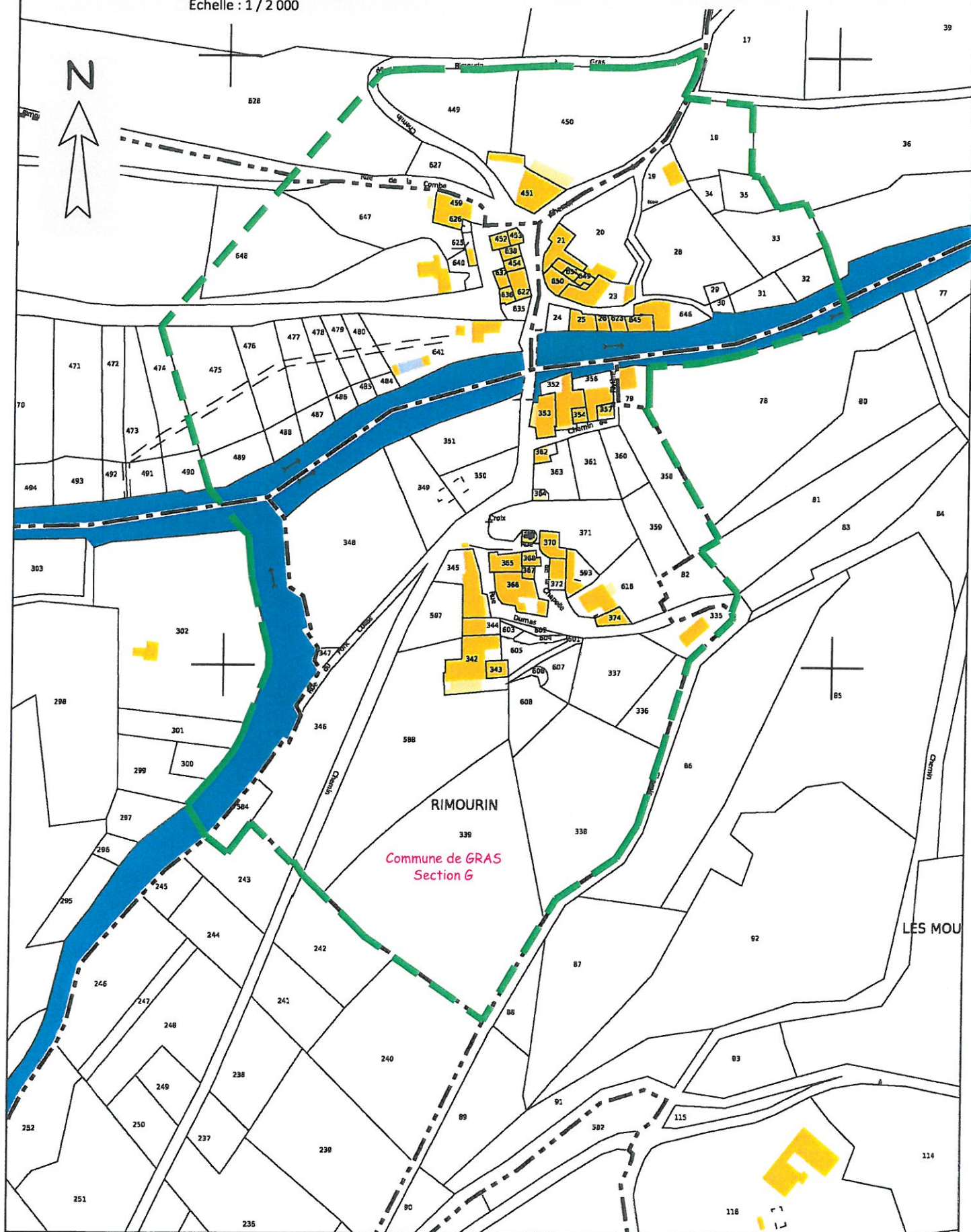
— Périumètre de protection rapprochée

○ Site à protéger

Hameau de Rimouren

Périmètres de protection rapprochée

Echelle : 1 / 2 000



DEPARTEMENT DE L'ARDECHE (07)



COMMUNAUTE DE COMMUNES DU RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE

ELABORATION D'UNE ETUDE DIAGNOSTIQUE ET D'UN SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE GRAS

NOTICE EXPLICATIVE



SIEGE

6, Rue Grolée
69289 LYON Cédex 02

Téléphone : 04-72-32-56-00
Télécopie : 04-78-38-37-85

EURYECE

ZI Bois des Lots- 10 Allée des Gonsards
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24

Avec la participation de :



ardèche
LE DEPARTEMENT

GROUPE MERLIN/Réf doc : R61016-ER1-ETU-ME-1-136

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	E. DUMESNIL / C. SAGE	S. DOLLÉ	09/11/2023	Création
B	E. FAURE	S. DOLLÉ	28/02/2024	Mise à jour suite aux remarques du M.O.
C	E. FAURE	G. DURANCEAU	25/03/2025	Mise à jour suite aux remarques du M.O.

SOMMAIRE

1	CADRE REGLEMENTAIRE	6
1.1	CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.....	6
1.2	PRECISIONS	6
2	DONNEES DE BASE.....	7
2.1	DEMOGRAPHIE ET URBANISATION PROJETEE.....	7
2.1.1	POPULATION PERMANENTE.....	7
2.1.2	POPULATION SAISONNIERE	8
2.1.3	CONFIGURATION DE L'HABITAT	8
2.2	ACTIVITES ECONOMIQUES	8
2.3	CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	9
2.4	RELIEF ET TOPOGRAPHIE	10
2.5	HYDROGEOLOGIE	10
2.6	DOCUMENTS D'ORIENTATION.....	13
2.6.1	PREAMBULE	13
2.6.2	DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU (DCE)	13
2.6.3	SDAGE RHONE MEDITERRANEE 2022-2027.....	15
2.6.4	SAGE ARDECHE	20
2.6.5	CONTRAT DE MILIEU ARDECHE	21
2.7	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CULTURELS SUR LE TERRITOIRE	22
2.8	ENJEUX SANITAIRES SUR LE TERRITOIRE	22
3	ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT COLLECTIF	23
3.1	GENERALITES ET DONNEES DU SERVICE.....	23
3.1.1	DESCRIPTION DU SYSTEME DE COLLECTE.....	23
3.1.2	SYSTEME DE TRAITEMENT DES EAUX USEES.....	24
3.2	ANALYSE DES DONNEES D'AUTOSURVEILLANCE : RAPPELS (PHASE 1 DU SDA)	24
3.2.1	HYPOTHESES ET CAPACITES NOMINALES RETENUES	24
3.2.2	VOLUMES JOURNALIERS	24
3.2.3	VOLUMES DEVERSES EN TETE DE STATION.....	24
3.3	CAMPAGNES DE MESURES : RAPPELS (PHASE 2 DU SDA)	25
3.3.1	EAUX CLAIRES PARASITES PERMANENTES (ECP).....	25
3.3.2	EAUX CLAIRES PARASITES METEORIQUES (ECPM)	25
3.3.3	CHARGES POLLUANTES REÇUES PAR LES STEP.....	26
3.3.4	CARACTERISATION DE L'EFFLUENT.....	26
4	ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	27
4.1	COMPETENCE	27
4.2	RECENSEMENT DES INSTALLATIONS.....	27
4.3	APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	28
4.3.1	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	28
4.3.2	ELABORATION DE LA CARTE D'APTITUDE DES SOLS	29
4.4	CONTRAINTES A LA MISE EN ŒUVRE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	32
5	ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	34
5.1	GENERALITES	34
5.2	MISE EN PLACE D'UNE FILIERE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	34
5.3	CODE DE L'URBANISME	34
5.4	CODE DE LA SANTE PUBLIQUE.....	35
5.5	ZONES URBAINES	36
5.5.1	ZONE UA.....	36
5.5.2	ZONE UBD.....	37
5.5.3	ZONE UBP.....	37
5.5.4	ZONE UEQ.....	38
5.5.5	ZONE UH.....	38
5.6	ZONES A URBANISER – ZONE 1AUB.....	39

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE
ELABORATION D'UNE ETUDE DIAGNOSTIQUE ET D'UN SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

5.7	ZONES AGRICOLES	40
5.8	ZONES NATURELLES	41
5.9	SYNTHESE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	42
6	DISPOSITIONS DEPENDANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT.....	43
6.1	ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	43
6.1.1	OBLIGATION DE RACCORDEMENT.....	43
6.1.2	CONDITIONS DE RACCORDEMENT.....	43
6.2	ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	45
6.2.1	SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC).....	45
6.2.2	PRESCRIPTION TECHNIQUES ATTACHEES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	46
6.2.3	DELAIS DE MISE EN CONFORMITE DANS LES ZONES A ENJEUX SANITAIRES OU ENVIRONNEMENTAUX	51
7	PROGRAMME DE TRAVAUX.....	53
7.1	EXTENSIONS DE RESEAU.....	53
7.2	RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	53
	TRAVAUX D'AMELIORATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT	54
	RESTRUCTURATION DU RESEAU DE COLLECTE DU VILLAGE - TRAVAUX SUR LES RESEAUX	
	CREATION D'UN PR ET DE 150 ML DE RESEAU DE REFOULEMENT CREATION DE 250 ML DE RESEAU GRAVITAIRE	54
3	.....	54
181 000 € HT	.....	54
-	.....	54
-	.....	54
181 000 € HT	.....	54
	RESTRUCTURATION DU RESEAU DE COLLECTE DU VILLAGE - STEP CREATION D'UNE NOUVELLE STEP.....	54
3	.....	54
278 000 € HT	.....	54
-	.....	54
-	.....	54
278 000 € HT	.....	54
	SOUS TOTAL - TRAVAUX D'AMELIORATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT	54
459 000 € HT	.....	54
0 € HT	.....	54
0 € HT	.....	54
0 € HT	.....	54
459 000 € HT	.....	54
7.3	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	55
7.3.1	REHABILITATION DES DISPOSITIFS NON CONFORMES	55
7.3.2	INVESTISSEMENTS	55
7.3.3	MISE EN CONFORMITE.....	55
7.3.4	ENTRETIEN	55
7.3.5	PERIODICITE DES CONTROLES.....	55
8	ANNEXES	56
8.1	ANNEXE 1 : PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	56
8.2	ANNEXE 2 : PLAN DU PROGRAMME DE TRAVAUX.....	57
8.3	ANNEXE 3 : ARRETE DE DUP – FORAGES DE GERIGE.....	58

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE GRAS
NOTICE EXPLICATIVE

Table des Tableaux

TABEAU 1 : CAPACITE DES INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL TOURISTIQUES AU 1 ^{ER} JANVIER 2023 (D'APRES DONNEES INSEE) ET ESTIMATION DE LA POPULATION SUPPLEMENTAIRE	8
TABEAU 2 : MASSES D'EAU SOUTERRAINES PRESENTES SUR LA COMMUNE DE GRAS (D'APRES DONNEES SDAGE 2022-2027)	12
TABEAU 3 : OBJECTIFS D'ETAT DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES PRESENTES DANS LE SECTEUR D'ETUDE (SDAGE 2022-2027)	17
TABEAU 4 : REFERENCES DES STATIONS DE SUIVI DU RHONE A PROXIMITE DE LA ZONE D'ETUDE (SOURCE : NAIADES)	18
TABEAU 5 : OBJECTIFS D'ETAT DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES PRESENTES DANS LE SECTEUR D'ETUDE (SDAGE 2022-2027)	19
TABEAU 6 : LISTING DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CULTURELS DU TERRITOIRE	22
TABEAU 7 : CARACTERISTIQUES GENERALES DES RESEAUX DE GRAS	23
TABEAU 8 : CARACTERISTIQUES GENERALES DES STATIONS D'EPURATION DE GRAS	24
TABEAU 9 : SYNTHESE DES MESURES DE POLLUTION EN ENTREE DES STEP (PHASE 2 DU SDA)	26
TABEAU 10 : CARACTERISATION DES EFFLUENTS TRAITES PAR LA STEP (PHASE 2 DU SDA)	26
TABEAU 11 : ETAT DE CONFORMITE DES INSTALLATIONS D'ANC – COMMUNE DE GRAS (D'APRES DONNEES SPANC AU 05/02/2019)	27
TABEAU 12 : NOTATIONS RETENUES DES CRITERES SERP	29
TABEAU 13 : CARACTERISATION DE LA CLASSIFICATION SERP	31
TABEAU 14 : CLASSEMENT DES PARCELLES SELON LE NOMBRE DE CONTRAINTES	33
TABEAU 15 : SYNTHESE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SELON LES ZONES DU PLU	42
TABEAU 16 : ENTRETIEN PRECONISE A EFFECTUER	51
TABEAU 17 : DELAIS DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS D'ANC DEFINIS DANS L'ARRETE DU 27 AVRIL 2012	52
TABEAU 18 : PROGRAMME DE TRAVAUX - PROPOSITION D'ECHEANCIER	54

Table des Figures et Illustrations

FIGURE 1 : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE DE GRAS (DONNEES INSEE)	7
FIGURE 2 : REPARTITION DES ETABLISSEMENTS PAR SECTEURS D'ACTIVITE SUR LA COMMUNE DE GRAS (D'APRES DONNEES INSEE)	9
FIGURE 3 : RELIEF DU TERRITOIRE COMMUNAL DE GRAS.....	10
FIGURE 4 : CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE SUR LA COMMUNE DE GRAS (D'APRES DONNEES SDAGE 2022- 2027)	11
FIGURE 5 : SENSIBILITE AUX REMONTEES DE NAPPE SUR LA COMMUNE DE GRAS (SOURCE : INFOTERRE)	12
FIGURE 6 : SYNTHESE DES OUTILS ET DOCUMENTS APPLICABLES A LA GESTION DE L'EAU SELON LE TERRITOIRE	13
FIGURE 7 : NOTION DE BON ETAT POUR LES EAUX SOUTERRAINES	14
FIGURE 8 : SITUATION DU TERRITOIRE PAR RAPPORT AU SAGE ARDECHE (D'APRES DONNEES FOURNIES PAR LA CC DRAGA)	20
FIGURE 9 : ETAT DE CONFORMITE DES INSTALLATIONS D'ANC – COMMUNE DE GRAS (D'APRES LES DONNEES SPANC AU 05/02/2019).....	28
FIGURE 10 : CARTE D'APTITUDE DES SOLS (EXTRAIT) – COMMUNE DE GRAS (EXTRAIT DE LA PHASE 1 DU SDA)	32
FIGURE 11 : CARTE DES CONTRAINTES (EXTRAIT) – COMMUNE DE GRAS (EXTRAIT DE LA PHASE 1 DU SDA).....	33
FIGURE 12 : SCHEMA D'UNE TRANCHEE D'INFILTRATION (SOURCE : LANDRUR.FR).....	47
FIGURE 13 : SCHEMA D'UN FILTRE A SABLE VERTICAL NON DRAINE (SOURCE : MON-ASSAINISSEMENT.FR)....	48
FIGURE 14 : SCHEMA D'UN TERTRE D'INFILTRATION (SOURCE : CC-HUCQUELIERS.FR)	49

1 CADRE REGLEMENTAIRE

1.1 CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) en vigueur au 24/12/2022 stipule que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

- *1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- *2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*
- *[...]. »*

Il est par ailleurs précisé dans :

- L'article **R.2224-7 du CGCT** en vigueur au 13/09/2007 que « *peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif* » ;
- L'article **R.2224-8 du CGCT** en vigueur au 01/06/2012 que « *l'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du Code de l'Environnement* » ;
- L'article **R.2224-9 du CGCT** en vigueur au 13/09/2007 que « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé* ».

1.2 PRECISIONS

En zone d'assainissement collectif, la position des habitations par rapport au réseau collectif d'eaux usées peut conduire, dans certains cas de figure, à la mise en place d'un poste de refoulement en domaine privé. **Celui-ci est à la charge des propriétaires.**

Les propriétaires des habitations situées en zone d'assainissement non collectif peuvent demander à la collectivité le raccordement au réseau collectif d'eaux usées. La collectivité est libre d'accéder ou non à cette demande et d'effectuer les travaux.

2 DONNEES DE BASE

2.1 DEMOGRAPHIE ET URBANISATION PROJETEE

2.1.1 POPULATION PERMANENTE

L'évolution démographique de la commune de Gras est présentée sur le graphique ci-après à partir des recensements effectués par l'INSEE.

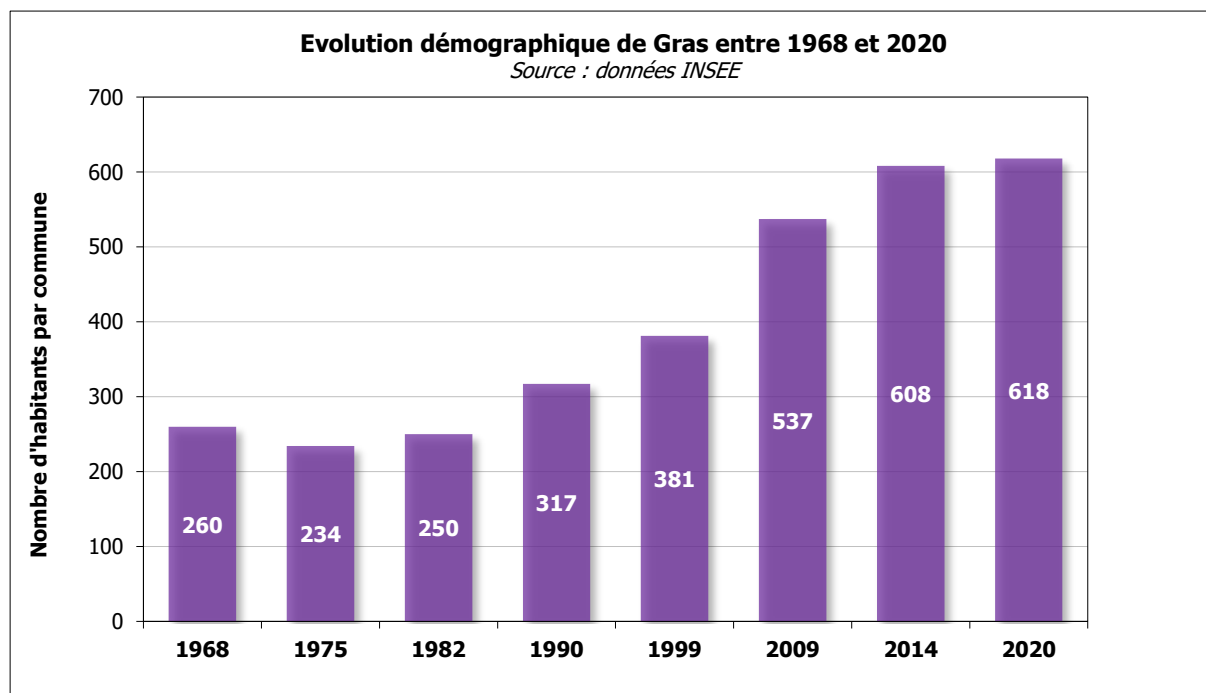


Figure 1 : Evolution démographique de la commune de Gras (données INSEE)

Sur la commune de Gras, la population est en hausse depuis les années 70 et a doublé entre 1990 et 2020.

En 2020, la commune comptait 277 logements principaux, soit un ratio de 2,2 habitants par résidence principale.

Le nombre de logements à prévoir sur la commune de Gras est de 37, selon les documents d'urbanisme.

En utilisant le ratio de 1,02 habitants par résidence principale calculé ci-dessus, l'évolution démographique correspondante est estimée à 36 habitants supplémentaires sur les années à venir.

POPULATION PROJETEE

Le PLUi prévoit 36 habitants supplémentaires à l'horizon 2035 correspondant à un besoin de 37 logements supplémentaires.

2.1.2 POPULATION SAISONNIERE

Les infrastructures d'accueil touristique (gites, camping et hôtels) et les résidences secondaires sont recensées au 01/01/2023 par l'INSEE sur la commune :

Tableau 1 : Capacité des infrastructures d'accueil touristiques au 1^{er} janvier 2023 (d'après données INSEE) et estimation de la population supplémentaire

Infrastructures touristiques et résidences secondaires	Capacité	Population touristique équivalente estimée*
Campings – Non classé (1 établissement)	25 emplacements	75 personnes
Logements secondaires	151 logements	755 personnes
Population touristique totale	-	830 personnes

* hôtels : nombre de chambres x 2
campings : nombre d'emplacements x 3
5 lits par résidence secondaire
(ratios INSEE et DGE)

POPULATION TOURISTIQUE ET SAISONNIERE

La population saisonnière associée aux infrastructures touristiques et aux logements secondaires est estimée à 830 habitants environ.

2.1.3 CONFIGURATION DE L'HABITAT

La commune de Gras est constituée du village et de plusieurs hameaux répartis à proximité, notamment autour de la RD262 et RD362. A noter également le hameau de Rimouren, au sud du territoire communal.

Le reste du territoire est constitué d'un relief marqué et présente un habitat dispersé.

2.2 ACTIVITES ECONOMIQUES

Le nombre d'établissements actifs, hors agriculture, s'élève à **48** au 31 décembre 2020 sur la commune de Gras, avec près de 40% d'activités de commerce, transports et services divers (20 établissements). La répartition des établissements par secteur d'activité est présentée sur le graphique ci-après.

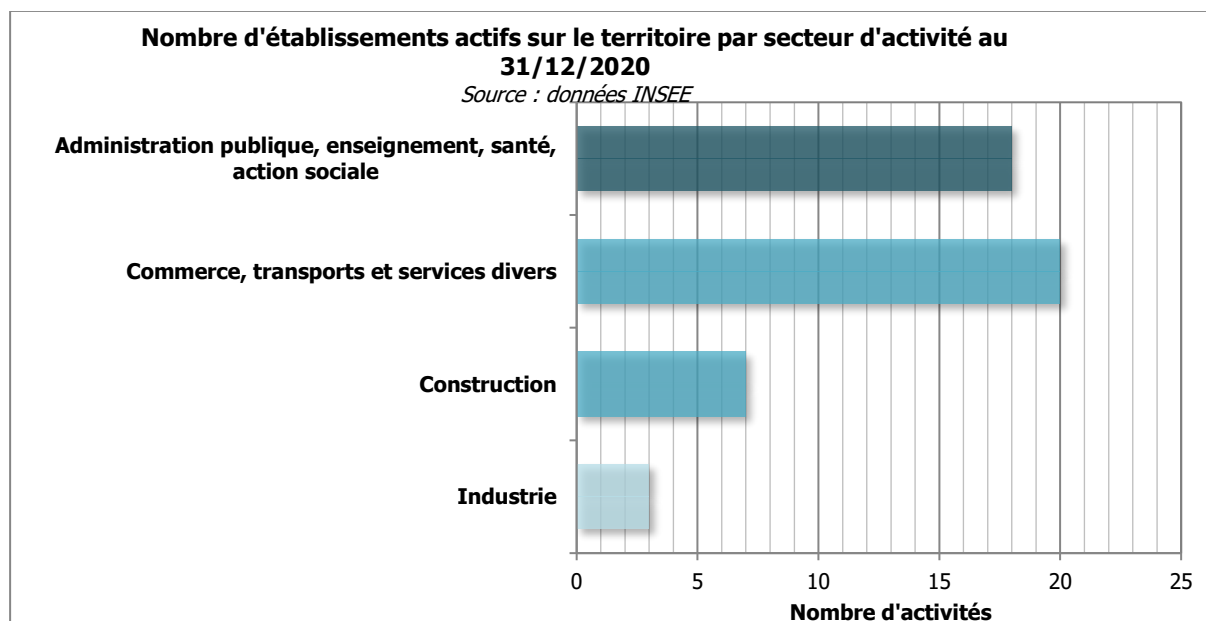


Figure 2 : Répartition des établissements par secteurs d'activité sur la commune de Gras (d'après données INSEE)

Le secteur de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale représente 38 % des établissements actifs.

Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) n'est recensée sur la commune de Gras.

2.3 CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

Sources : Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse, DREAL

La commune de Gras est traversée par différents cours d'eau affluents du Rhône. En particulier, le territoire communal recense les cours d'eau suivants :

- « L'Escoutay de sa source au Rhône, La Nègue » – FRDR427 qui traverse la commune ;
- « Ruisseau le Dardaillon » - FRDR11608 qui prend sa source au nord du territoire ;
- « Rivière de la Conche » - FRDR10065a qui longe la limite est de la commune.

D'autres cours d'eau sans toponymes ou non recensés dans le SDAGE 2022-2027 sont également présents sur le territoire communal, comme le Gardon et le ruisseau de Chanterane.

Gras compte 3 stations d'épurations sur son territoire. Les rejets de la STEP de Gras « Nord » sont effectués vers le ruisseau de la Chadetière (affluent de La Nègue qui rejoint ensuite l'Escoutay), ceux de la STEP Gras « Sud » vers le ruisseau Combe de Croze (affluent de La Nègue) et ceux de la STEP Gras « Rimouren » vers la rivière de la Conche. L'ensemble de ces cours d'eau sont affluents du Rhône au niveau de la masse d'eau enregistrée dans le cadre du SDAGE comme « **Le Rhône de Donzère** » (FRDR2007e – cf. paragraphe 2.6.3).

2.4 RELIEF ET TOPOGRAPHIE

La commune de Gras est caractérisée par un relief marqué, avec notamment la présence de la Dent de Rez, point culminant du territoire.

Ainsi, les altitudes les plus faibles sont observées le long de La Nègue et de la Conche, et des différents cours d'eau (environ 120 m NGF au plus bas). Les plus élevées sont observées en partie ouest du territoire avec des altitudes maximales dépassant les 700 m NGF.

Les pentages naturels observés sont de direction Ouest/Est.

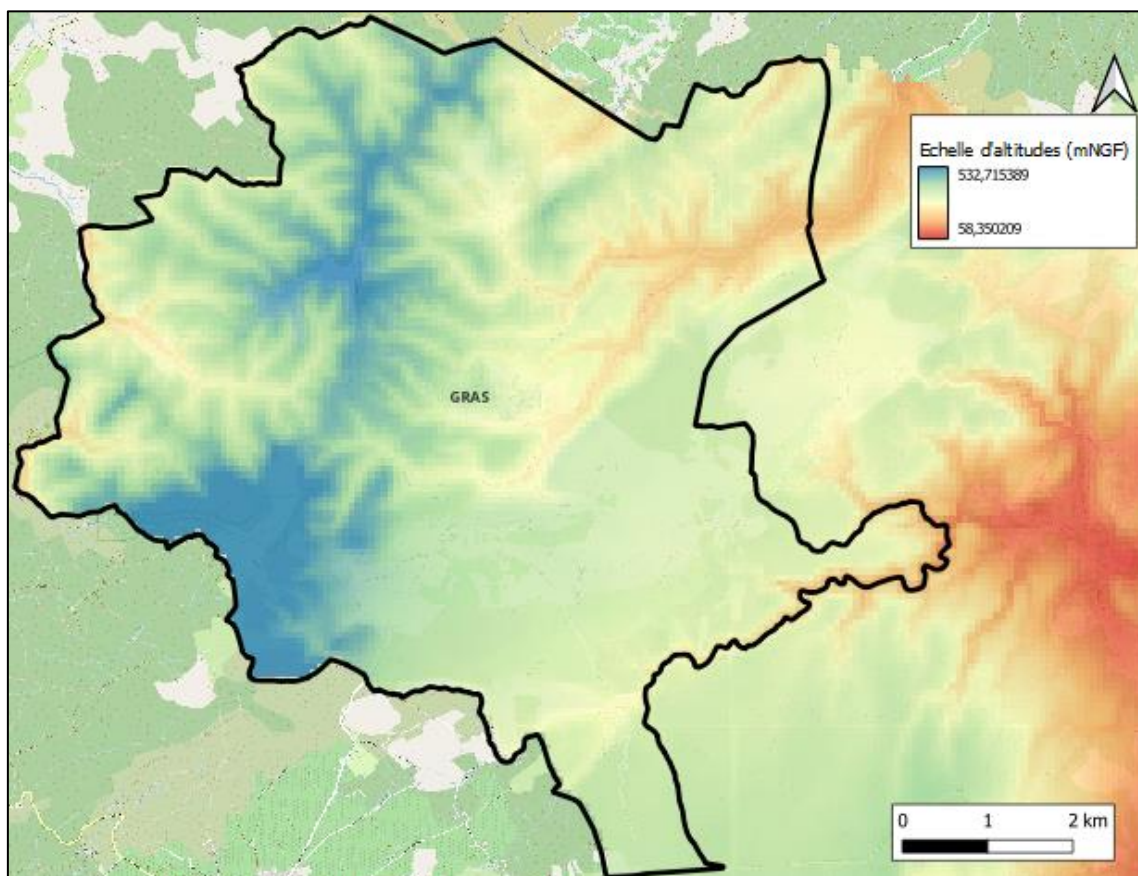


Figure 3 : Relief du territoire communal de Gras

2.5 HYDROGEOLOGIE

Sources : Infoterre (BRGM), SDAGE 2022-2027

La commune de Gras est concernée par plusieurs masses d'eau souterraines recensées sur son territoire, localisées sur la figure suivante.

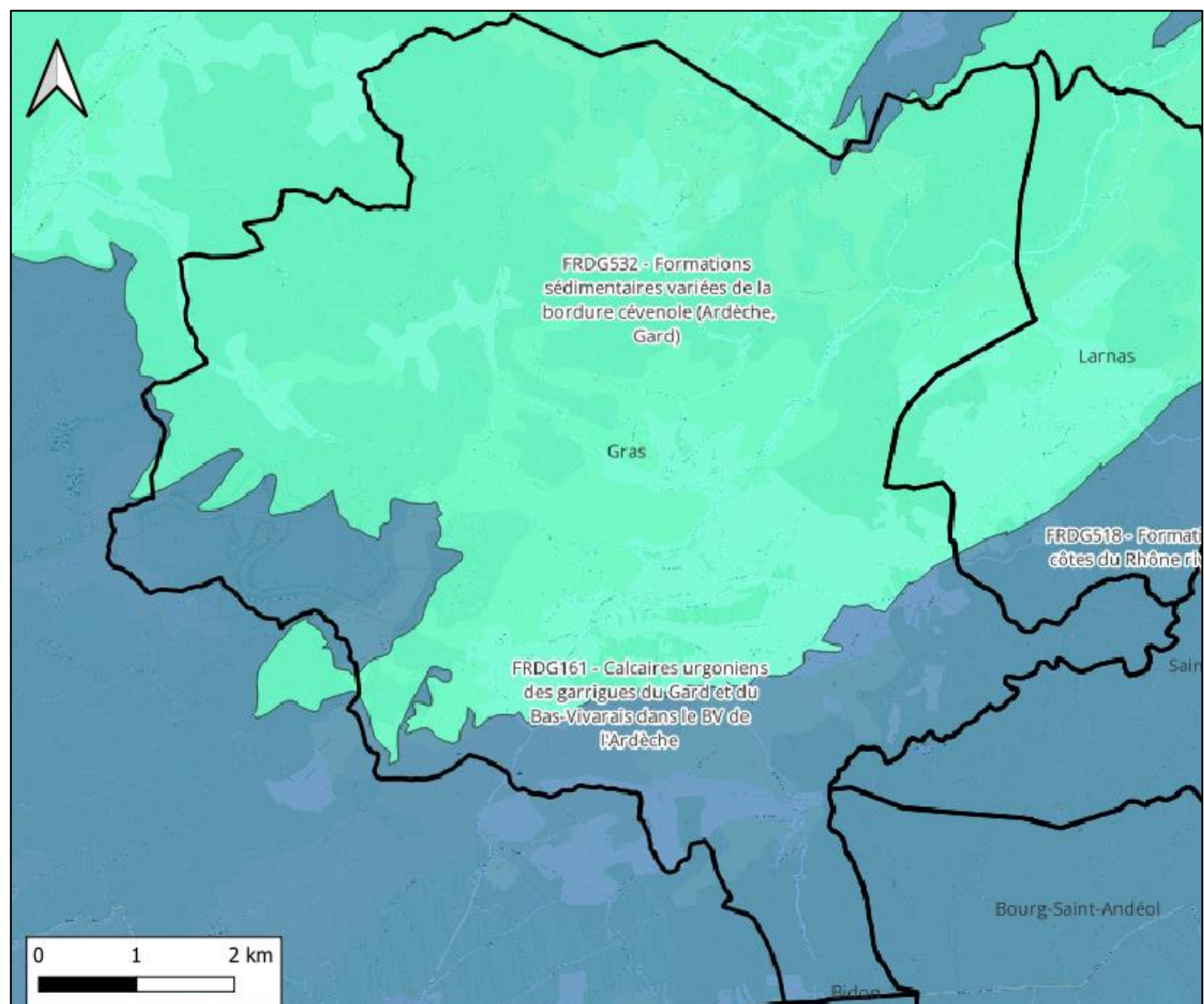


Figure 4 : Contexte hydrogéologique sur la commune de Gras (d'après données SDAGE 2022-2027)

Les caractéristiques de ces différentes masses d'eau souterraines sont présentées au sein du tableau suivant.

Tableau 2 : Masses d'eau souterraines présentes sur la commune de Gras (d'après données SDAGE 2022-2027)

Niveau de la masse d'eau souterraine	Code européen	Nom de la masse d'eau
1	FRDG161	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas-Vivarais dans le BV de l'Ardèche
Affleurant	FRDG532	Formations sédimentaires variées de la bordure cévenole (Ardèche, Gard)

Lors d'événements pluvieux exceptionnels, une recharge de ces nappes d'eau peut entraîner leur remontée jusqu'à la surface du sol.

La figure suivante présente la sensibilité aux remontées de nappe sur le territoire.

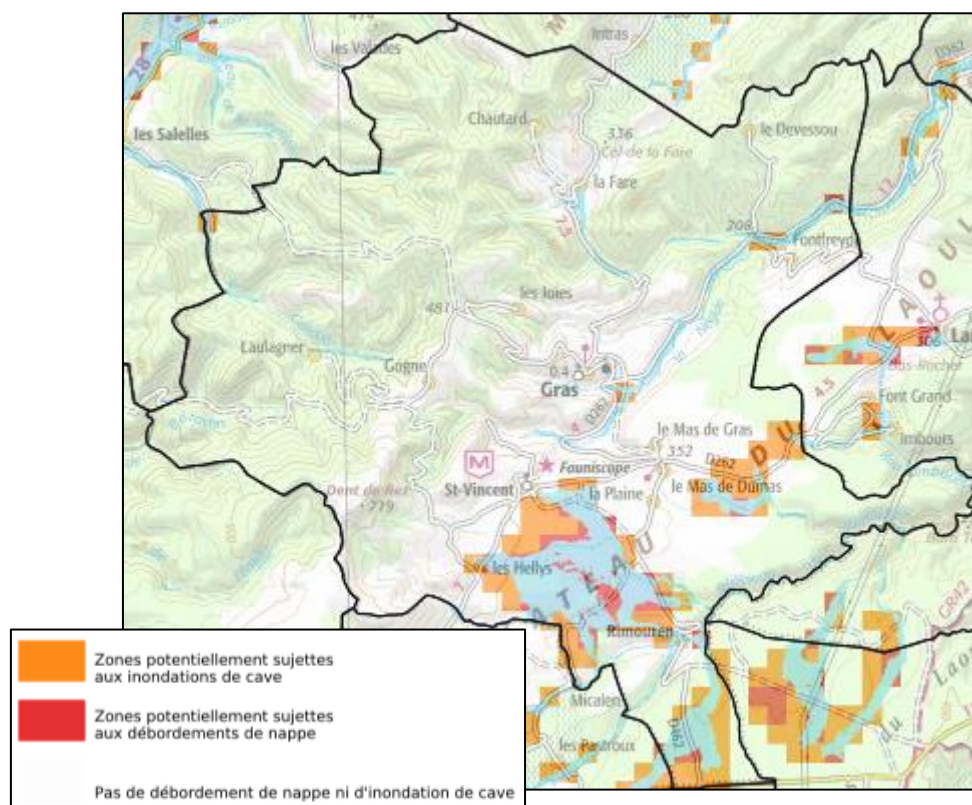


Figure 5 : Sensibilité aux remontées de nappe sur la commune de Gras (source : Infoterre)

Sur le secteur d'étude, l'aléa est plus marqué au sud-est de la commune.

La commune n'est concernée par aucun PPRI.

2.6 DOCUMENTS D'ORIENTATION

2.6.1 PREAMBULE

La maîtrise du cycle de l'eau sur un territoire doit être intégrée dans son aménagement. A ce titre, les décideurs disposent de nombreux outils, qui sont d'ordre réglementaire, administratif, technique et informatif. La figure ci-dessous présente ces outils selon les différentes échelles d'application.

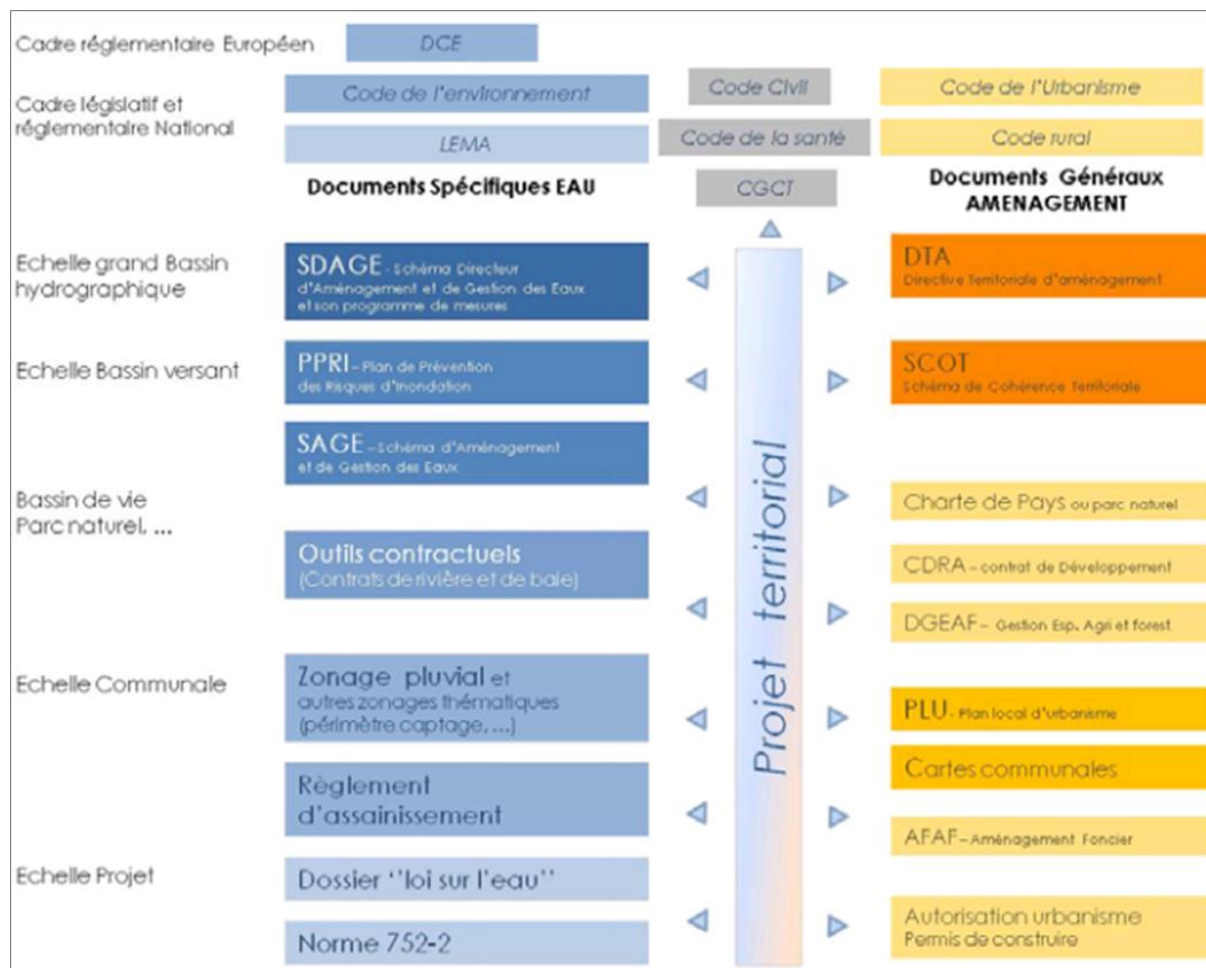


Figure 6 : Synthèse des outils et documents applicables à la gestion de l'eau selon le territoire

Un grand nombre de documents réglementaires impliqués dans la gestion des eaux et des ressources existent. L'objet du présent chapitre est ainsi de synthétiser les documents présents sur le secteur de la commune de Gras.

2.6.2 DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU (DCE)

La directive du 23 octobre 2000 adoptée par le Conseil et par le Parlement européen définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen. Cette directive est appelée à jouer un rôle stratégique et fondateur en matière de politique de l'eau. Elle fixe en effet des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines.

Sur l'ensemble des milieux aquatiques, des objectifs environnementaux sont choisis en application de la **Directive Cadre européenne sur l'Eau**. Il s'agit :

- D'**atteindre le bon état** (écologique et chimique) des masses d'eau superficielles et souterraines en 2015 ;
- D'assurer la **continuité écologique** sur les cours d'eau qui est en lien direct avec le bon état écologique et le bon potentiel écologique ;
- De **ne pas détériorer l'existant** (qui s'entend comme le non-changement de classe d'état) ;
- D'atteindre toutes les **normes et objectifs** en zones protégées au plus tard en 2015 ;
- De supprimer les **rejets de substances dangereuses** prioritaires et réduire ceux des substances prioritaires.

En matière de définition et d'évaluation de l'état des eaux, la DCE considère deux notions pour les eaux souterraines :

- **l'état chimique** : l'aspect qualitatif concerne prioritairement 6 substances, à savoir les nitrates, les pesticides, les solvants chlorés, les hydrocarbures, les pollutions historiques d'origine industrielle, les pollutions urbaines.
- **l'état quantitatif** : l'objectif est d'éviter le déséquilibre quantitatif.

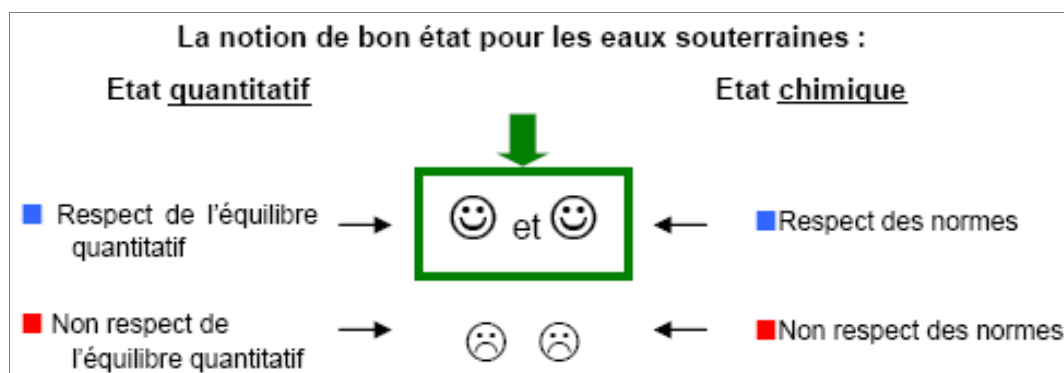


Figure 7 : Notion de bon état pour les eaux souterraines

Ainsi, un objectif de bon état est proposé pour plus de 80 % des masses d'eau souterraines en Europe avec un échéancier précis.

En vue d'atteindre cet objectif, il est demandé aux Etats membres de :

- Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour prévenir ou limiter le rejet de polluants dans les eaux souterraines et pour prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraines (**objectif de non dégradation**),
- Protéger, améliorer et restaurer toutes les masses d'eau souterraines, assurer un équilibre entre les captages et le renouvellement des eaux souterraines afin d'obtenir un bon état des masses d'eau souterraines (**principe de préservation ou de restauration suivant le degré d'atteinte des milieux : objectif de bon état**),
- Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour inverser toute tendance à la hausse, significative et durable, de la concentration de tout polluant résultant de l'impact de l'activité humaine afin de réduire progressivement la pollution des eaux souterraines (**objectif de réduction des émissions de substances chimiques toxiques appelées substances prioritaires ou substances prioritaires dangereuses**).

2.6.3 SDAGE RHONE MEDITERRANEE 2022-2027

2.6.3.1 Présentation du SDAGE

Le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée constitue le cadre de référence pour la politique de l'eau du bassin.

Après leur adoption par le Comité de bassin le 18 mars 2022, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes par arrêté préfectoral signé le 21 mars 2022 et publié au Journal officiel du 3 avril. Par conséquent, le SDAGE 2022-2027 est devenu applicable à partir du 4 avril 2022, pour une durée de 5 ans.

Le SDAGE 2022-2027 comprend 9 orientations fondamentales que sont :

- Orientation fondamentale n°0 : s'adapter aux effets du changement climatique ;
- Orientation fondamentale n°1 : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Orientation fondamentale n°2 : concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- Orientation fondamentale n°3 : prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau :
 - A. Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques ;
 - B. Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur ;
 - C. Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau ;
- Orientation fondamentale n°4 : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux :
 - A. Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau ;
 - B. Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente ;
 - C. Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau ;
- Orientation fondamentale n°5 : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
 - Orientation fondamentale n°5a : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
 - Orientation fondamentale n°5b : lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
 - Orientation fondamentale n°5c : lutter contre les pollutions par les substances dangereuses :
 - A. Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques ;
 - B. Sensibiliser et mobiliser les acteurs ;
 - C. Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en oeuvre d'actions opérationnelles ;
 - Orientation fondamentale n°5d : lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
 - Orientation fondamentale n°5e : évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine :
 - A. Protéger la ressource en eau potable ;
 - B. Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles ;

- C. Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents ;
- Orientation fondamentale n°6 : préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides :
 - Orientation fondamentale n°6a : agir sur la morphologie et le découloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques :
 - A. Définir, préserver et restaurer l'espace de bon fonctionnement ;
 - B. Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques ;
 - C. Assurer la non-dégradation ;
 - D. Mettre en oeuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral ;
 - Orientation fondamentale n°6b : préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
 - Orientation fondamentale n°6c : intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau ;
- Orientation fondamentale n°7 : atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir :
 - A. Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire ;
 - B. Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau ;
 - C. Renforcer les outils de pilotage et de suivi ;
- Orientation fondamentale n°8 : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques :
 - A. Agir sur les capacités d'écoulement ;
 - B. Prendre en compte les risques torrentiels ;
 - C. Prendre en compte l'érosion côtière du littoral.

La réalisation d'un Schéma Directeur d'Assainissement sur la commune de Gras s'inscrit principalement dans l'orientation fondamentale 5.

2.6.3.2 Masses d'eau superficielles concernées

Les **masses d'eau superficielles** situées sur la zone d'étude, ainsi que leurs objectifs d'état fixés par le SDAGE 2022-2027 sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Objectifs d'état des masses d'eau superficielles présentes dans le secteur d'étude (SDAGE 2022-2027)

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de masse d'eau	Statut	Objectif d'état écologique				Objectif d'état chimique				
				Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Eléments de qualité faisant l'objet d'une adaptation	Objectif d'état	Echéance avec ubiquiste	Echéance sans ubiquiste	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
8 - Ardèche - Gard												
Affluents rive droite du Rhône entre Lavezon et Ardèche - AG_14_06												
FRDR10065a	rivière la Conche	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR10072	ruisseau de téoulémaie	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR10657	ruisseau le vernet	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR10875	Ruisseau le Frayol	Cours d'eau	MEN	Bon état	2027	FT		Bon état	2015	2015		
FRDR10977	ruisseau le salauzon	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR11608	ruisseau le dardailon	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR11863	ruisseau de souchas	Cours d'eau	MEN	Bon état	2021			Bon état	2015	2015		
FRDR427	L'Escoutay de sa source au Rhône, la Nègue	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		

Les masses d'eau évaluées en bon état ou très bon état en juillet 2015 sont affichées avec un objectif de 2015. En revanche, les mesures proposées sur ces masses d'eau pour traiter les pressions à l'origine du risque sont conservées dans le programme de mesures car elles sont encore nécessaires pour consolider le bon état.

Les stations de suivi de la qualité recensées sur le Rhône à hauteur du secteur d'étude (masse d'eau « **Le Rhône de Donzère** » - **FRDR2007e**) sont localisées dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Références des stations de suivi du Rhône à proximité de la zone d'étude
(source : Naïades)

Code de la station	Libellé	Coordonnées en X (LAMBERT 93)	Coordonnées en Y (LAMBERT 93)
06113000	Rhône à Donzère 1	835 116	6 373 998
06113500	Rhône à Pierrelatte	831 393	6 364 628
06116125	Lauzon à Lamotte du Rhône	832 309	6 352 673

Aucune station n'est recensée sur les cours d'eau affluents du Rhône présents sur la commune de Gras.

2.6.3.3 Masses d'eau souterraines concernées

Les **masses d'eau souterraines** présentes au droit de la commune de Gras sont celles présentées au paragraphe 2.5. Les objectifs d'état fixés dans le SDAGE 2022-2027 pour ces masses d'eau souterraines sont les suivants.

Tableau 5 : Objectifs d'état des masses d'eau souterraines présentes dans le secteur d'étude (SDAGE 2022-2027)

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de la masse d'eau	Objectif d'état quantitatif				Objectif d'état chimique			
			Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Raison(s)	Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
8 - Ardèche - Gard										
FRDG161	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas-Vivarais dans le BV de l'Ardèche	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG162	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas-Vivarais dans le BV de la Cèze	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG220	Molasses miocènes du bassin d'Uzès	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			OMS	2027	FT	Déisopropyl-déséthyl-atrazine
FRDG245	Grès Trias ardéchois	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG322	Alluvions du moyen Gardon + Gardons d'Alès et d'Anduze	Eau souterraine affleurante	Bon état	2027	FT		Bon état	2021		
FRDG383	Alluvions de la Cèze	Eau souterraine affleurante	Bon état	2027	FT		Bon état	2015		
FRDG518	Formations variées côtes du Rhône rive gardoise	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2021		
FRDG532	Formations sédimentaires variées de la bordure cévenole (Ardèche, Gard)	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG602	Socle cévenol BV des Gardons et du Vidourle	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		

Les masses d'eau évaluées en bon état ou très bon état en juillet 2015 sont affichées avec un objectif de 2015. En revanche, les mesures proposées sur ces masses d'eau pour traiter les pressions à l'origine du risque sont conservées dans le programme de mesures car elles sont encore nécessaires pour consolider le bon état.

Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le **développement des différents usages** (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la **protection des milieux** aquatiques, tout en **tenant compte des spécificités d'un territoire**. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe, et repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux.

Ardèche

Le SAGE Ardèche est composé de 3 bassins versants : Ardèche, Beaume Drobie et Chassezac (SAGE Ardèche porté par l'EPTB Ardèche)

Contours des bassins et sous bassins versants d'une masse d'eau

1- Bassin versant des affluents rive droite du Rhône entre Lavezon et l'Ardèche (pas de SAGE activé / absence de CLE)

Communes indiquées sur la carte : PRADÈS, UCEL, SAINT-PRIVAT, LUSAS, VIN-SUR-LAVEZON, MEYS, SAINT-ANDEOL-DE-VERGÈS, BALAZUG, ROCHECOLOMBE, VALVIGNÈRES, CHATEAULIVIER, SAINT-MAURICE-D'IBIE, VIVIERS, LARNAS, GRAS, SAINT-MONTANT, LAGORCE, PRADONS, CHAUZON, AUME, RUOMS, ADRIOLLES, SAMFON, VALLON-PONT-D'ARC, RES, SALAVAS, BOURG-SAINT-ANDEOL, LA, PIERRELA, SAIN, VAGNAS, SAINT-REMI, BIDON, LABASTIDE-DE-VIRAC, SAINT-MARCEL-D'ARDECHE, BARJAC, LE GARN, AIGUEZE, LAPALUD, ZIERES, SAINT-JULIEN-DE-PEYROLAS, SAINT-JULIEN, LA MOTTE-DU-F

- **Partage de la ressource** : faible ressource disponible, fortement sollicitée en période estivale essentiellement pour l'AEP (forte augmentation de population) ;
- **Gestion des débits d'étiage** : cours d'eau méditerranéen, étiage sévère aggravé par les prélèvements ;
- **Gestion du risque inondation** : crues soudaines et brutales ;
- **Gestion du transport solide et de la dynamique fluviale** : déficit de matériaux et espaces de mobilité restreints ;
- **Territoire support de nombreuses activités sportives et de loisirs liés aux cours d'eau** : garantir la sécurité des usagers et l'équilibre des écosystèmes aquatiques ;
- **Mettre en cohérence politiques de l'eau et aménagement du territoire.**

2.6.5 CONTRAT DE MILIEU ARDECHE

Le contrat de milieu (contrat de rivière, de bassin, de lac, de baie, de nappe, ...) est un instrument d'intervention résultant d'un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable, à l'échelle d'une **unité hydrographique cohérente**.

Avec le SAGE, le contrat de milieu constitue un outil pour mettre en œuvre les objectifs du SDAGE ainsi que les programmes de mesures approuvés en 2009 afin de prendre en compte les objectifs et dispositions de la DCE. Il s'agit d'un **programme d'actions volontaire et concerté sur 5 ans**, avec un engagement financier (désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.). Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de milieu n'ont pas de portée juridique mais constituent un **engagement contractuel** entre les signataires.

La commune de Gras a fait partie du contrat de rivière Ardèche. D'après les données disponibles sur le site Gest'eau (gesteau.eaufrance.fr), ce document, porté par le Syndicat Ardèche Claire, a été signé en 2017 pour une durée de 4 ans et s'est ainsi terminé en 2021.

Ses principaux enjeux étaient les suivants :

- Gestion quantitative et Zone de Répartition des Eaux ;
- Prévention et gestion des risques adaptés ;
- Restauration hydromorphologique ;
- Amélioration des réseaux et maintien de l'état du parc épuratoire ;
- Poursuite du Schéma de Cohérence des Activités Sportives et de Loisirs ;
- Anticiper et s'adapter au changement climatique.

2.7 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CULTURELS SUR LE TERRITOIRE

Le tableau suivant caractérise les enjeux environnementaux et culturels présents sur la commune de Gras.

Tableau 6 : Listing des enjeux environnementaux et culturels du territoire

Enjeux environnementaux	Commune de Gras
ZNIEFF de type I	820030234 - Gorges du Rimouren 820030201 - Massif de la Dent de Rez 820030256 - Prairie de la Plaine 820030232 - Landes et pelouses des Chalans 820030237 - Plateau de Larnas 820030179 - Cours supérieur de la Nègue et ses affluents
ZNIEFF de type II	820030217 - Ensemble septentrional des plateaux calcaires du Bas-Vivarais
ZNIEFF géologique	Néant
Zones humides	07CRENcl0250 – Le Rimouren 1 07FDP0406 – Les Prés du Vert P 07SGGA0003 07SGGA0004 07CRENcl0341 – Nègue T1 07CRENcl0342 – Nègue T2 07CRENcl0343 – Nègue T3
Inventaire des arrêtés de biotope	APPB036 – Massif de la Dent de Rez
Natura 2000 – Habitats	FR8201654 – Basse Ardèche urgonienne
Natura 2000 – Oiseaux	FR8210114 – Basse Ardèche
Sites classés	Néant
Sites inscrits	Chapelle du cimetière Eglise Notre-Dame de l'Assomption
Zones vulnérables aux nitrates	Néant
Zones d'action anguille	Zone d'action pour l'anguille sur FRDR10065a (en aval du territoire communal)
Cours d'eau de 1ère catégorie piscicole	Néant
Cours d'eau « réservoir biologique »	RBioD00468 – L'Escoutay et ses affluents exceptés les ruisseaux de Téoulemaie, la Dardaillon et de la Couronne

2.8 ENJEUX SANITAIRES SUR LE TERRITOIRE

Le territoire communal de Gras est concerné par certaines zones par le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du forage de Gèrige (Bourg St Andéol), notamment sur les secteurs des avens de Courèges, de l'Espoir, des Hellys, Vincent, et du hameau de Rimouren. Les zones établies dans l'arrêté de DUP ainsi que les prescriptions associées, sont disponibles en annexe. En particulier, il est interdit la création de nouvelles canalisations d'eaux usées, à l'exception du raccordement des habitations existantes de l'hameau de Rimouren.

3 ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT COLLECTIF

3.1 GENERALITES ET DONNEES DU SERVICE

La compétence assainissement collectif et non collectif est gérée par la Communauté de Communes DRAGA.

Les réseaux d'assainissement des eaux usées ainsi que les stations d'épuration sont exploités par la SAUR depuis le 01/07/2018, concessionnaire de la CC DRAGA.

3.1.1 DESCRIPTION DU SYSTEME DE COLLECTE

Les principales caractéristiques du réseau d'assainissement collectif existant au 1^{er} janvier 2022 sont les suivantes :

Tableau 7 : Caractéristiques générales des réseaux de Gras

Paramètres	Caractéristiques
Linéaire réseau de collecte	Linéaire du réseau de collecte : 2,2 km - 0,6 km pour « Gras Nord » - 0,6 km pour « Gras Sud » - 1 km environ pour le hameau de Rimouren
Equipements des réseaux	78 regards de visite
Abonnés desservis	84 abonnés sur l'ensemble de la commune (RAD 2022)
Volume annuel facturé	3 771 m ³ (RAD 2022)
Poste de refoulement	1 PR : PR Rimouren
Déversoir d'orage	Aucun

Le réseau de collecte est de type séparatif à 100%, il est constitué majoritairement en PVC.

3.1.1.1 Points de déversements au milieu naturel

Aucun point de déversement dans le milieu naturel n'est présent sur le territoire communal.

3.1.1.2 Autorisation de rejets non domestiques

Aucune autorisation de rejet non domestique n'est établie sur les 3 systèmes d'assainissement de Gras.
Aucune industrie n'est recensée au sein de la commune.

3.1.2 SYSTEME DE TRAITEMENT DES EAUX USEES

Tableau 8 : Caractéristiques générales des stations d'épuration de Gras

Paramètres	Capacité des ouvrages
Type de station	Gras Nord : décanteur, mise en service en 1974 Gras Sud : décanteur, mise en service en 1974 Gras Rimouren : filtres plantés de roseaux, mise en service en 2015
Code station	Gras Nord : 060907099001 Gras Sud : 060907099002 Gras Rimouren : 060907099003
Capacité en équivalents habitants et débit de référence	Gras Nord : 150 EH – 9 kg DBO ₅ /j - 23 m ³ /j Gras Sud : 150 EH – 9 kg DBO ₅ /j - 23 m ³ /j Gras Rimouren : 150 EH – 9 kg DBO ₅ /j - 23 m ³ /j
Milieu récepteur	Ruisseau de Rimouren pour la STEP de Rimouren

Les stations de Gras Nord et Gras Sud sont vieillissantes, celle de Rimouren est plus récente (mise en service en 2015).

Le programme de travaux proposé en phase 4 du SDA intègre des opérations visant à remédier aux principaux désordres observés.

3.2 ANALYSE DES DONNEES D'AUTOSURVEILLANCE : RAPPELS (PHASE 1 DU SDA)

3.2.1 HYPOTHESES ET CAPACITES NOMINALES RETENUES

Il est rappelé que les capacités nominales des 3 STEP sont respectivement de 150 EH soit 9 kg DBO₅/j chacune.

3.2.2 VOLUMES JOURNALIERS

La synthèse des données disponible sur les 3 STEP réalisée en phase 1 du SDA a mis en évidence un fonctionnement variable pour les deux stations Gras « Nord » et « Sud ». La STEP « Rimouren » fonctionne en sous-charge avec un taux de charge hydraulique de 11% et de charge organique de 13%.

3.2.3 VOLUMES DEVERSES EN TETE DE STATION

Aucun déversoir n'est présent sur les réseaux d'assainissement de Gras.

3.3 CAMPAGNES DE MESURES : RAPPELS (PHASE 2 DU SDA)

3.3.1 EAUX CLAIRES PARASITES PERMANENTES (ECP)

Les mesures réalisées dans le cadre de la phase 2 du SDA montrent que les volumes moyens journaliers collectés en temps sec sont les suivants :

- Gras Nord : volume moyen journalier collecté en temps sec de l'ordre de 2,6 m³/j, dont environ 0,1 m³/j d'ECP soit 5% du volume journalier collecté par les réseaux ;
- Gras Sud : volume moyen journalier collecté en temps sec de l'ordre de 0,4 m³/j, sans ECP observées ;
- Gras Rimouren : volume moyen journalier collecté en temps sec de l'ordre de 1,5 m³/j, dont environ 0,04 m³/j d'ECP soit 3% du volume journalier collecté par les réseaux.

Afin de localiser plus précisément les points d'intrusion, 5 campagnes nocturnes ont été réalisées entre le 27 janvier et le 5 février 2020. Les résultats de ces campagnes ont permis de déterminer que les apports d'ECP sur le réseau de collecte de Gras sont répartis de manière diffuse (aucun tronçon identifié comme « très sensible » ou « sensible » et 100 % des volumes d'ECP issus d'intrusions localisées sur un linéaire représentant environ 21% du linéaire du réseau).

3.3.2 EAUX CLAIRES PARASITES METEORIQUES (ECPM)

L'augmentation instantanée des volumes journaliers à la suite d'événements pluvieux traduit quant à elle la présence d'une part d'Eaux Claires Parasites Météoriques importante.

Ces intrusions sont associées à des branchements illégaux de gouttières ou d'autres ouvrages privés, une mauvaise étanchéité des tampons et des raccordements incorrects d'avaloirs et de grilles du réseau de gestion des eaux pluviales sous domaine public.

Les mesures réalisées dans le cadre de la phase 2 du SDA ont permis d'évaluer les surfaces actives apparentes suivantes raccordée sur les systèmes de collecte de Gras :

- Gras Nord : surface active apparente estimée à environ 100 m² ;
- Gras Sud : surface active apparente estimée à environ 80 m² ;
- Gras Rimouren : surface active apparente estimée à environ 300 m².

3.3.3 CHARGES POLLUANTES REÇUES PAR LES STEP

Les données relatives à la charge organique en entrée des STEP collectées lors de la campagne de mesure sont présentées ci-dessous.

Tableau 9 : Synthèse des mesures de pollution en entrée des STEP (Phase 2 du SDA)

GRAS - Entrée de STEP	DBO5
Temps sec – Période hivernale	1,6 kg/j (Gras « Nord ») 0,1 kg/j (Gras « Sud ») 0,3 kg/j (Rimouren)
Temps sec – Période estivale	10 kg/j (Gras « Nord ») 0,4 kg/j (Gras « Sud ») 1,2 kg/j (Rimouren)

La charge de DBO5 reçue lors de la campagne estivale sur la STEP de Gras « Nord » semble ainsi montrer un dépassement de la capacité de la station, à confirmer au vu du faible nombre de bilans. Ces valeurs seront prises en compte dans la définition des solutions du programme de travaux en phase 4 du SDA.

3.3.4 CARACTERISATION DE L'EFFLUENT

Le rapport DCO / DBO5 permet de caractériser l'effluent reçu par la station d'épuration et d'évaluer s'il existe sur le réseau d'assainissement collectif des rejets industriels importants.

Les résultats des mesures réalisées dans le cadre de la phase 2 du SDA sont caractéristiques d'un **effluent de type domestique** en entrée des STEP avec une valeur ponctuellement plus élevée en entrée de STEP Rimouren.

Tableau 10 : Caractérisation des effluents traités par la STEP (Phase 2 du SDA)

Données	DCO/DBO5
Temps sec – Période hivernale	2,4 (Gras « Nord ») 2,1 (Gras « Sud ») 2,7 (Rimouren)
Temps sec – Période estivale	1,3 (Gras « Nord ») 2,4 (Gras « Sud ») 3,6 (Rimouren)*
Caractéristique des effluents	2 < Effluent domestique < 3 Effluent industriel >3

* La valeur mesurée lors de la campagne estivale, particulièrement élevée au regard des caractéristiques du système d'assainissement et donc non représentative, n'a pas été retenue.

4 ETAT DES LIEUX – ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1 COMPETENCE

Les habitations situées dans les zones d'assainissement non collectif doivent être équipées d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et le bon fonctionnement (article L.1331-1-1 du Code de la santé publique).

Conformément à l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales en vigueur au 24/12/2022, les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, **d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif**. Elles peuvent également, si elles le décident et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.

Ce travail revient au Service Public d'Assainissement Non Collectif (ou SPANC), qui est géré par la **CC DRAGA dans les conditions rappelées dans le règlement du service approuvé par le conseil communautaire**.

Le contrôle des installations pourra être encadré de la manière suivante :

- **Installations neuves ou à réhabiliter :**
 - examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en cas de modification/réhabilitation d'une installation existante ;
 - vérification de l'exécution des travaux ;
- **Autres installations :**
 - vérification du fonctionnement et de l'entretien ;
 - si nécessaire, une liste des travaux à effectuer est réalisée pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Conformément à l'article L. 2224-8 du CGCT en vigueur :

« Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans. »

Ainsi qu'un contrôle en cas de vente si la vérification est supérieure à 3 ans.

4.2 RECENSEMENT DES INSTALLATIONS

D'après les données du SDA, 376 installations d'Assainissement Non Collectif (ANC) ont été recensées sur la commune de Gras. L'état de conformité de ces installations, issu des données du SPANC (dernière mise à jour : 02/2019), est présenté ci-après.

Tableau 11 : Etat de conformité des installations d'ANC – commune de Gras (d'après données SPANC au 05/02/2019)

Etat	Nombre d'installations concernées
Conforme	56
Conforme sous réserves	175
Non conforme	64
Non déterminé	30
Total	325

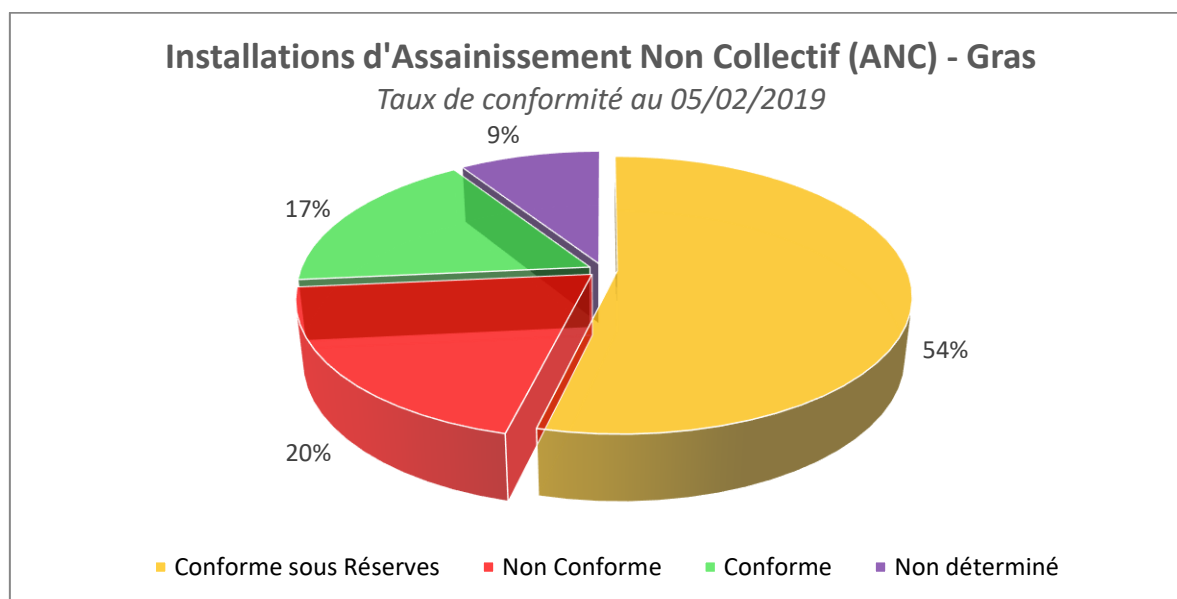


Figure 9 : Etat de conformité des installations d'ANC – commune de Gras (d'après les données SPANC au 05/02/2019)

En 2019, 71 % des installations étaient jugées comme « conformes » ou « conformes sous réserves ». A noter que 9 % des installations n'ont pas été diagnostiquées.

4.3 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.3.1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La réglementation sur les installations d'assainissement non collectif est définie dans l'**arrêté du 07/09/2009**, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 puis par l'arrêté du 26 février 2021, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Cet arrêté prévoit les dispositions techniques à mettre en œuvre en fonction du type de sol rencontré et de la perméabilité mesurée avec :

- Article 11 :

*« Les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, **si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h** [...]. »*

- Article 12 :

« Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis à l'article 11 [...], les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable. »

- Article 13 :

« Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

En cas d'impossibilité de rejet conformément aux dispositions des articles 11 et 12, les eaux usées traitées conformément aux dispositions des articles 6 et 7 peuvent être évacuées par puits d'infiltration

dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1.

Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune, au titre de sa compétence en assainissement non collectif, en application du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique sauf mention contraire précisée dans l'avis publié conformément à l'article 9 [...]. »

Ainsi, il est possible de réaliser un puits d'infiltration pour l'évacuation des **eaux usées traitées** si une étude hydrogéologique prouve l'efficacité de ce système et si les couches sous-jacentes ont une perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h.

4.3.2 ELABORATION DE LA CARTE D'APTITUDE DES SOLS

L'élaboration de la carte d'aptitude des sols est basée sur les principes de la méthode SERP. Il s'agit d'une analyse multicritères qui fait intervenir **4 critères caractéristiques de l'aptitude d'un site à l'infiltration**. La combinaison de ces 4 critères permet alors d'attribuer à chaque site étudié une note globale. Les paramètres étudiés sont les suivants :

- **Sol** : Ce paramètre est apprécié globalement par la perméabilité du sol étudié ;
- **Eau** : Ce paramètre correspond à la profondeur de la nappe d'eau souterraine la plus proche. Il est également apprécié par la présence de marques physiques régulières preuve de la saturation en eau du sol (hydromorphie) ;
- **Roche** : Ce paramètre est lié à la profondeur du substratum imperméable (roche mère altérée ou non) ;
- **Pente** : Ce dernier correspond à la pente naturelle du sol en surface.

La définition des notes par paramètres est réalisée par le biais du tableau ci-après. Les critères retenus pour la notation, sont basés pour la moitié (perméabilité et pente) sur la **NF DTU 64.1** relative aux dispositifs d'assainissement non collectifs.

Ces 4 critères sont classés en fonction de leur rôle dans l'aptitude d'un sol à l'infiltration. Ainsi, les critères **S et E sont considérés comme des critères majeurs** alors que les critères **R et P sont considérés comme des paramètres mineurs**.

Il est alors attribué, par site, une note aux 4 critères. Cette note **varie de 1 à 3** comme suit :

- 1 = Favorable ;
- 2 = Moyennement favorable ;
- 3 = Défavorable.

Tableau 12 : Notations retenues des critères SERP

Caractéristiques	Favorable (1)	Moyennement favorable (2)	Défavorable (3)
Perméabilité du sol (S)	De 30 à 500 mm/h	De 15 à 30 mm/h	< 15 mm/h et > 500 mm/h
Niveau de la nappe et profondeur d'hydromorphie (E)	> 2 m	1 à 2 m	< 1 m
Profondeur du substratum imperméable (R)	> 2 m	1 à 2 m	< 1 m
Pente du terrain en % (P)	< 5 %	5 à 10 %	> 10 %

La combinaison des notes attribuées pour chacun des 4 critères permet de définir pour chaque site étudié un indice de classe SERP. Cet indice est caractéristique de l'aptitude du sol à l'infiltration et est défini à partir des 81 combinaisons possibles, variant de 1.1.1.1 (la plus favorable) à 3.3.3.3 (la plus défavorable).

Afin de permettre une appréciation globale de l'aptitude d'un site à l'infiltration, ces indices sont regroupés en **4 classes d'aptitude**. Ces dernières sont caractérisées dans le tableau de la page suivante.

PRECISION SUR LES DISPOSITIONS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La cartographie de l'aptitude des sols n'est pas destinée à la prescription d'équipements parcelle par parcelle mais à proposer les dispositions générales à l'assainissement non collectif par zone.

A ce titre, une étude de sol sera systématiquement exigée lors de l'instruction des permis de construire et de tout projet de modification/réhabilitation de la filière existante. Cette étude permettra de définir la solution d'assainissement non collectif qui répondra aux contraintes du sol spécifiquement rencontrées parcelles par parcelles.

En fonction des classes rencontrées, des examens et des aménagements spécifiques pourront être envisagés et permettront de définir pour chaque site le type de dispositif à mettre en place.

Tableau 13 : Caractérisation de la classification SERP

Classe SERP	Indice SERP		Appréciation de l'aptitude des sols à l'infiltration
	Majeur	Mineur	
Classe 1 (VERTE)	S E 1 1 <i>Aucune exception</i>	R P 1 ou 2	Site convenable – Pas de contraintes majeures à l'infiltration dans les sols et aucune difficulté de dispersion et de restitution au milieu naturel. L'épuration est assurée de façon convenable sur le sol naturel en place. Système d'épuration envisageable* : Tranchée filtrante, tranchée filtrante spécifique pour les terrains en pente (pour les pentes comprises entre 5 et 10 %).
Classe 2 (JAUNE)	S E R P 1 ou 2 <i>Exception pour 2.2.2.2 classé en 3 pour tenir compte des paramètres majeurs S et E</i>		Site convenable dans son ensemble – Quelques difficultés locales de dispersion peuvent être rencontrées (infiltration et restitution au milieu naturel). Mais de manière générale, l'épuration sera bien assurée. Elle pourra nécessiter la mise en œuvre de quelques aménagements mineurs. Système d'épuration envisageable* : Tranchée filtrante ou filtre à sables vertical non drainé.
Classe 3 (ORANGE)	S E R P 1 1 3 3 2 2 2 2 <i>Sont classés en 3 les indices contenant un caractère codé 3 et ceux figurant ci-dessus</i>		Site présentant une contrainte majeure (Proximité de la nappe, pente trop élevée, ...etc.) – Sur ces sites, de réelles difficultés de dispersion sont à envisager. Ainsi, des dispositifs en sol substitué pourront être mis en place. Système d'épuration envisageable* : Filtre à sable vertical non drainé.
Classe 4 (ROUGE)	<i>Sont classés en 4 les indices contenant au moins 2 caractères codés en 3. Afin de tenir compte des paramètres majeurs et mineurs, les indices suivants sont également classés en 4 : 1.3.R ou P =2, 2.2.R ou P=3, 2.3.R et P quelconques, 3.2.R et P quelconques.</i>		Sites présentant plusieurs contraintes majeures – Sur ces sites, l'infiltration par le sol naturel n'est pas assurément possible. Système d'épuration envisageable* : Etude spécifique pour déterminer le process le plus adapté. Des filières aériennes (tertres d'infiltration) seront probablement à prévoir.

* Il est rappelé que les dispositifs présentés sont donnés à titre informatif. Le dispositif final à mettre en place sera à déterminer au cas par cas par une étude pédologique à la parcelle. En effet, le schéma directeur d'assainissement n'a pas vocation à prescrire des filières pour les rendre obligatoires lors des autorisations d'urbanisme.

La carte d'aptitude des sols à l'infiltration issue de cette méthode est fournie ci-après.

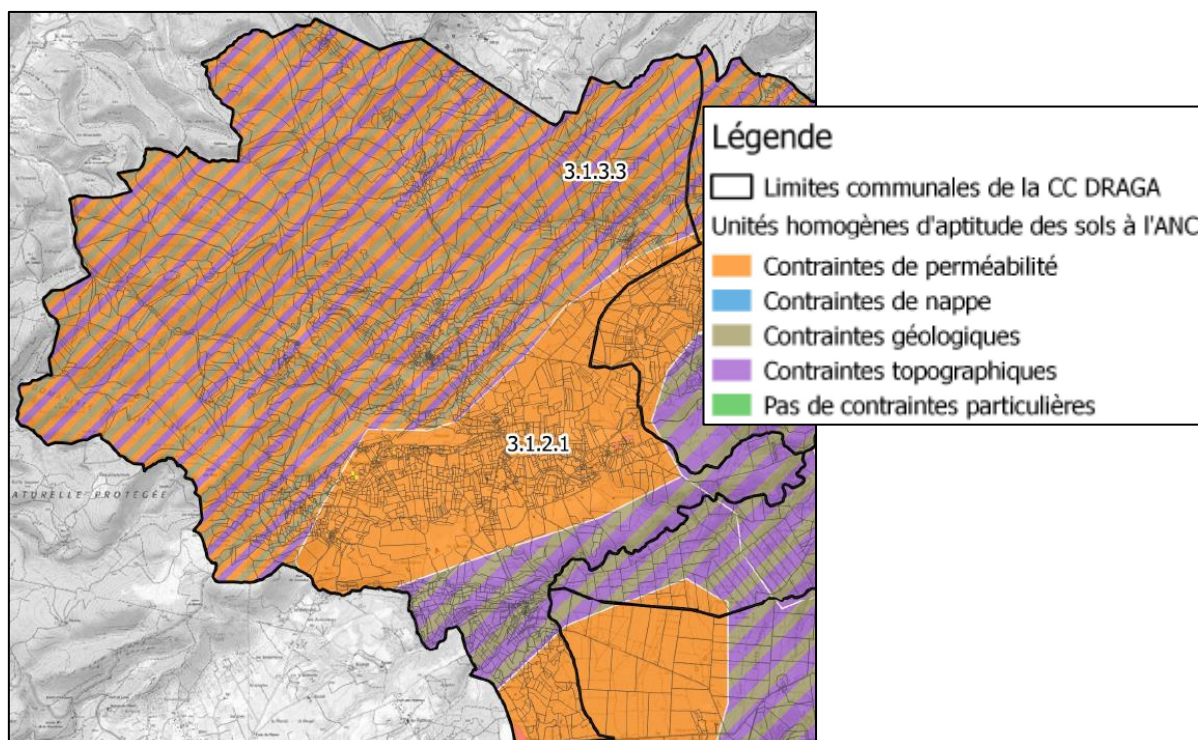


Figure 10 : Carte d'aptitude des sols (extrait) – commune de Gras (extrait de la Phase 1 du SDA)

4.4 CONTRAINTES A LA MISE EN ŒUVRE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Une cartographie des contraintes à la mise en œuvre de systèmes d'Assainissement Non Collectif (ANC) a été dressée pour le territoire dans le cadre de la phase 1 du SDA. Toutes les habitations actuellement non raccordées au réseau d'assainissement collectif ont fait l'objet d'une analyse multicritères afin de définir ces contraintes. Les critères définis sont :

- **Contrainte majeure** : Surface disponible pour la mise en œuvre d'installations d'ANC. Ce critère est jugé contraignant si la **surface est inférieure à 200 m²**. Pour déterminer cette surface disponible, un traitement SIG est opéré afin de prendre en compte une zone tampon de :
 - 3 m sur les limites de propriétés et les forêts ;
 - 5 m sur le bâti et les piscines ;
 - 35 m sur les ouvrages souterrains.
- **Autres contraintes** :
 - Pente supérieure à 10 % ;
 - Accès difficile à la parcelle ;
 - Zone inondable définie dans l'Atlas des Zones Inondables (AZI) ;
 - Zone de risque de remontée de nappe ;
 - Nature des sols.

Toutes les parcelles concernées sont ainsi classées selon le nombre de contraintes recensées.

Tableau 14 : Classement des parcelles selon le nombre de contraintes

Contrainte	Classement selon le nombre de contraintes
Autres contraintes	0
	1
	2
	3
	4
	5
Contrainte majeure	Contrainte majeure : surface

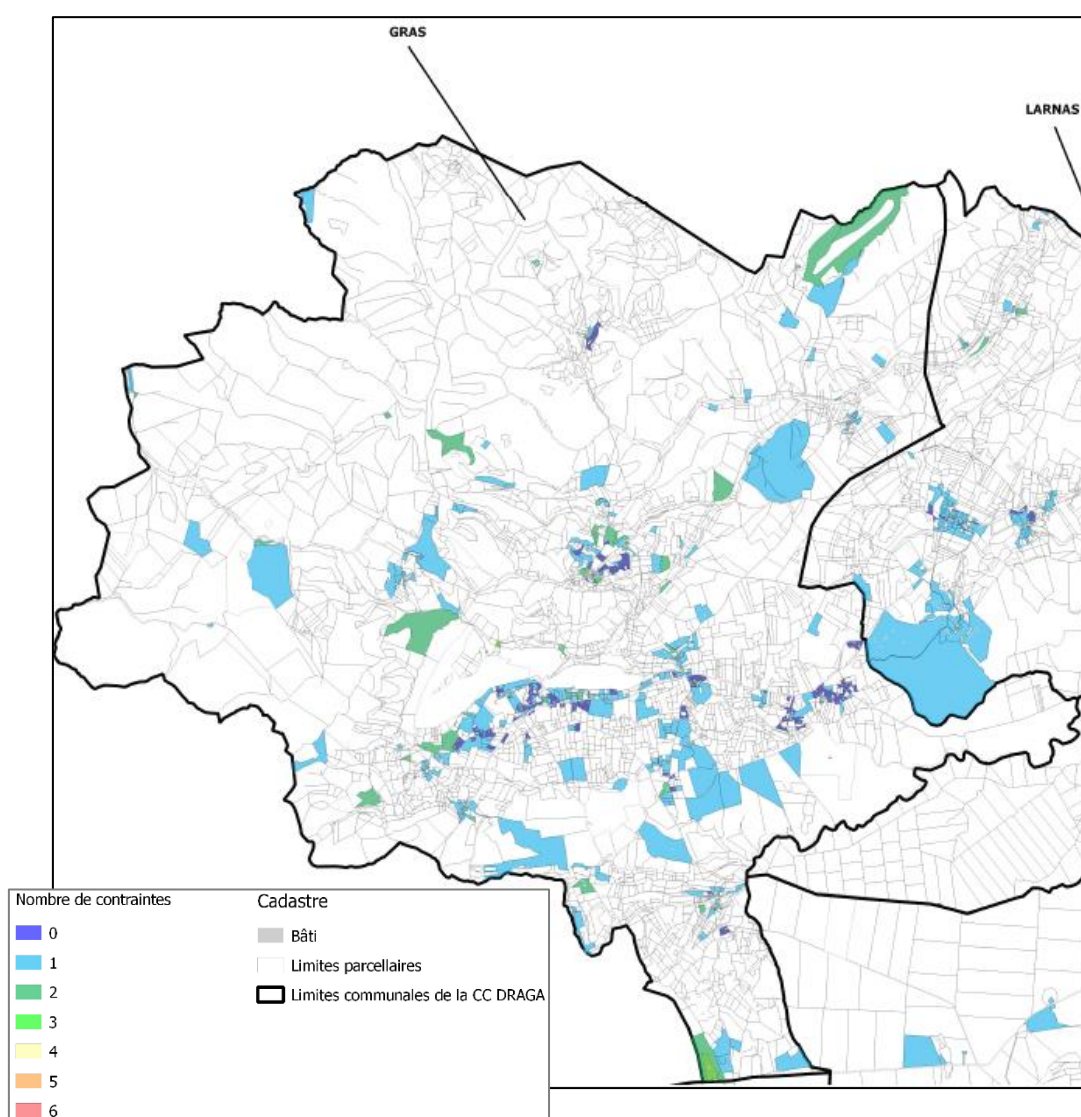


Figure 11 : Carte des contraintes (extrait) – commune de Gras (extrait de la Phase 1 du SDA)

5 ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

5.1 GENERALITES

Le zonage de l'urbanisation considéré ci-après correspond aux zones définies dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. On distingue les zones suivantes :

- Les Zones Urbaines : Ua, Ubd, Ubp, Ueq, Uh ;
- Les Zones à Urbaniser : 1AUb ;
- Les Zones Agricoles : A, Ap ;
- Les Zones Naturelles : N, NL, Np, Nt.

Leurs caractéristiques en termes d'urbanisation et le zonage d'assainissement retenu pour chacune de ces zones sont détaillés dans les paragraphes suivants.

5.2 MISE EN PLACE D'UNE FILIERE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les chiffrages d'extensions des réseaux d'assainissement collectif sont à comparer au coût moyen hors taxe, pose comprise, d'un dispositif complet d'assainissement non collectif avec fosse toutes eaux et massif filtrant :

- Filières classique : 8 000 € HT par installation,
- Filtre à sable non drainé : 9 000 € HT par installation,
- Dans un contexte défavorable (fortes contraintes d'espace, de topographie, de nature ou d'occupation des sols, de milieu récepteur, ...), ces coûts peuvent dépasser 10 000 € HT par installation.

Ces prix sont donnés à titre d'information et ont pour objet de comparer les hypothèses de gestion des effluents.

Il est important de rappeler qu'une étude de sol spécifique (tests de perméabilité, analyse des contraintes du sol, ...) est nécessaire au choix de la filière d'assainissement non collectif retenue.

5.3 CODE DE L'URBANISME

Le Code de l'Urbanisme définit les dispositions spécifiques associées au raccordement des secteurs aux différents réseaux :

- **Article R151-18 - Zone Urbaine, dite zone U** : « *Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.* »
- **Article R151-20 - Zone à Urbaniser, dite zone AU** : « *Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la*

zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »

Sur la base de ces principes et en fonction de leur coût, les extensions de réseau seront définies de la manière suivante :

- **Zone U** : Les réseaux d'assainissement devront **desservir toute les parcelles** de la zone. Ils seront **amenés en limite d'unité foncière ou de voie privée**.
- **Zone AU** : Les réseaux d'assainissement seront **amenés en limite de zone**.

5.4 CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Le Code de la Santé Publique définit les dispositions spécifiques associées au raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte :

Article L.1331-1 : « *Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.*

Un arrêté interministériel * détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales.

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. »

***Extrait de l'Arrêté du 19 juillet 1960 relatif aux raccordements des immeubles aux égouts :**

Article 1 : « *Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement aux égouts prévue au premier alinéa de l'article 33 du Code de la santé publique :*

- **1°** Les immeubles faisant l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, en application des articles 26 et suivants du Code de la santé publique ;
- **2°** Les immeubles déclarés insalubres, en application de l'article 36 dudit Code, et dont l'acquisition, au besoin par voie d'expropriation, a été déclarée d'utilité publique ;
- **3°** Les immeubles frappés d'un arrêté de péril prescrivant leur démolition, en application des articles 303 et suivants du Code de l'urbanisme et de l'habitation ;
- **4°** Les immeubles dont la démolition doit être entreprise en exécution des plans d'urbanisme définissant les modalités d'aménagement des secteurs à rénover, en application du décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 relatif à la rénovation urbaine.
- **5°** Les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome recevant l'ensemble des eaux usées domestiques et conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 mars 1982. »

5.5 ZONES URBAINES

5.5.1 ZONE UA

- **Configuration de l'habitat :**

La zone Ua définie dans le PLUi-H concerne les zones de centre-bourg.

- **Assainissement actuel :**

Les constructions existantes sur la zone Ua sont actuellement desservies par le réseau public d'assainissement.

- **Extensions prévues :**

Toutes les unités foncières de la zone Ua étant raccordées ou raccordables, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue.

- **Zonage d'assainissement :**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UA

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.5.2 ZONE UBD

- **Configuration de l'habitat :**

La zone Ubd définie dans le PLUi-H concerne les zones urbaines à dominante pavillonnaire dense entourant les centres historiques, constituées par un tissu urbain dont l'objectif est de permettre une densification raisonnée.

- **Assainissement actuel :**

Les constructions existantes sur la zone Ubd sont toutes gérées par assainissement non collectif.

- **Extensions prévues :**

Au vu des contraintes de raccordement et du coût associé, aucune extension n'a été définie pour raccorder cette zone.

- **Zonage d'assainissement :**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE Ubd

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.5.3 ZONE UBP

- **Configuration de l'habitat :**

La zone Ubp définie dans le PLUi-H concerne les zones urbaines pavillonnaires peu denses, faisant la transition avec l'espace agricole et naturel, jouant un rôle important dans la perception de la ville à la campagne.

- **Assainissement actuel :**

Les constructions existantes sur la zone Ubp sont toutes gérées par assainissement non collectif.

- **Extensions prévues :**

Au vu des contraintes de raccordement et du coût associé, aucune extension n'a été définie pour raccorder cette zone.

- **Zonage d'assainissement :**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UBP

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.5.4 ZONE UEQ

- **Configuration de l'habitat :**

La zone Ueq définie dans le PLUi-H concerne les zones urbaines spécialisées destinées à l'accueil d'équipements publics d'intérêt collectif.

- **Assainissement actuel :**

Les constructions existantes sur la zone Ueq sont actuellement toutes gérées par assainissement non collectif.

- **Extensions prévues :**

Au vu des contraintes de raccordement et du coût associé, aucune extension n'a été définie pour raccorder cette zone.

- **Zonage d'assainissement :**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE Ueq

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.5.5 ZONE UH

- **Configuration de l'habitat :**

La zone Uh définie dans le PLUi-H concerne les zones urbaines de hameau dans lesquelles une densification raisonnée est permise.

- **Assainissement actuel :**

Les effluents des habitations existantes sur la zone Uh sont tous gérés par assainissement non collectif.

- **Extensions prévues :**

Au vu des contraintes de raccordement et du coût associé, aucune extension n'a été définie pour raccorder cette zone.

- **Zonage d'assainissement :**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UH

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.6 ZONES A URBANISER – ZONE 1AUB

- **Configuration de l'habitat :**

La zone 1Aub définie dans le PLUi-H concerne une zone à urbaniser à vocation résidentielle faisant l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

- **Assainissement actuel :**

Il n'y a aucune habitation existante sur la zone 1Aub.

- **Extensions prévues :**

Au vu des contraintes de raccordement et du coût associé, aucune extension n'a été définie pour raccorder cette zone.

- **Zonage d'assainissement :**

Compte tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE 1AUB

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.7 ZONES AGRICOLES

- **Configuration de l'habitat :**

La zone A comprend des terrains qui font l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur et du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles.

Les zones agricoles se distinguent en plusieurs secteurs :

- Le secteur agricole A correspond aux espaces agricoles comprenant les terres agricoles, mais aussi les bâtiments d'exploitation. Elle intègre aussi l'habitat isolé présent dans l'espace agricole, pour lequel des évolutions encadrées et limitées sont possibles ;
- Le secteur agricole Ap est constitué d'espaces agricoles classés AOC Côtes du Rhône Village ou présentant des sensibilités paysagères et/ou écologiques reconnues via des périmètres réglementaires ou d'inventaires environnementaux. Dans un objectif de résilience et de durabilité, la zone Ap comprend également les zones agricoles impactées par un ou des aléas naturels forts ou comprises dans des périmètres de protection de captage. Il s'agit d'une zone dont l'objectif est de pérenniser la vocation agricole tout en préservant les sensibilités.

- **Assainissement actuel :**

Les effluents des habitations existantes sont actuellement tous gérés par assainissement non collectif.

- **Extensions prévues :**

En raison des caractéristiques de la zone, des contraintes de raccordement et du coût associé, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue.

- **Zonage d'assainissement :**

En termes de zonage, plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- si le réseau d'assainissement passe en limite d'unité foncière, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées,
- dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur et adapté aux caractéristiques du sol si celui-ci est apte au traitement et à l'évacuation des eaux usées.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE A

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(SAUF SI LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT PASSE EN LIMITE D'UNITE FONCIERE)

5.8 ZONES NATURELLES

- **Configuration de l'habitat :**

La zone naturelle et forestière (N) recouvre les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; soit de l'existence d'une exploitation forestière ; soit de leur caractère d'espaces naturels.

Les zones naturelles se distinguent en plusieurs secteurs :

- Le secteur naturel N correspond aux espaces naturels comprenant principalement les espaces boisés, mais aussi les cours d'eau et leurs abords (hors zones bâties). Le principe de cette zone est la préservation des espaces et de leur rôle de relais pour la fonctionnalité écologique du territoire ;
- Le secteur naturel NL, zone naturelle de loisirs. Elle permet des aménagements et des installations liées à la valorisation des espaces naturels, au maintien et au développement des activités de pleine nature. Pour la commune de Gras, cette zone correspond au périmètre existant d'un camping.
- Le secteur naturel protégé Np est constitué d'espaces naturels présentant des sensibilités paysagères et/ou écologiques reconnues via des périmètres réglementaires ou d'inventaires environnementaux. Il s'agit d'une zone bénéficiant d'une protection stricte afin de préserver durablement la fonctionnalité éco-paysagère du territoire. La zone Np a également vocation à maîtriser la vulnérabilité du territoire en interdisant la construction dans les zones à risques forts ;
- Le secteur naturel Nt identifie des Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) ayant vocation à permettre le développement mesuré d'activités touristiques.

- **Assainissement actuel :**

Le réseau d'assainissement dessert un nombre très faible d'unités foncières.

- **Extensions prévues :**

En raison des caractéristiques de la zone, des contraintes de raccordement et du coût associé, aucune extension du réseau d'assainissement n'est prévue.

- **Zonage d'assainissement :**

En termes de zonage, plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- si le réseau d'assainissement passe en limite d'unité foncière, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées,
- dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif* répondant aux normes en vigueur et adapté aux caractéristiques du sol si celui-ci est apte au traitement et à l'évacuation des eaux usées.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE N

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

(SAUF SI LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT PASSE EN LIMITE D'UNITE FONCIERE ET SAUF EXCEPTION*)

** exception pour les parcelles actuellement raccordées via un branchement long ou un réseau privé*

5.9 SYNTHÈSE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

La synthèse du zonage d'assainissement par zone du PLU est présentée ci-après.

Tableau 15 : Synthèse du zonage d'assainissement selon les zones du PLU

Zone du PLU	Type d'assainissement retenu
Zones urbaines	
Ua	Assainissement collectif
Ubd	Assainissement non collectif
Ubp	Assainissement non collectif
Ueq	Assainissement non collectif
Uh	Assainissement non collectif
Zones à urbaniser	
1AUb	Assainissement non collectif
Zones agricoles	
A, Ap	Assainissement non collectif
Zones naturelles	
N, NL, Np, Nt	Assainissement non collectif (sauf si le réseau public d'assainissement passe en limite d'unité foncière et sauf exception*)

** exception pour les parcelles actuellement raccordées via un branchement long ou un réseau privé*

6 DISPOSITIONS DEPENDANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

6.1 ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

6.1.1 OBLIGATION DE RACCORDEMENT

L'obligation de raccordement en réseau d'assainissement collectif est définie au travers des articles du Code de la Santé publique suivants :

- **Article L. 1331-1 en vigueur au 25/12/2007 :**

« Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. [...] »

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales. »

- **Article L. 1331-8 modifié le 22/08/2021 :**

« Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal ou le conseil de la métropole de Lyon dans la limite de 400 %. »

6.1.2 CONDITIONS DE RACCORDEMENT

6.1.2.1 Les catégories d'eaux admises au déversement

Le réseau d'assainissement collecte les eaux usées domestiques, comprenant les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

Il est cependant **formellement interdit** de déverser dans le réseau d'assainissement :

- le contenu des fosses septiques ;
- l'effluent des fosses septiques ;
- les ordures ménagères ;
- les huiles usagées ;
- les eaux pluviales.

D'une façon générale, tout corps solide ou susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau. Les professionnels de l'agro-alimentaire (les restaurants, les cuisines collectives, traiteurs, charcutiers, bouchers, etc.) doivent être équipés de bacs dégraisseurs régulièrement entretenus.

Le déversement d'eaux usées industrielles non domestiques doit être défini par une autorisation et si nécessaire une **convention spéciale de déversement** passée entre le service d'assainissement et l'établissement industriel.

6.1.2.2 Les branchements

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public ;
- une canalisation de branchement, située sous le domaine public ;
- une boîte de branchement dans le domaine public, en limite de propriété privée (sauf en cas d'impossibilité avérée), permettant le contrôle et l'entretien de la partie publique du branchement ;
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble en domaine privé.

La réglementation en vigueur concernant les branchements est définie dans les articles du Code de la Santé Publique suivants :

- **Article L. 1331-2 en vigueur au 01/01/2015 :**

« Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal. »

- **Article L. 1331-4 modifié le 22/08/2021 :**

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. »

- **Article L. 1331-5 en vigueur au 10/05/2001 :**

« Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. »

Si le raccordement n'est pas possible gravitairement, il appartient au propriétaire de mettre en place à ses frais un poste de relèvement individuel.

6.1.2.3 Contrôle des branchements

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service, tout prélèvement ou contrôle qu'il estimerait utile. Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application de cette disposition. Si les rejets ne sont pas conformes, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

La commune peut exiger du propriétaire qu'il remédie aux malfaçons ou aux erreurs constatées et, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

6.1.2.4 Redevance d'assainissement

L'usager domestique raccordé au réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement défini dans le Code Général des Collectivités Territoriales :

- **Article R. 2224-19 en vigueur au 13/09/2007 :**

« Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11. »

6.1.2.5 Participation financière des immeubles soumis à l'obligation de raccordement

La participation financière des immeubles soumis à l'obligation de raccordement est définie dans l'article du Code de la Santé Publique suivant :

- **Article L. 1331-7 en vigueur au 10/11/2016 :**

« Les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 peuvent être astreints par la commune, la métropole de Lyon, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte compétent en matière d'assainissement collectif, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation, à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif.

Toutefois, lorsque dans une zone d'aménagement concerté créée en application de l'article L. 311-1 du code de l'urbanisme, l'aménageur supporte tout ou partie du coût de construction du réseau public de collecte des eaux usées compris dans le programme des équipements publics de la zone, la participation pour le financement de l'assainissement collectif est diminuée à proportion du coût ainsi pris en charge.

Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose de l'installation mentionnée au premier alinéa du présent article, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2. [...]

Une délibération du conseil municipal, du conseil de la métropole de Lyon ou de l'organe délibérant de l'établissement public détermine les modalités de calcul de cette participation. »

6.2 ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

6.2.1 SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Les habitants situés dans les zones d'assainissement non collectif doivent être équipées d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et le bon fonctionnement (article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique).

Conformément à l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales en vigueur au 24/12/2022, les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, **d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif**. Elles peuvent également, si elles le décident et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.

Ce travail revient au service public d'assainissement non collectif (ou SPANC), **qui est géré par la CC DRAGA**.

A noter que conformément à l'article L. 2224-8 du CGCT en vigueur :

« Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif. »

6.2.2 PRESCRIPTION TECHNIQUES ATTACHEES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

6.2.2.1 Recommandations générales

Les terrains de recouvrement des dispositifs de traitement doivent rester hors circulation et ne pas être plantés d'arbres ou arbustes (en raison des dommages causés par les systèmes racinaires).

L'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 précise que les installations d'assainissement individuelles devront être situées à une distance minimale de **35 m des captages d'eau déclarés utilisés pour l'alimentation humaine**.

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées aux dispositifs d'assainissement non collectif.

6.2.2.2 Prétraitement

La **fosse septique toutes eaux** est un dispositif de prétraitement qui reçoit toutes les eaux usées domestiques.

6.2.2.3 Traitement

Le traitement des eaux en sortie de fosse est obligatoire. L'épuration est réalisée par infiltration dans un ouvrage adapté aux conditions du terrain et au volume d'eau à épurer.

Les **principales filières classiques** sont les tranchées d'épandage dans le sol en place, de lits filtrants non drainés (filtres à sable), ou de lits filtrants drainés à flux vertical.

L'arrêté du 27 avril 2012 indique par ailleurs que les eaux usées domestiques peuvent être traitées par des installations composées de **dispositifs agréés par les ministères** en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement, selon des modalités décrites à l'article 8 de l'arrêté susmentionné.

Ces installations (parmi lesquelles des procédés de type micro-station, filtre compact, ...) sont généralement dimensionnées sur la base d'une pièce principale = un équivalent-habitant.

L'implantation des dispositifs de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un captage déclaré d'eau potable, et de préférence à 5 m par rapport aux habitations (10 à 15 m pour certaines filières : lits plantés, ...), 3 m par rapport aux limites de propriété, et 3 m par rapport à tout arbre.

6.2.2.3.1.1 Filières classiques

• **Tranchées d'infiltration à faible profondeur (sol en place) :**

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant. Les longueurs de tranchées sont définies en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol. L'épandage souterrain est réalisé par l'intermédiaire de drains d'épandage placés dans un ensemble de tranchées.

Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :

- 45 ml de tranchées filtrantes ;
- 10 ml de tranchées par pièce supplémentaire ;
- Dans le cas de sols peu perméables, le dimensionnement de ces tranchées doit être revu à la hausse.

Caractéristiques principales :

- Profondeur de tranchée : 0,60 à 1 m sous la surface du sol. Le fond de fouille doit être horizontal ;
- Largeur de tranchée : 0,50 m minimum ;
- Longueur de tranchée : 30 m maximum. Il est préférable d'augmenter le nombre des tranchées plutôt que de les rallonger ;
- Espacement entre tranchées : 1,50 m au minimum.

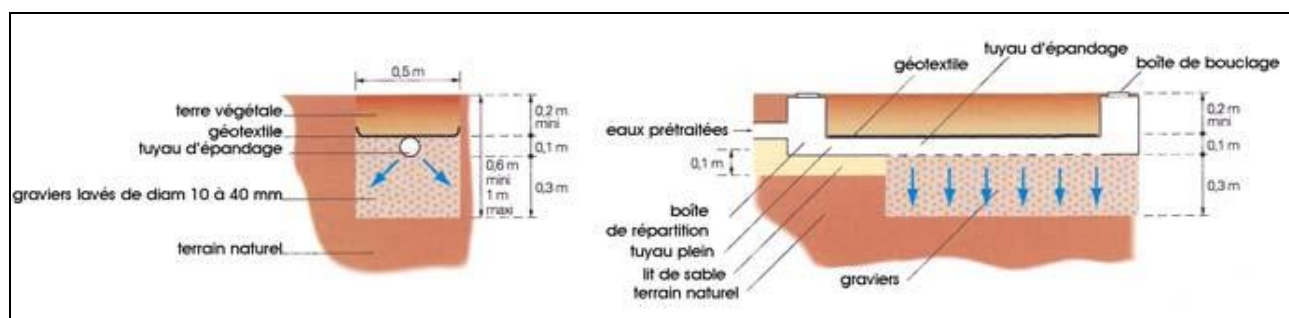


Figure 12 : Schéma d'une tranchée d'infiltration (source : Landrur.fr)

• **Tranchées d'infiltration en terrain pentu (pente supérieure à 5 %) :**

Les tranchées d'infiltration doivent être horizontales et peu profondes, réalisées perpendiculairement à la plus grande pente. Les bases de dimensionnement sont identiques à celles des tranchées d'infiltration à faible profondeur.

Caractéristiques principales :

Quelques différences avec les tranchées classiques sont à signaler :

- Les tranchées sont séparées par une distance minimale de 3 m de sol naturel, soit 3,5 m d'axe en axe, et ont une profondeur comprise entre 0,60 et 0,80 m ;
- Malgré la pente, l'eau ne doit pas avoir de chemin préférentiel dans l'épandage. Le départ de chaque tuyau plein du regard de répartition est horizontal sur au moins 0,50 m.

• **Filtre à sable vertical non drainé :**

Dans le cas d'un sol de caractéristiques inappropriées, un sable adapté (siliceux, lavé, et respectant un fuseau granulométrique précis) se substitue au sol en place pour recevoir et traiter les effluents prétraités.

Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :

- 25 m² de surface, (20 m² si moins de 5 pièces) ;
- 5 m² par pièce principale supplémentaire.

Caractéristiques principales :

- Le fond du filtre à sable doit être horizontal et se situer entre 1,10 m minimum et 1,60 m maximum sous le terrain naturel ;
- Le filtre à sable doit avoir, au minimum, une largeur de 5 m et une longueur de 4 m ;
- Si le sol est fissuré, le fond de fouille devra être recouvert d'un géotextile, ou mieux, d'une géogridde.

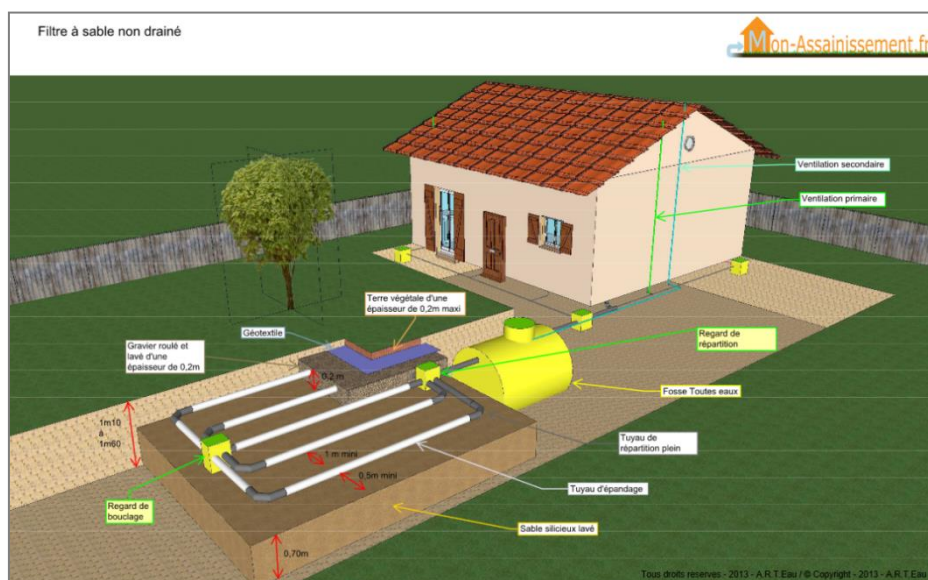


Figure 13 : Schéma d'un filtre à sable vertical non drainé (source : Mon-assainissement.fr)

• **Filtre à sable vertical drainé :**

Le principe est globalement similaire au filtre à sable non drainé, hormis que les effluents traités sont repris par des drains disposés en fond de massif filtrant et sont évacués vers des tranchées d'infiltration-dispersion, un puits d'infiltration (après autorisation de la collectivité sur la base d'une étude hydrogéologique) ou un milieu hydraulique superficiel (après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur).

Les bases de dimensionnement sont identiques à celles du filtre à sable non drainé.

Caractéristiques principales :

- Fond du filtre : horizontal, entre 1,20 m minimum et 1,70 m maximum sous le terrain naturel,
- Si le milieu souterrain est vulnérable (nappe et sol fissuré par exemple), mettre un film imperméable en fond de fouille, remontant sur les parois verticales.

• **Tertre d'infiltration :**

Le principe est globalement similaire au filtre à sable non drainé. Le tertre est utilisé lorsque la nappe d'eau souterraine est proche de la surface (ou également en cas de substratum rocheux à faible profondeur).

Le lit filtrant est réalisé au-dessus du sol existant. Il peut s'appuyer sur une pente, être en partie enterré, ou totalement hors sol, avec en général la nécessité de mettre en place un poste de relevage des effluents prétraités si l'habitation n'est pas en surplomb du tertre.

Bases de dimensionnement pour 5 pièces principales :

- Pour une perméabilité comprise entre 30 et 500 mm/h :
 - 60 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 30 et 500 mm/h,
 - 20 m² par pièce supplémentaire,
- Pour une perméabilité comprise entre 15 et 30 mm/h :
 - 90 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 15 et 30 mm/h,
 - 30 m² par pièce supplémentaire.

A noter que les dimensions du sommet du tertre sont les mêmes que celles du filtre à sable drainé.

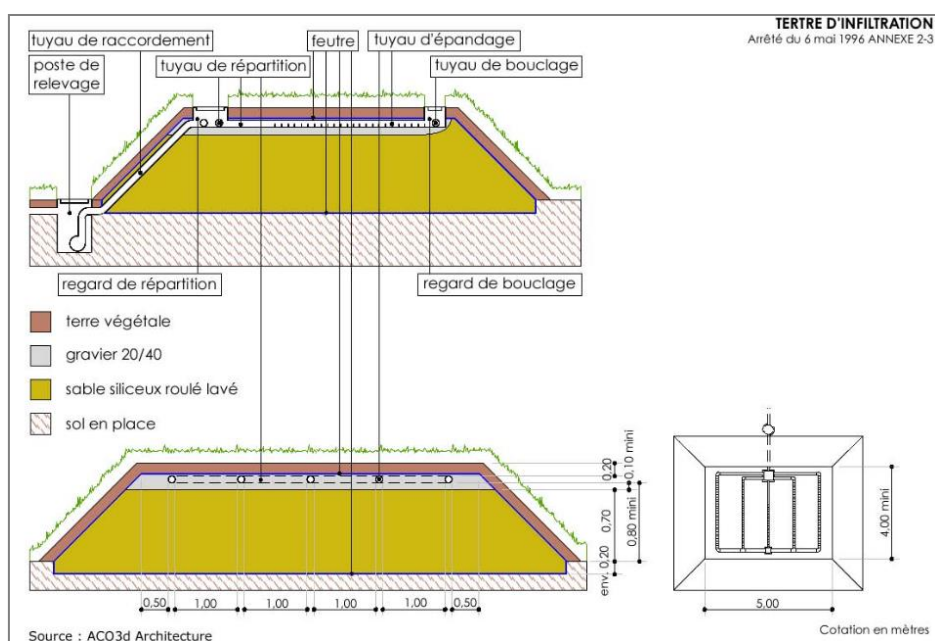


Figure 14 : Schéma d'un tertre d'infiltration (source : cc-hucqueliers.fr)

6.2.2.3.1.2 Filière agréées

Le traitement des eaux usées domestiques peut également être réalisé par des dispositifs agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement.

Le choix de ce type de filière ne dispense toutefois pas d'une étude hydrogéologique à la parcelle pour définir le dimensionnement des systèmes d'évacuation/infiltration et le degré de perméabilité du sol en place.

Seuls les dispositifs agréés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement seront acceptés.

Une installation non agréée sera jugée non conforme ou reconnue comme simple système de prétraitement.

- **Les filières compactes :**

Ces dispositifs sont préconisés lorsque la surface disponible n'est pas suffisante pour une filière traditionnelle ou que le sol présente une perméabilité inférieure à 15mm/h (les sols argileux ou imperméables). C'est l'équivalent d'un lit filtrant vertical drainé.

Tout comme une filière d'assainissement non collectif dite « classique », une filière compacte est initialement conçue pour traiter les effluents domestiques d'une habitation qui ne bénéficie pas de l'assainissement collectif.

Placé dans une coque étanche, une matière granuleuse épuratrice (type zéolithe ou coco) reproduit les mécanismes épuratoires du sable. Grâce à une forte capacité d'absorption des effluents, les espaces libres entre les éléments granulaires favorisent une oxygénation des microorganismes aérophiles qui réalisent une épuration plus efficace. De ce fait, les filières compactes peuvent se permettre de réduire leur dimensionnement.

- **Les microstations :**

Les microstations d'épuration biologiques ont pour principal avantage de réaliser la totalité des étapes du prétraitement et du traitement au sein d'un seul et unique dispositif ou unité étanche qu'elles constituent. Ainsi, un seul et même compartiment assure une phase de prétraitement par décantation primaire, une phase de traitement par bioréaction et une phase de décantation secondaire et de clarification. Ces deux dernières phases peuvent être effectuées à l'intérieur de deux cuves ou compartiments bien distincts ou réunies dans un seul compartiment avec une temporisation horaire.

- **Les filtres plantés de roseaux :**

Un système de filtration par un lit planté de roseaux est un procédé biologique basé sur la percolation de l'eau usée. Ce procédé consiste à faire circuler gravitairement les effluents domestiques au travers de massifs filtrants contenus dans des bassins successifs aménagés en paliers et colonisés par des bactéries qui assurent l'activité épuratoire. Ces massifs filtrants sont composés de minéraux et de végétaux. Ce système de traitement n'est pas reconnu par la norme 12566.

- **Liste des dispositifs agréés par publication au journal officiel :**

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques.

La liste complète est consultable à l'adresse suivante :

www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr

6.2.2.4 Entretien des installations

L'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif autonome est un élément prépondérant de leur bon fonctionnement.

Les justifications de ces opérations doivent être fournies aux agents du SPANC.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents présentés ci-après.

Tableau 16 : Entretien préconisé à effectuer

Equipement	Objectif de l'entretien	Action d'entretien	Périodicité
Fosse toutes eaux	Eviter tout entraînement ou tout débordement des boues et des flottants	Vidange	Conseillée au moins tous les 4 ans
Bac dégraisseur	Eviter toute obstruction, sortie de graisse ou de matières sédimentaires	Nettoyage, vidange, curage	Au moins tous les 6 mois

6.2.3 DELAIS DE MISE EN CONFORMITE DANS LES ZONES A ENJEUX SANITAIRES OU ENVIRONNEMENTAUX

Dans les zones à enjeux sanitaires ou environnementaux définies par l'article 2 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, les délais de mise en conformité des installations d'assainissement non collectif sont les suivants.

Tableau 17 : Délais de mise en conformité des installations d'ANC définis dans l'arrêté du 27 avril 2012

Problèmes constatés sur l'installation	Zones à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
Absence d'installation	Non-respect de l'article L. 1331-1-1 du Code de la Santé Publique - Mise en demeure de réaliser une installation conforme, - Travaux à réaliser dans les meilleurs délais.		
- Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes), - Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation, - Implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.	Installation non conforme Article 4 – cas a) - Travaux obligatoires sous 4 ans, - Travaux dans un délai de 1 an si vente.		
- Installation incomplète, - Installation significativement sous-dimensionnée, - Installation présentant des dysfonctionnements majeurs.	Installation non conforme Article 4 - cas c) Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme Article 4 - cas a) - Travaux obligatoires sous 4 ans - Travaux dans un délai de 1 an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré Article 4 - cas b) - Travaux obligatoires sous 4 ans - Travaux dans un délai de 1 an si vente
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs.	Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation		

7 PROGRAMME DE TRAVAUX

7.1 EXTENSIONS DE RESEAU

Il n'est pas prévu d'extensions du réseau d'assainissement collectif sur le territoire communal de Gras.

7.2 RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le Schéma Directeur d'Assainissement a permis d'établir un programme de travaux hiérarchisé notamment pour la réduction des eaux claires parasites permanentes et météoriques entraînant ponctuellement une surcharge hydraulique dans les réseaux d'assainissement.

Compte tenu des investissements à mettre en œuvre et de la capacité d'autofinancement de la CCDRAGA, il est proposé la réalisation d'un programme de travaux sur **10 ans**, soit jusqu'en **2034**.

L'échéancier du programme de travaux présenté ci-après prend en compte une répartition des travaux jusqu'en 2031 selon 3 priorités :

- ✓ **Priorité 1** : Travaux programmés entre 2025, 2026 et 2027;
- ✓ **Priorité 2** : Travaux programmés entre 2028, 2029 et 2030;
- ✓ **Priorité 3** : Travaux programmés entre 2031 et 2034.

Le programme de travaux permettant de répondre à ces problématiques est présenté ci-après.

Seuls les coûts à la charge de la collectivité sont affichés dans ce programme de travaux (les autres opérations disposent de la mention « pm »).

Les coûts présentés ne prennent pas en compte les coûts d'exploitation, coûts annexes et éventuelles plus-values (dépose amiante-ciment par exemple). Ils représentent des estimations et pourront être optimisés, notamment lors des études d'avant-projet spécifiques à chaque opération.

Le programme de travaux prend en compte les solutions les plus adaptées d'après les éléments disponibles au stade de son élaboration.

Tableau 18 : Programme de travaux - proposition d'échéancier

Opération	Priorité	Coût sans subventions	2023 pour mémoire	2024 pour mémoire	2025	2026-2027	2028-2030	2031-2034
Travaux d'amélioration du système d'assainissement								
Restructuration du réseau de collecte du village - travaux sur les réseaux Création d'un PR et de 150 ml de réseau de refoulement Création de 250 ml de réseau gravitaire	3	181 000 € HT			-	-		181 000 € HT
Restructuration du réseau de collecte du village - STEP Création d'une nouvelle STEP	3	278 000 € HT			-	-		278 000 € HT
Sous total - Travaux d'amélioration du système d'assainissement		459 000 € HT			0 € HT	0 € HT	0 € HT	459 000 € HT
TOTAL PROGRAMME DE TRAVAUX - COMMUNE DE GRAS		459 000 € HT			0 € HT	0 € HT	0 € HT	459 000 € HT

PROGRAMME DE TRAVAUX

Le programme de travaux est ainsi évalué à 459 000 € HT.

Il est rappelé que les coûts de travaux donnés représentent **des estimations**. Ces coûts seront optimisés lors des études d'avant-projet, spécifiques à chaque opération.

7.3 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.3.1 REHABILITATION DES DISPOSITIFS NON CONFORMES

Sur les zones d'assainissement non collectif, la diminution des rejets diffus dans le milieu naturel passe par la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif présentant des dysfonctionnements ou non conformes à la réglementation. Il est notamment primordial de supprimer tous les rejets directs dans les cours d'eau et dans les sols (avec ou sans prétraitement en fosse septique ou toutes eaux).

Les installations révélées non conformes devront ainsi faire l'objet, après contrôles, de travaux correctifs selon un délai fixé par le SPANC.

7.3.2 INVESTISSEMENTS

Les frais d'investissement et d'amortissement des installations sont à la charge des propriétaires.

Le coût moyen hors taxe, pose comprise, d'un dispositif complet avec fosse toutes eaux et massif filtrant est estimé de 8 000 à 11 000 € HT (filières classiques de type épandage ou filtre à sable non drainé).

Dans un contexte défavorable (fortes contraintes d'espace, de topographie, de nature ou d'occupation des sols, de milieu récepteur, ...), ces coûts peuvent aller jusqu'à 15 000 € HT par installation

7.3.3 MISE EN CONFORMITE

Les frais de mise en conformité des installations sont à la charge des propriétaires.

7.3.4 ENTRETIEN

L'entretien recouvre essentiellement la vidange de la fosse toutes eaux, mais aussi celle du bac à graisse et autres opérations telles que le nettoyage ou le remplacement du matériau du préfiltre et le curage de certaines canalisations.

A titre indicatif, la vidange d'une fosse septique ou d'une fosse toutes eaux, qui doit être réalisée au moins tous les 4 ans, ou lorsque la fosse est remplie à 50 %, se situe dans une fourchette de 300 € TTC par opération.

A noter que les fréquences d'entretien seront beaucoup plus rapprochées dans le cas de certaines filières agréées (microstations, ...).

7.3.5 PERIODICITE DES CONTROLES

Le contrôle périodique des installations d'ANC est réalisé suivant les modalités définies dans le règlement du SPANC de la CC DRAGA, et selon une fréquence minimale de 10 ans.

8 ANNEXES

8.1 ANNEXE 1 : PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

8.2 ANNEXE 2 : PLAN DU PROGRAMME DE TRAVAUX

8.3 ANNEXE 3 : ARRETE DE DUP – FORAGES DE GERIGE

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE (07)



COMMUNAUTE DE COMMUNES DU
RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE

ELABORATION D'UNE ETUDE DIAGNOSTIQUE ET D'UN
SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE DES EAUX PLUVIALES DE LA COMMUNE DE
GRAS

NOTICE EXPLICATIVE



SIEGE

6, Rue Grolée
69289 LYON Cédex 02

Téléphone : 04-72-32-56-00
Télécopie : 04-78-38-37-85

EURYECE

ZI Bois des Lots- 10 Allée des Gonsards
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24

Avec la participation de :



ardèche
LE DEPARTEMENT

GROUPE MERLIN/Réf doc : 13190015-ER1-ETU-ME-1-152

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	C. SAGE/ F. ROUCHIER	S. DOLLÉ	22/12/2023	Création
B	E. FAURE	S. DOLLÉ	20/03/2024	Mise à jour suite aux remarques du M.O

SOMMAIRE

1	CONTEXTE DE LA COMMUNE DE GRAS	5
1.1	CLIMATOLOGIE	5
1.2	OCCUPATION DES SOLS	6
1.3	RELIEF ET TOPOGRAPHIE	8
1.4	CONTEXTE GEOLOGIQUE	9
1.5	HYDROGEOLOGIE	9
1.6	HYDROGRAPHIE	12
1.7	CONTEXTE PEDOLOGIQUE ET PERMEABILITE DES SOLS	12
1.8	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CULTURELS SUR LE TERRITOIRE	13
1.9	ENJEUX SANITAIRES SUR LE TERRITOIRE	13
1.10	GESTION DES EAUX PLUVIALES	14
1.10.1	GENERALITES	14
1.10.2	CARACTERISTIQUES DU RESEAU	15
2	ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES - CONTEXTE ADMINISTRATIF	16
2.1	CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	16
2.2	CODE DE L'URBANISME	16
2.3	CODE DE L'ENVIRONNEMENT	17
2.4	NORME 752-2	17
2.5	DOCUMENTS D'ORIENTATION	19
2.5.1	PREAMBULE	19
2.5.2	DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU (DCE)	19
2.5.3	SDAGE RHONE MEDITERRANEE 2022-2027	21
2.5.4	SAGE ARDECHE	26
2.5.5	CONTRAT DE MILIEU ARDECHE	27
3	OBJECTIFS ET PRECONISATIONS DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES	28
3.1	COMPENSATION DES IMPERMEABILISATIONS NOUVELLES	28
3.2	TECHNIQUES ALTERNATIVES A L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL	28
3.3	GESTION DES VALLONS, FOSSES ET RESEAUX - MESURES CONSERVATOIRES PORTANTS SUR LES AXES HYDRAULIQUES	29
3.4	MESURES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES EAUX PLUVIALES	30
4	OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS	31
4.1	REGLES DE BASE APPLICABLES AUX EAUX PLUVIALES	31
4.1.1	DROITS DE PROPRIETE	31
4.1.2	SERVITUDES D'ECOULEMENT	31
4.1.3	RESEAUX PUBLICS DES COLLECTIVITES	31
4.2	CONTROLES	32
4.2.1	INSTRUCTION DES DOSSIERS	32
4.2.2	SUIVI DES TRAVAUX	32
4.2.3	CONTROLE DE CONFORMITE A LA MISE EN SERVICE	32
4.2.4	CONTROLE DES OUVRAGES PLUVIAUX EN PHASE D'EXPLOITATION	32
5	TRAITEMENT DE LA POLLUTION DES EAUX PLUVIALES	33
5.1	GENERALITES	33
5.2	PREVENTION DES POLLUTIONS	33
6	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES A RESPECTER	34
6.1	RESEAU DE COLLECTE	34
6.2	REJETS AU MILIEU NATUREL	34
6.3	SURVERSE ET TROP PLEIN	34
6.4	SECURITE POUR BASSIN EN REMBLAI	34
6.5	REGLES GENERALES POUR UNE RETENTION TEMPORAIRE	34
6.6	REGLES DANS LE CAS D'UNE INFILTRATION	35

7	DIMENSIONNEMENT ET ZONAGE EAUX PLUVIALES	36
7.1	GENERALITES.....	36
7.1.1	<i>RAPPEL - A QUI S'ADRESSE LE ZONAGE EAUX PLUVIALES.....</i>	<i>36</i>
7.1.2	<i>PROJETS RELEVANT D'UNE INSTRUCTION DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES (DDT07) – SURFACE D'APPORT SUPERIEURE A 1 HA.....</i>	<i>36</i>
7.1.3	<i>PROJETS RELEVANT D'UNE INSTRUCTION DE LA COLLECTIVITE – SURFACE D'APPORT INFERIEURE A 1 HA</i>	<i>36</i>
7.1.4	<i>AUTRES PROJETS D'AMENAGEMENT</i>	<i>36</i>
7.1.5	<i>DETERMINATION DE LA SURFACE D'APPORT DES EAUX PLUVIALES.....</i>	<i>37</i>
7.2	PRISE EN COMPTE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES DANS LES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME.....	37
7.3	DETERMINATION DES PARAMETRES NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA METHODE DES PLUIES.....	40
7.3.1	<i>APPLICATION DE LA METHODE DES PLUIES.....</i>	<i>40</i>
7.3.2	<i>STATION METEO DE REFERENCE.....</i>	<i>42</i>
7.3.3	<i>CHOIX DE LA PERIODE DE RETOUR RETENUE</i>	<i>42</i>
7.3.4	<i>DETERMINATION DU COEFFICIENT DE RUISSELLEMENT</i>	<i>42</i>
7.3.5	<i>DETERMINATION DU DEBIT DE FUITE DES OUVRAGES.....</i>	<i>43</i>
8	PLAN DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES	46
9	ANNEXES	47
9.1	ANNEXE 1 : SCHEMAS DE PRINCIPE DES OUVRAGES DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	47
9.2	ANNEXE 2 : SOLUTIONS COMPLEMENTAIRES AUX OUVRAGES DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	48
9.3	ANNEXE 3 : ARRETE DE DUP – FORAGES DE GERIGE	49

Table des Tableaux

TABLEAU 1 : MASSES D'EAU SOUTERRAINES PRESENTES SUR LA COMMUNE DE GRAS (D'APRES DONNEES SDAGE 2022-2027).....	11
TABLEAU 2 : LISTING DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CULTURELS DU TERRITOIRE	13
TABLEAU 3 : RUBRIQUE CONCERNEE DE LA NOMENCLATURE DES OPERATIONS RELEVANT DES ARTICLES L.214-1 A L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	17
TABLEAU 4 : FREQUENCE DE MISE EN CHARGE ET D'INONDATION SELON LES ZONES	18
TABLEAU 5 : OBJECTIFS D'ETAT DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES PRESENTES DANS LE SECTEUR D'ETUDE (SDAGE 2022-2027)	23
TABLEAU 6 : REFERENCES DES STATIONS DE SUIVI DU RHONE A PROXIMITE DE LA ZONE D'ETUDE (SOURCE : NAÏADES)	24
TABLEAU 7 : OBJECTIFS D'ETAT DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES PRESENTES DANS LE SECTEUR D'ETUDE (SDAGE 2022-2027)	25
TABLEAU 8 : PRISE EN COMPTE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES DANS LES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME - GENERALITES	38
TABLEAU 9 : PRISE EN COMPTE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES DANS LES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME - REGLEMENT	39
TABLEAU 10 : COEFFICIENTS DE RUISSELLEMENT POUR TERRAINS NATURELS.....	42
TABLEAU 11 : COEFFICIENTS DE RUISSELLEMENT POUR TERRAINS URBANISES	43

Table des Figures et Illustrations

FIGURE 1 : EVOLUTION DES PRECIPITATIONS MENSUELLES (STATION DE MONTELIMAR – DONNEES METEO FRANCE 1991-2020).....	5
FIGURE 2 : PART DES DIFFERENTS TYPES D'OCCUPATION DES SOLS SUR LE TERRITOIRE (CLC 2012).....	6
FIGURE 3 : OCCUPATION DES SOLS SUR LE TERRITOIRE DE LA CC DRAGA (CLC 2012)	7
FIGURE 4 : RELIEF DU TERRITOIRE COMMUNAL DE GRAS	8
FIGURE 5 : CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE SUR LA COMMUNE DE GRAS (D'APRES DONNEES SDAGE 2022-2027)	10
FIGURE 6 : SENSIBILITE AUX REMONTEES DE NAPPE SUR LA COMMUNE DE GRAS.....	11
FIGURE 7 : VALEURS DE PERMEABILITES MEASUREES SUR LE TERRITOIRE (D'APRES DONNEES SPANC)	12
FIGURE 8 : REPARTITION DU LINEAIRE DE RESEAU EP PAR COMMUNE (EXTRAIT RAPPORT DE PHASE 1 DU SDA)	15
FIGURE 9 : SYNTHESE DES OUTILS ET DOCUMENTS APPLICABLES A LA GESTION DE L'EAU SELON LE TERRITOIRE	19
FIGURE 10 : NOTION DE BON ETAT POUR LES EAUX SOUTERRAINES.....	20
FIGURE 11 : SITUATION DU TERRITOIRE PAR RAPPORT AU SAGE ARDECHE (D'APRES DONNEES FOURNIES PAR LA CC DRAGA)	26
FIGURE 12 : DETERMINATION DU BASSIN VERSANT INTERCEPTE.....	37
FIGURE 13 : EVOLUTION DE LA HAUTEUR D'EAU PRECIPITEE ET ESTIMATION PAR LA METHODE DES PLUIES DES HAUTEURS D'EAU EVACUEES.....	40
FIGURE 14 : ORDRES DE GRANDEUR DU COEFFICIENT DE PERMEABILITE K EN FONCTION DE LA GRANULOMETRIE DES SOLS.....	44

1 CONTEXTE DE LA COMMUNE DE GRAS

Cette partie vise à présenter de manière synthétique l'analyse de l'état initial réalisée dans le rapport de phase 1 « données de cadrage, pré-diagnostic et synthèse » du Schéma Directeur d'Assainissement de la communauté de communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche, et plus particulièrement les éléments de ce rapport relatifs aux eaux pluviales (partie 7 de ce rapport notamment). Pour plus de détails, il convient de se référer à ce document.

1.1 CLIMATOLOGIE

Source : Météo France (consultée en 05/2023)

Les données climatologiques sont issues de la station de Montélimar à environ 10 km au nord-est de la zone d'étude.

La région de Montélimar est dotée d'un climat à caractère méditerranéen, avec des hivers doux, des étés chauds, des précipitations automnales abondantes et à caractère orageux. Ces précipitations peuvent également intervenir au printemps. Le mistral, vent du nord, suit le couloir rhodanien et accentue la sécheresse des vallées tandis que le vent du sud apporte la pluie.

Les précipitations moyennes annuelles sont de 920 mm. La saison pluvieuse se situe en automne avec des précipitations moyennes de 133 mm au mois d'octobre. La saison sèche est présente en été avec des moyennes de 55 mm au mois de juillet en particulier. Les précipitations hivernales tendent à diminuer sur les dernières données disponibles (mois de février notamment).

Les précipitations, relativement importantes, interviennent souvent sous forme d'orages brefs et violents.

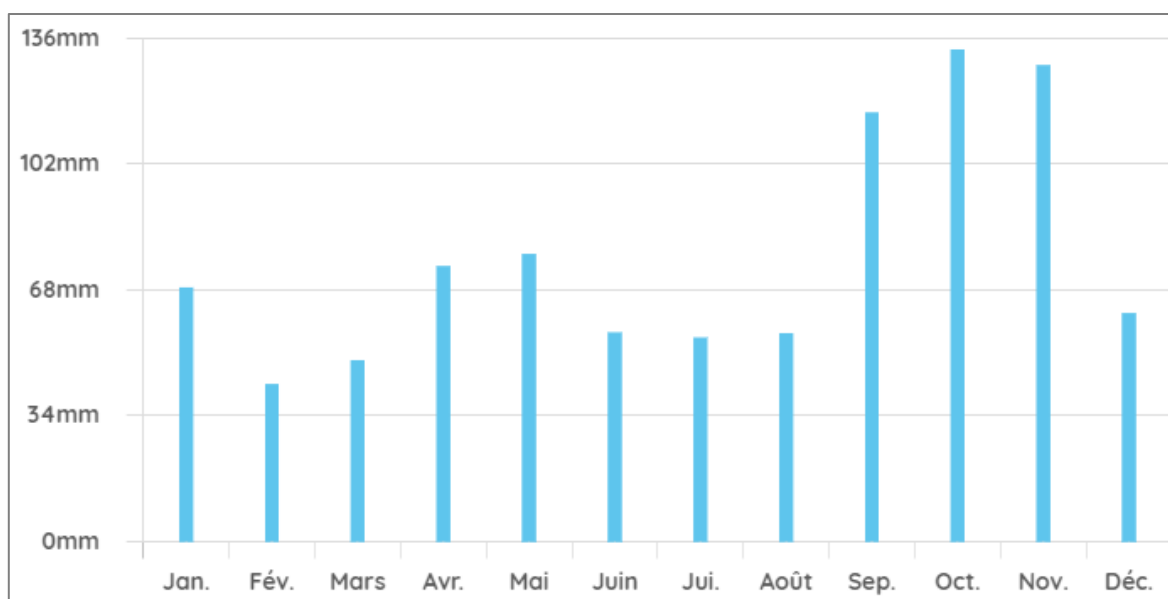


Figure 1 : Evolution des précipitations mensuelles (Station de Montélimar – Données Météo France 1991-2020)

1.2 OCCUPATION DES SOLS

Source : Corine Land Cover 2012

L'occupation des sols sur le territoire est présentée ci-après via la base de données « Corine Land Cover 2012 ». Les données traduisent la présence d'une zone forestière prédominante (plus de 45 % du territoire), en particulier sur les hauteurs.

Les zones urbaines sont localisées globalement à proximité du Rhône et de l'Ardèche, en bordures sud et est du territoire.

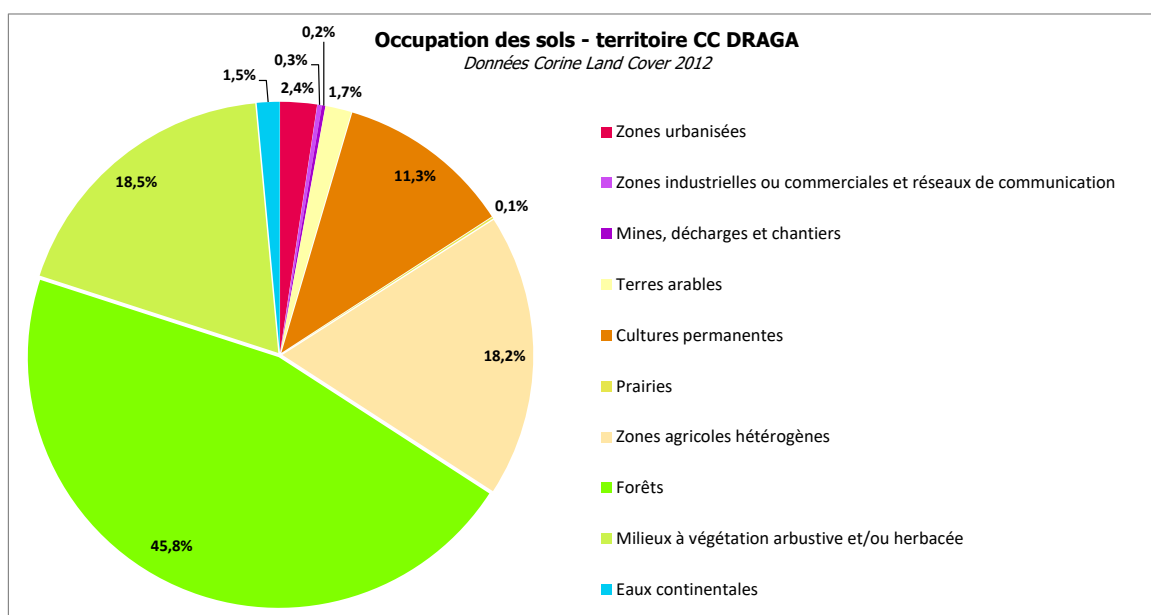


Figure 2 : Part des différents types d'occupation des sols sur le territoire (CLC 2012)

Gras présente une part majoritaire de forêts et de milieux à végétation arbustive et/ ou herbacée.

La figure suivante présente de manière générale l'occupation des sols sur la CC DRAGA.

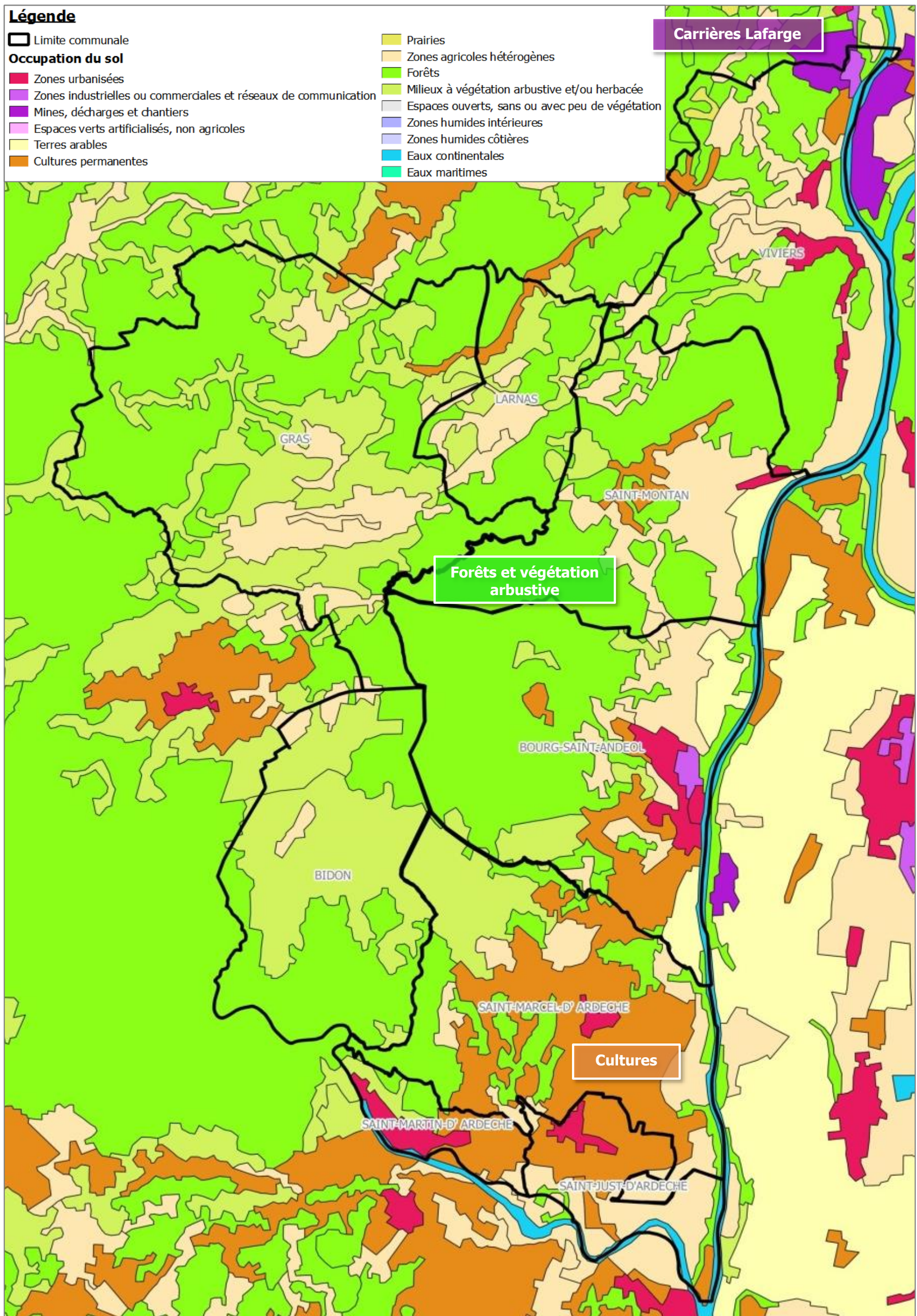


Figure 3 : Occupation des sols sur le territoire de la CC DRAGA (CLC 2012)

1.3 RELIEF ET TOPOGRAPHIE

La commune de Gras est caractérisée par un relief marqué, avec notamment la présence de la Dent de Rez, point culminant du territoire.

Ainsi, les altitudes les plus faibles sont observées le long de La Nègue et de la Conche, et des différents cours d'eau (environ 120 m NGF au plus bas). Les plus élevées sont observées en partie ouest du territoire avec des altitudes maximales dépassant les 700 m NGF.

Les pentages naturels observés sont de direction Ouest/Est.

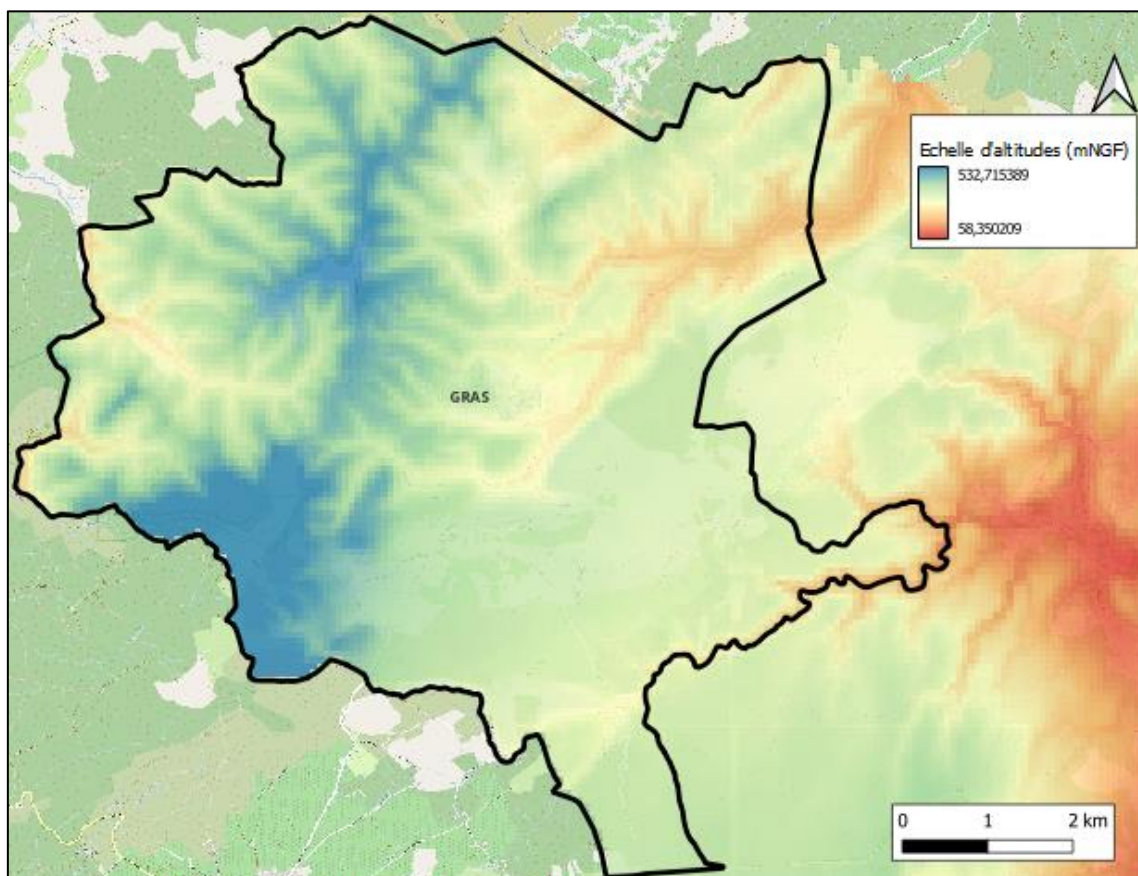


Figure 4 : Relief du territoire communal de Gras

1.4 CONTEXTE GEOLOGIQUE

Sources : Infoterre (BRGM)

De manière générale, le territoire de la CC DRAGA est caractérisé par un vaste plateau marno-calcaire à l'ouest, présentant un abaissement topographique à l'est, en direction du Rhône, au niveau duquel le substratum s'enchaîne sous des alluvions fluviales (différents niveaux de terrasses).

La commune de Gras est répartie sur plusieurs formations géologiques qui sont présentées ci-dessous :

- Epaissement local (Gras, Marnas) du faciès marneux (Barrémien inférieur-Crétacé)
- Calcaires à Rudistes, calcarénites (Barrémien supérieur, faciès urgonien-Crétacé)
- Calcaires à Rudistes, calcarénites (Barrémien inférieur, faciès urgonien-Crétacé)
- Calcaires marneux à Ammonites (Barrémien inférieur-Crétacé)
- Marnes et alternance marno-calcaires (Hauterivien supérieur-Néocomien-Crétacé)
- Complexe éluvio-colluviaux superficiels des dépressions à substratum marno-calcaire (Quaternaire)
- Calcaires à Rudistes, biocalcarénites (Bédoulien basal-Barrmien terminal, faciès urgonien-Crétacé)
- Calcaires à Rudistes, biocalcarénites (Bédoulien inférieur, faciès urgonien-Crétacé)

1.5 HYDROGEOLOGIE

Sources : Infoterre (BRGM), SDAGE 2022-2027

La commune de Gras est concernée par plusieurs masses d'eau souterraines recensées sur son territoire, localisées sur la figure suivante.

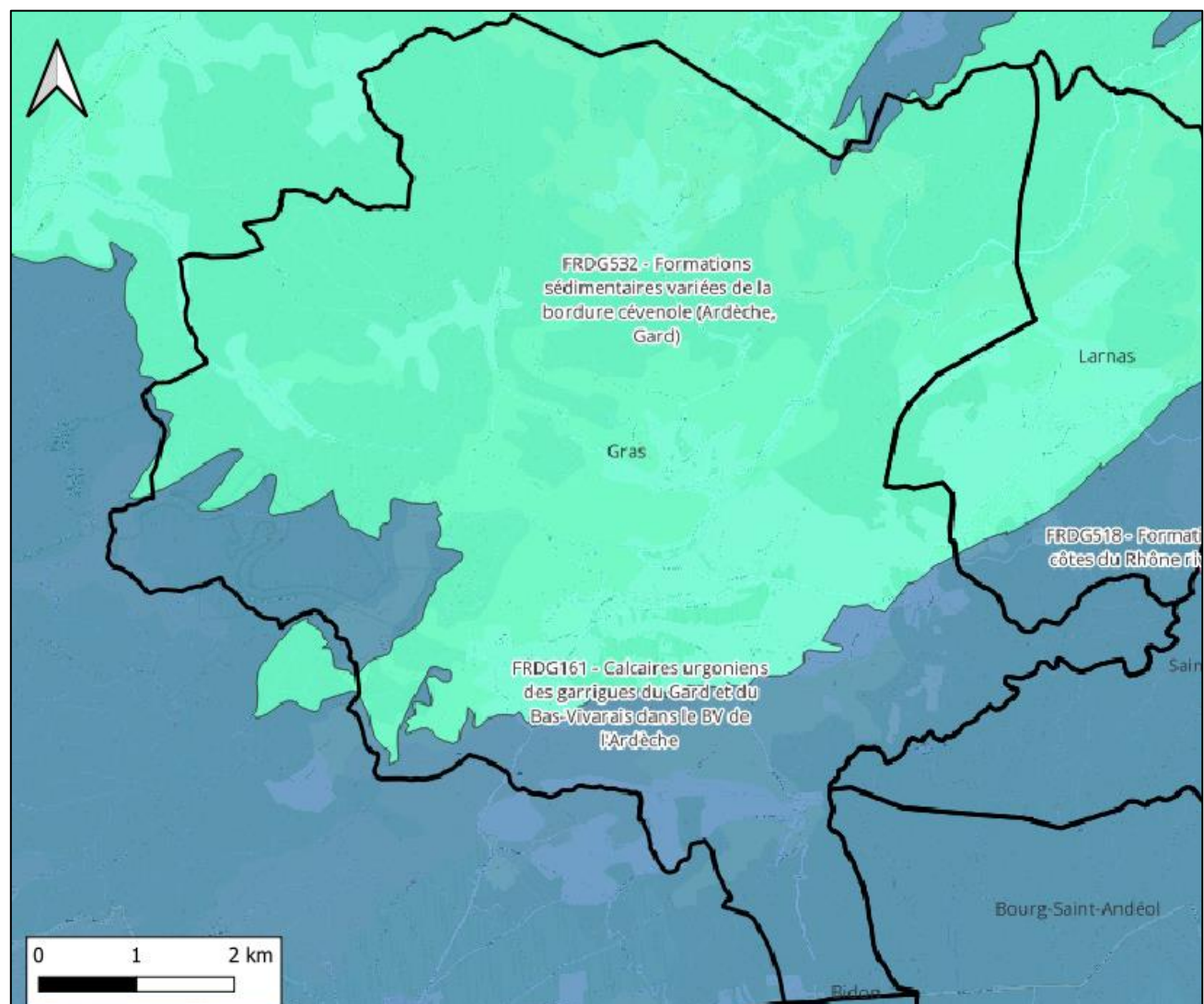


Figure 5 : Contexte hydrogéologique sur la commune de Gras (d'après données SDAGE 2022-2027)

Les caractéristiques de ces différentes masses d'eau souterraines sont présentées au sein du tableau suivant.

Tableau 1 : Masses d'eau souterraines présentes sur la commune de Gras (d'après données SDAGE 2022-2027)

Niveau de la masse d'eau souterraine	Code européen	Nom de la masse d'eau
1	FRDG161	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas-Vivarais dans le BV de l'Ardèche
Affleurant	FRDG532	Formations sédimentaires variées de la bordure cévenole (Ardèche, Gard)

Lors d'événements pluvieux exceptionnels, une recharge de ces nappes d'eau peut entraîner leur remontée jusqu'à la surface du sol.

La figure suivante présente la sensibilité aux remontées de nappe sur le territoire.

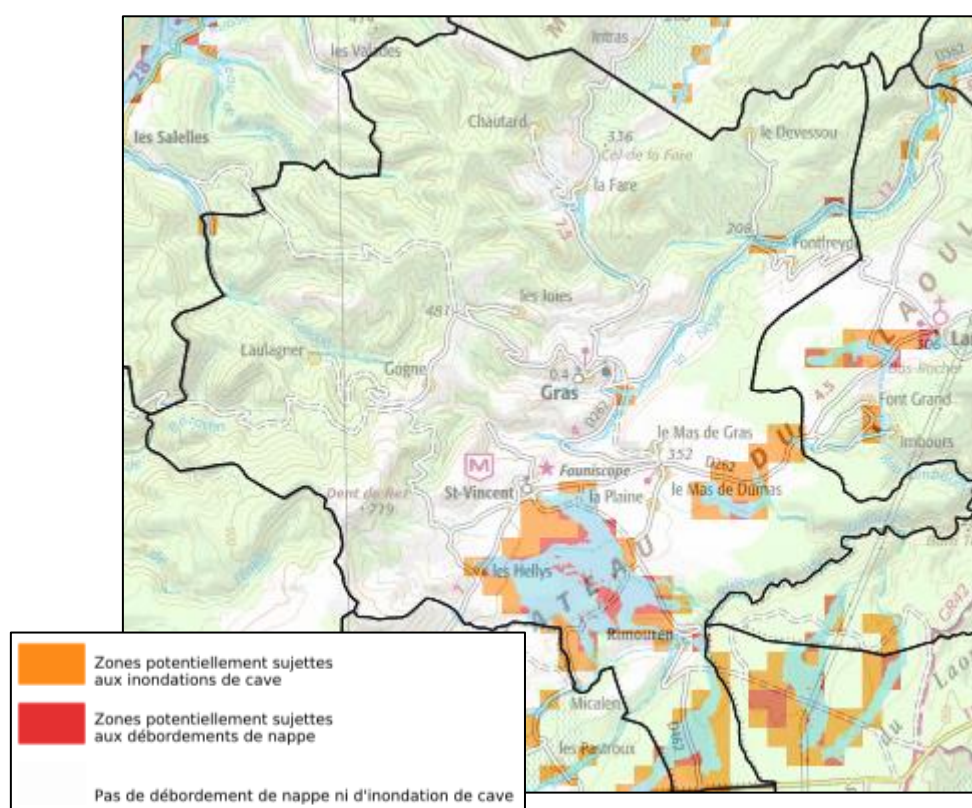


Figure 6 : Sensibilité aux remontées de nappe sur la commune de Gras
(source : Infoterre)

Sur le secteur d'étude, l'aléa est plus marqué au sud-est de la commune.

La commune n'est concernée par aucun PPRI.

1.6 HYDROGRAPHIE

Sources : Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse, DREAL

La commune de Gras est traversée par différents cours d'eau affluents du Rhône. En particulier, le territoire communal recense les cours d'eau suivants :

- « L'Escoutay de sa source au Rhône, La Nègue » – FRDR427 qui traverse la commune ;
- « Ruisseau le Dardaillon » - FRDR11608 qui prend sa source au nord du territoire ;
- « Rivière de la Conche » - FRDR10065a qui longe la limite est de la commune.

D'autres cours d'eau sans toponymes ou non recensés dans le SDAGE 2022-2027 sont également présents sur le territoire communal, comme le Gardon et le ruisseau de Chanterane.

Gras compte 3 stations d'épurations sur son territoire. Les rejets de la STEP de Gras « Nord » sont effectués vers le ruisseau de la Chadenière (affluent de La Nègue qui rejoint ensuite l'Escoutay), ceux de la STEP Gras « Sud » vers le ruisseau Combe de Croze (affluent de La Nègue) et ceux de la STEP Gras « Rimouren » vers la rivière de la Conche. L'ensemble de ces cours d'eau sont affluents du Rhône au niveau de la masse d'eau enregistrée dans le cadre du SDAGE comme « **Le Rhône de Donzère** » (FRDR2007e – cf. paragraphe 2.5.3).

1.7 CONTEXTE PEDOLOGIQUE ET PERMEABILITE DES SOLS

Le contexte pédologique sur le territoire est détaillé au sein du rapport de phase 1 du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA), et notamment dans sa partie 6 dédiée à l'assainissement non collectif, en particulier au 6.3 « Aptitude des sols à l'assainissement non collectif ».

De manière générale, les données disponibles auprès du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), géré par la CC DRAGA, font état de perméabilités des sols globalement favorables à l'infiltration. Le graphique suivant présente les perméabilités mesurées sur les 257 parcelles pour lesquelles des valeurs sont disponibles. La moyenne de ces valeurs s'établit à 75 mm/h.

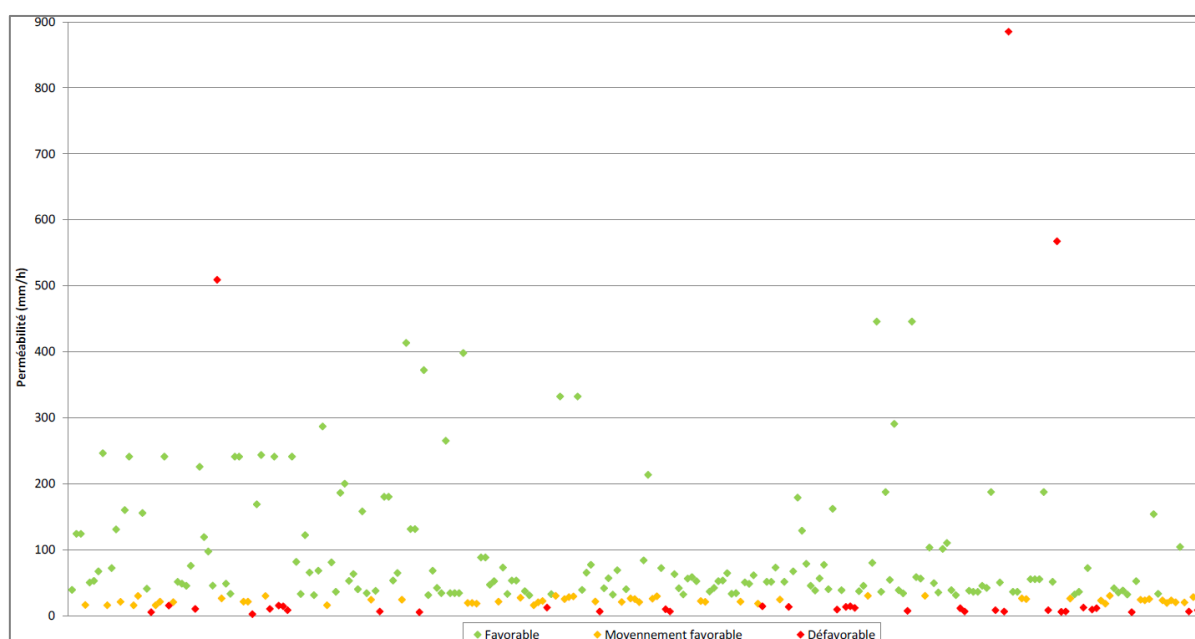


Figure 7 : Valeurs de perméabilités mesurées sur le territoire (d'après données SPANC)

1.8 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CULTURELS SUR LE TERRITOIRE

Le tableau suivant caractérise les enjeux environnementaux et culturels présents sur la commune de Gras.

Tableau 2 : Listing des enjeux environnementaux et culturels du territoire

Enjeux environnementaux	Commune de Gras
ZNIEFF de type I	820030234 - Gorges du Rimouren 820030201 - Massif de la Dent de Rez 820030256 - Prairie de la Plaine 820030232 - Landes et pelouses des Chalans 820030237 - Plateau de Larnas 820030179 - Cours supérieur de la Nègue et ses affluents
ZNIEFF de type II	820030217 - Ensemble septentrional des plateaux calcaires du Bas-Vivarais
ZNIEFF géologique	Néant
Zones humides	07CRENcl0250 – Le Rimouren 1 07FDP0406 – Les Prés du Vert P 07SGGA0003 07SGGA0004 07CRENcl0341 – Nègue T1 07CRENcl0342 – Nègue T2 07CRENcl0343 – Nègue T3
Inventaire des arrêtés de biotope	APPB036 – Massif de la Dent de Rez
Natura 2000 – Habitats	FR8201654 – Basse Ardèche urgonienne
Natura 2000 – Oiseaux	FR8210114 – Basse Ardèche
Sites classés	Néant
Sites inscrits	Chapelle du cimetière Eglise Notre-Dame de l'Assomption
Zones vulnérables aux nitrates	Néant
Zones d'action anguille	Zone d'action pour l'anguille sur FRDR10065a (en aval du territoire communal)
Cours d'eau de 1ère catégorie piscicole	Néant
Cours d'eau « réservoir biologique »	RBioD00468 – L'Escoutay et ses affluents exceptés les ruisseaux de Téoulemaie, la Dardaillon et de la Couronne

1.9 ENJEUX SANITAIRES SUR LE TERRITOIRE

Le territoire communal de Gras est concerné par sur certaines zones par le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) du forage de Gérige (Bourg St Andéol), notamment sur les secteurs des avens de Courèges, de l'Espoir, des Hellys, Vincent, et du hameau de Rimouren. Les zones établies dans l'arrêté de DUP ainsi que les prescriptions associées, sont disponibles en annexe.

1.10 GESTION DES EAUX PLUVIALES

1.10.1 GENERALITES

La délibération en date du 22/11/2018 définit de la manière suivante les compétences exercées par la CC DRAGA concernant la gestion des eaux pluviales :

- exploitation et entretien des canalisations d'assainissement des eaux pluviales séparatives en zones urbaines ;
- études et travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement collectifs existants ;
- études et travaux d'extension ou de renouvellement des canalisations d'assainissement des eaux pluviales conjointement à une extension ou un renouvellement de réseau d'assainissement collectifs des eaux usées ;
- élaboration d'une étude « diagnostic » et d'un schéma directeur d'assainissement pluvial.

La gestion des eaux pluviales concernant les réseaux entrant dans le champ de compétences de la CC DRAGA, est présentée au sein du rapport de phase 1 du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA), et notamment dans sa partie 7 dédiée à cet aspect.

Le plan du réseau d'eaux pluviales (EP) établi dans le cadre de cette phase 1 et annexé au rapport, a été établi sur la base des investigations de terrain et des levés topographiques réalisés par EURYECE, qui ont notamment permis :

- de corriger et compléter si nécessaire les plans des réseaux EP fournis au démarrage de l'étude ;
- d'appréhender le fonctionnement de l'évacuation des eaux pluviales et l'organisation générale des réseaux ;
- de relever et cartographier les réseaux d'assainissement des eaux pluviales ;
- de déterminer et de préciser le comportement des bassins versants et des cours d'eau en relation avec le réseau d'eaux pluviales ;
- de recenser les premiers dysfonctionnements sur le réseau d'eaux pluviales.

De manière générale sur le territoire intercommunal, l'évacuation des eaux pluviales est réalisée sur les principales zones urbaines par différents réseaux de collecte, qui rejoignent ensuite principalement le Rhône ou l'Ardèche.

En dehors de ces zones, les eaux pluviales sont gérées par différents fossés rejoignant directement les cours d'eau du territoire, donc indépendants du réseau de collecte principal.

Par ailleurs :

- Certaines zones en centre-ville ne disposent pas de réseau de collecte.
L'évacuation des eaux pluviales s'effectue ainsi par ruissellement sur la chaussée ou de petits caniveaux. Ces eaux de ruissellement rejoignent ensuite le réseau de collecte de la commune concernée, ou directement les cours d'eau constituant les milieux récepteurs.
- Plusieurs lotissements disposent d'un réseau de collecte indépendant où les eaux pluviales sont gérées via des bassins ou des puits perdus.

1.10.2 CARACTERISTIQUES DU RESEAU

Les réseaux EP stricts recensés sur le territoire de la CC DRAGA représentent environ 24 km, répartis de la manière suivante :

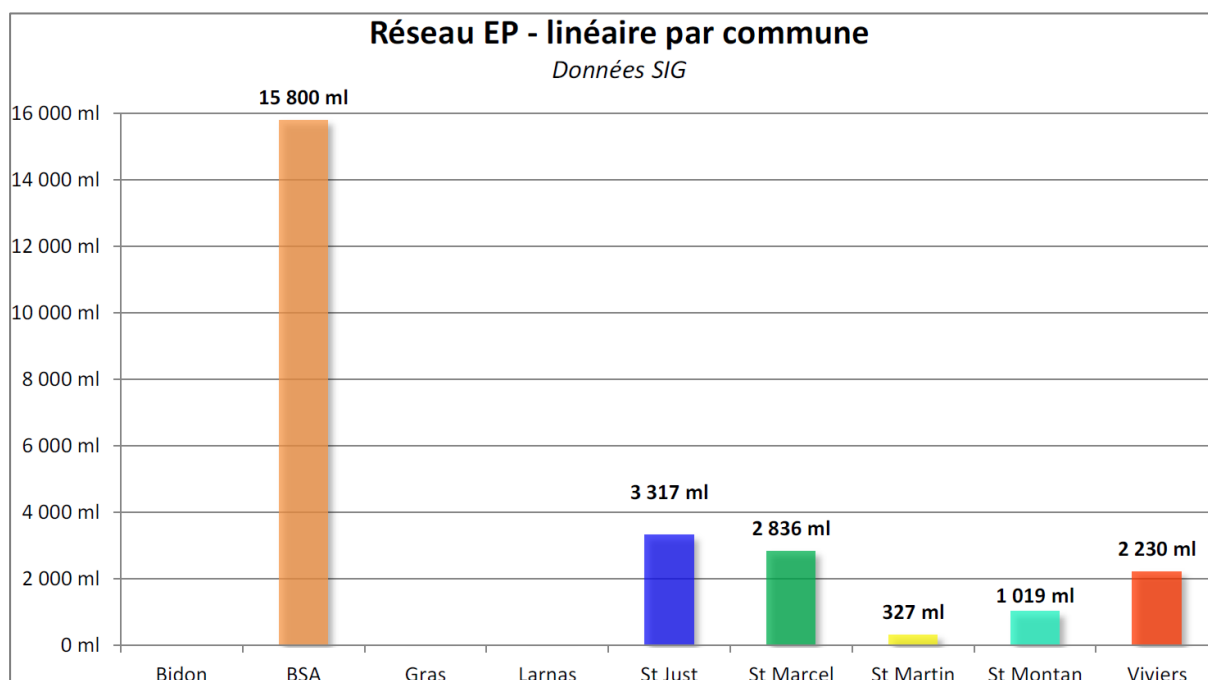


Figure 8 : Répartition du linéaire de réseau EP par commune (extrait rapport de phase 1 du SDA)

La commune de Gras est caractérisée par l'absence d'un réseau pluvial.

2 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES - CONTEXTE ADMINISTRATIF

2.1 CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le zonage d'assainissement est un outil réglementaire qui s'inscrit dans une démarche prospective, voire de programmation de l'assainissement. Le volet pluvial du zonage permet d'assurer la maîtrise des ruissellements et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques par temps de pluie, sur un territoire communal ou intercommunal.

Il permet de fixer des prescriptions cohérentes à l'échelle du territoire d'étude.

L'article **L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)** stipule que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique [...]* :

[...]

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

2.2 CODE DE L'URBANISME

Le zonage est souvent mis en place sur des périmètres à fort développement. Il permet alors de programmer les investissements publics en matière de gestion des eaux pluviales, d'anticiper les effets à venir des aménagements ou d'optimiser les bénéfices d'opérations de requalifications d'espaces, pour ne pas aggraver la situation existante, voire même pour l'améliorer. Il pourra également être repris dans le règlement d'assainissement.

Les structures compétentes engagent généralement la réalisation du zonage dans le cadre d'une démarche plus opérationnelle, visant à élaborer un outil d'aide à la décision, usuellement appelé Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales. Si ce schéma n'a pas une définition ni une valeur réglementaire, il est largement recommandé par les agences de l'eau et a été repris dans la circulaire du 12 mai 1995, ainsi que dans le SDAGE Rhône-Méditerranée et notamment son orientation fondamentale n°5 (dispositions 5A-02 et 5A-03 en particulier).

Selon le calendrier et les compétences de la collectivité, le zonage pluvial peut être élaboré :

- soit dans une démarche spécifique : projet de zonage (délimitation des zones et notice justifiant le zonage envisagé) soumis à enquête publique, puis à approbation ;
- soit **dans le cadre de l'élaboration ou de la révision d'un PLU**, en associant, le cas échéant, les collectivités compétentes. Dans ce cas, il est possible de soumettre les deux démarches à une enquête publique unique.

Intégré au PLU, le zonage pluvial a plus de poids car il est alors consulté systématiquement lors de l'instruction des permis de construire.

2.3 CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Les obligations réglementaires préalables à l'exécution de travaux résultent du Code de l'Environnement, art. L.214-1 et suivants, relatifs à la composition et à la procédure de demande d'autorisation ou de déclaration au titre du Code de l'Environnement.

Dans le cadre d'un permis de construire, un projet d'urbanisation peut entrer dans le champ d'application du Code de l'Environnement, dont la partie réglementaire (articles R.214-1 et suivants) relative à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, définit les rubriques susceptibles d'être concernées par le projet.

Tableau 3 : Rubrique concernée de la nomenclature des opérations relevant des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement

Rubrique	Intitulé
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

2.4 NORME 752-2

La norme NF EN 752, révisée en mars 2008, relative aux réseaux d'évacuation et d'assainissement à l'extérieur des bâtiments, précise des principes de base pour le dimensionnement hydraulique, la conception, la construction, la réhabilitation, l'entretien et le fonctionnement des réseaux. Elle rappelle ainsi que le niveau de performance hydraulique du système relève de spécifications au niveau national ou local.

En France, en l'absence de réglementation nationale, les spécifications de protection relèvent d'une prérogative des autorités locales compétentes (collectivités locales, maître d'ouvrage, service en charge de la police de l'eau).

Cette norme propose néanmoins un certain nombre de valeurs guides pour les fréquences de calcul et de défaillance des réseaux. Ces valeurs sont modulées selon les enjeux socio-économiques associés. Elle rappelle également la nécessité d'évaluer les conséquences des défaillances.

A noter que la norme ne raisonne pas en termes de période de retour de la pluie, mais de période de retour/fréquence des phénomènes de mise en charge et d'inondation. En d'autres termes, il s'agit plutôt de période de retour de débit, qui peut dans certaines situations différer de la période de retour de la pluie. Elle abandonne la notion de période de retour d'événements pluvieux générateur du dysfonctionnement (mise en charge ou débordement) pour s'appuyer sur celle de période de retour du dysfonctionnement lui-même.

En l'absence de spécifications locales, la norme NF EN 752 indique, pour le dimensionnement des réseaux d'assainissement pluvial, des fréquences pour la vérification de deux critères : mise en charge et débordement. Ces fréquences sont modulées selon le site dans lequel s'inscrivent le projet et les enjeux associés.

Tableau 4 : Fréquence de mise en charge et d'inondation selon les zones

FREQUENCE DE MISE EN CHARGE	LIEU	FREQUENCE D'INONDATION
1 an	Zone rurale	1 tous les 10 ans
1 tous les deux ans	Zone résidentielle	1 tous les 20 ans
1 tous les 2 ans 1 tous les 5 ans	Centre-ville/zone industrielle ou commerciale - si risque d'inondation vérifié - si risque d'inondation non vérifié	1 tous les 30 ans
1 tous les 10 ans	Passage souterrain routier ou ferré	1 tous les 50 ans

La norme NF EN 752 précise en particulier que le dimensionnement hydraulique des réseaux d'évacuation et d'assainissement s'effectue en tenant compte :

- des effets des inondations sur la santé et la sécurité ;
- des coûts des inondations ;
- du niveau de contrôle possible d'une inondation de surface sans provoquer de dommage ;
- de la probabilité d'inonder les sous-sols par une mise en charge.

Bien que la norme NF EN 752 soit essentiellement consacrée aux réseaux d'assainissement, ces valeurs guides peuvent également être utilisées pour le dimensionnement de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales, dans l'objectif de protection contre les inondations.

Néanmoins, la mise en œuvre de rétention à la source est parfois motivée par la nécessité de protéger ou réduire la vulnérabilité d'enjeux en aval, objectif auquel la conception et le dimensionnement de l'ouvrage doivent alors être adaptés.

Ainsi, une vulnérabilité particulière en aval (présence d'un passage souterrain très fréquenté, d'une zone commerciale très attractive...) peut motiver de dimensionner un ouvrage de rétention pour prendre en compte une période de retour plus importante (jusqu'à 50 ou 100 ans).

2.5 DOCUMENTS D'ORIENTATION

2.5.1 PREAMBULE

La maîtrise du cycle de l'eau sur un territoire doit être intégrée dans son aménagement. A ce titre, les décideurs disposent de nombreux outils, qui sont d'ordre réglementaire, administratif, technique et informatif. La figure ci-dessous présente ces outils selon les différentes échelles d'application.

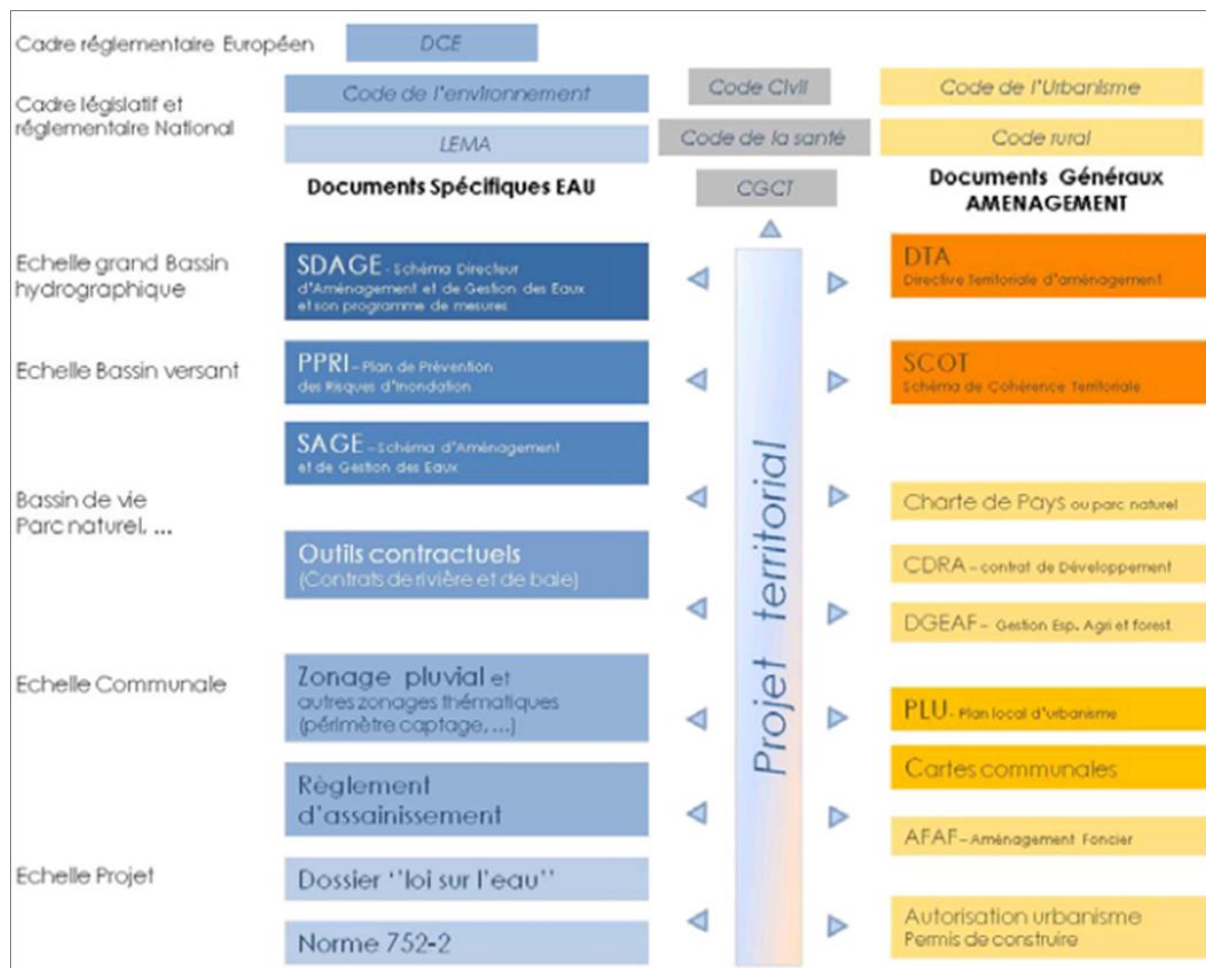


Figure 9 : Synthèse des outils et documents applicables à la gestion de l'eau selon le territoire

Un grand nombre de documents réglementaires impliqués dans la gestion des eaux et des ressources existent. L'objet du présent chapitre est ainsi de synthétiser les documents présents sur le secteur de la commune de Gras.

2.5.2 DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU (DCE)

La directive du 23 octobre 2000 adoptée par le Conseil et par le Parlement européen définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen. Cette directive est appelée à jouer un rôle stratégique et fondateur en matière de politique de l'eau. Elle fixe en effet des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines.

Sur l'ensemble des milieux aquatiques, des objectifs environnementaux sont choisis en application de la **Directive Cadre européenne sur l'Eau**. Il s'agit :

- D'**atteindre le bon état** (écologique et chimique) des masses d'eau superficielles et souterraines en 2015 ;
- D'assurer la **continuité écologique** sur les cours d'eau qui est en lien direct avec le bon état écologique et le bon potentiel écologique ;
- De **ne pas détériorer l'existant** (qui s'entend comme le non-changement de classe d'état) ;
- D'atteindre toutes les **normes et objectifs** en zones protégées au plus tard en 2015 ;
- De supprimer les **rejets de substances dangereuses** prioritaires et réduire ceux des substances prioritaires.

En matière de définition et d'évaluation de l'état des eaux, la DCE considère deux notions pour les eaux souterraines :

- **l'état chimique** : l'aspect qualitatif concerne prioritairement 6 substances, à savoir les nitrates, les pesticides, les solvants chlorés, les hydrocarbures, les pollutions historiques d'origine industrielle, les pollutions urbaines.
- **l'état quantitatif** : l'objectif est d'éviter le déséquilibre quantitatif.

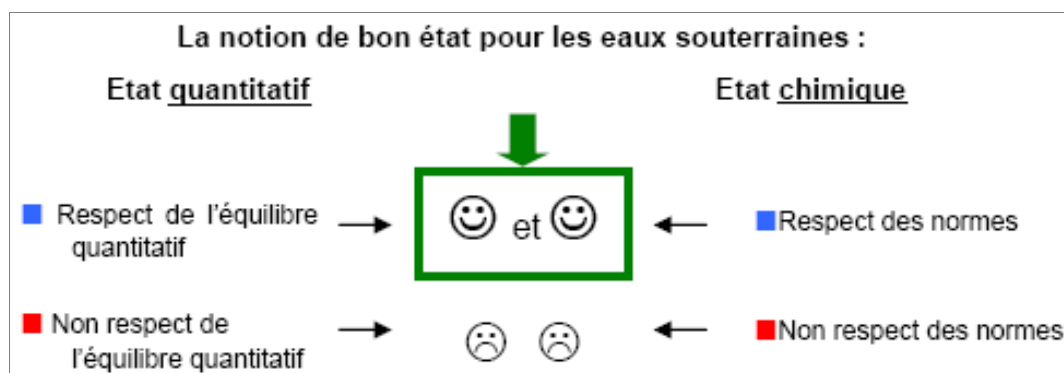


Figure 10 : Notion de bon état pour les eaux souterraines

Ainsi, un objectif de bon état est proposé pour plus de 80 % des masses d'eau souterraines en Europe avec un échéancier précis.

En vue d'atteindre cet objectif, il est demandé aux Etats membres de :

- Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour prévenir ou limiter le rejet de polluants dans les eaux souterraines et pour prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraines (**objectif de non dégradation**),
- Protéger, améliorer et restaurer toutes les masses d'eau souterraines, assurer un équilibre entre les captages et le renouvellement des eaux souterraines afin d'obtenir un bon état des masses d'eau souterraines (**principe de préservation ou de restauration suivant le degré d'atteinte des milieux : objectif de bon état**),
- Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour inverser toute tendance à la hausse, significative et durable, de la concentration de tout polluant résultant de l'impact de l'activité humaine afin de réduire progressivement la pollution des eaux souterraines (**objectif de réduction des émissions de substances chimiques toxiques appelées substances prioritaires ou substances prioritaires dangereuses**).

2.5.3 SDAGE RHONE MEDITERRANEE 2022-2027

2.5.3.1 Présentation du SDAGE

Le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée constitue le cadre de référence pour la politique de l'eau du bassin.

Après leur adoption par le Comité de bassin le 18 mars 2022, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes par arrêté préfectoral signé le 21 mars 2022 et publié au Journal officiel du 3 avril. Par conséquent, le SDAGE 2022-2027 est devenu applicable à partir du 4 avril 2022, pour une durée de 5 ans.

Le SDAGE 2022-2027 comprend 9 orientations fondamentales que sont :

- Orientation fondamentale n°0 : s'adapter aux effets du changement climatique ;
- Orientation fondamentale n°1 : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Orientation fondamentale n°2 : concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- Orientation fondamentale n°3 : prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau :
 - A. Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques ;
 - B. Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur ;
 - C. Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau ;
- Orientation fondamentale n°4 : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux :
 - A. Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau ;
 - B. Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente ;
 - C. Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau ;
- Orientation fondamentale n°5 : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
 - Orientation fondamentale n°5a : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
 - Orientation fondamentale n°5b : lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
 - Orientation fondamentale n°5c : lutter contre les pollutions par les substances dangereuses :
 - A. Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques ;
 - B. Sensibiliser et mobiliser les acteurs ;
 - C. Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en oeuvre d'actions opérationnelles ;
 - Orientation fondamentale n°5d : lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
 - Orientation fondamentale n°5e : évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine :
 - A. Protéger la ressource en eau potable ;
 - B. Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles ;
 - C. Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents ;

- Orientation fondamentale n°6 : préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides :
 - Orientation fondamentale n°6a : agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques :
 - A. Définir, préserver et restaurer l'espace de bon fonctionnement ;
 - B. Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques ;
 - C. Assurer la non-dégradation ;
 - D. Mettre en oeuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral ;
 - Orientation fondamentale n°6b : préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
 - Orientation fondamentale n°6c : intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau ;
- Orientation fondamentale n°7 : atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir :
 - A. Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire ;
 - B. Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau ;
 - C. Renforcer les outils de pilotage et de suivi ;
- Orientation fondamentale n°8 : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques :
 - A. Agir sur les capacités d'écoulement ;
 - B. Prendre en compte les risques torrentiels ;
 - C. Prendre en compte l'érosion côtière du littoral.

Plusieurs OF impactent directement la gestion des eaux pluviales, en particulier l'OF 5 et notamment sa sous-orientation 5A « poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle » (disposition 5A-03 « Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine » et disposition 5A-04 « Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées ») mais également l'OF 8 et sa sous-orientation 8A « Agir sur les capacités d'écoulement » (disposition 8-05 « Limiter le ruissellement à la source »).

2.5.3.2 Masses d'eau superficielles concernées

Les **masses d'eau superficielles** situées sur la zone d'étude, ainsi que leurs objectifs d'état fixés par le SDAGE 2022-2027 sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 5 : Objectifs d'état des masses d'eau superficielles présentes dans le secteur d'étude (SDAGE 2022-2027)

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de masse d'eau	Statut	Objectif d'état écologique				Objectif d'état chimique				
				Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Eléments de qualité faisant l'objet d'une adaptation	Objectif d'état	Echéance avec ubiquiste	Echéance sans ubiquiste	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
8 - Ardèche - Gard												
Affluents rive droite du Rhône entre Lavezon et Ardèche - AG_14_06												
FRDR10065a	rivière la Conche	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR10072	ruisseau de téoulémale	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR10657	ruisseau le vernet	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR10875	Ruisseau le Frayol	Cours d'eau	MEN	Bon état	2027	FT		Bon état	2015	2015		
FRDR10977	ruisseau le salauzon	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR11608	ruisseau le dardailon	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		
FRDR11863	ruisseau de souchas	Cours d'eau	MEN	Bon état	2021			Bon état	2015	2015		
FRDR427	L'Escoutay de sa source au Rhône, la Nègue	Cours d'eau	MEN	Bon état	2015			Bon état	2015	2015		

Les masses d'eau évaluées en bon état ou très bon état en juillet 2015 sont affichées avec un objectif de 2015. En revanche, les mesures proposées sur ces masses d'eau pour traiter les pressions à l'origine du risque sont conservées dans le programme de mesures car elles sont encore nécessaires pour consolider le bon état.

Les stations de suivi de la qualité recensées sur le Rhône à hauteur du secteur d'étude (masse d'eau « **Le Rhône de Donzère** » - **FRDR2007e**) sont localisées dans le tableau ci-après.

Tableau 6 : Références des stations de suivi du Rhône à proximité de la zone d'étude
(source : Naïades)

Code de la station	Libellé	Coordonnées en X (LAMBERT 93)	Coordonnées en Y (LAMBERT 93)
06113000	Rhône à Donzère 1	835 116	6 373 998
06113500	Rhône à Pierrelatte	831 393	6 364 628
06116125	Lauzon à Lamotte du Rhône	832 309	6 352 673

Aucune station n'est recensée sur les cours d'eau affluents du Rhône présents sur la commune de Gras.

2.5.3.3 Masses d'eau souterraines concernées

Les **masses d'eau souterraines** présentes au droit de la commune de Gras sont celles présentées au paragraphe 1.5. Les objectifs d'état fixés dans le SDAGE 2022-2027 pour ces masses d'eau souterraines sont les suivants.

Tableau 7 : Objectifs d'état des masses d'eau souterraines présentes dans le secteur d'étude (SDAGE 2022-2027)

Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de la masse d'eau	Objectif d'état quantitatif				Objectif d'état chimique			
			Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Raison(s)	Objectif d'état	Echéance	Motifs en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
8 - Ardèche - Gard										
FRDG161	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas-Vivarais dans le BV de l'Ardèche	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG162	Calcaires urgoniens des garrigues du Gard et du Bas-Vivarais dans le BV de la Cèze	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG220	Molasses miocènes du bassin d'Uzès	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			OMS	2027	FT	Déisopropyl-déséthyl-atrazine
FRDG245	Grès Trias ardéchois	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG322	Alluvions du moyen Gardon + Gardons d'Alès et d'Anduze	Eau souterraine affleurante	Bon état	2027	FT		Bon état	2021		
FRDG383	Alluvions de la Cèze	Eau souterraine affleurante	Bon état	2027	FT		Bon état	2015		
FRDG518	Formations variées côtes du Rhône rive gardoise	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2021		
FRDG532	Formations sédimentaires variées de la bordure cévenole (Ardèche, Gard)	Eau souterraine affleurante et profonde	Bon état	2015			Bon état	2015		
FRDG602	Socle cévenol BV des Gardons et du Vidourle	Eau souterraine affleurante	Bon état	2015			Bon état	2015		

Les masses d'eau évaluées en bon état ou très bon état en juillet 2015 sont affichées avec un objectif de 2015. En revanche, les mesures proposées sur ces masses d'eau pour traiter les pressions à l'origine du risque sont conservées dans le programme de mesures car elles sont encore nécessaires pour consolider le bon état.

2.5.4 SAGE ARDECHE

Le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) est un **outil de planification**, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le **développement des différents usages** (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la **protection des milieux** aquatiques, tout en **tenant compte des spécificités d'un territoire**. Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe, et repose sur une démarche volontaire de concertation avec les acteurs locaux.

Le territoire communal de Gras est concerné pour partie par le **SAGE « Ardèche »** (cf. figure suivante), approuvé le 04/07/2012 et renouvelé par l'arrêté préfectoral du 31/03/2022 pour une période de 6 ans.

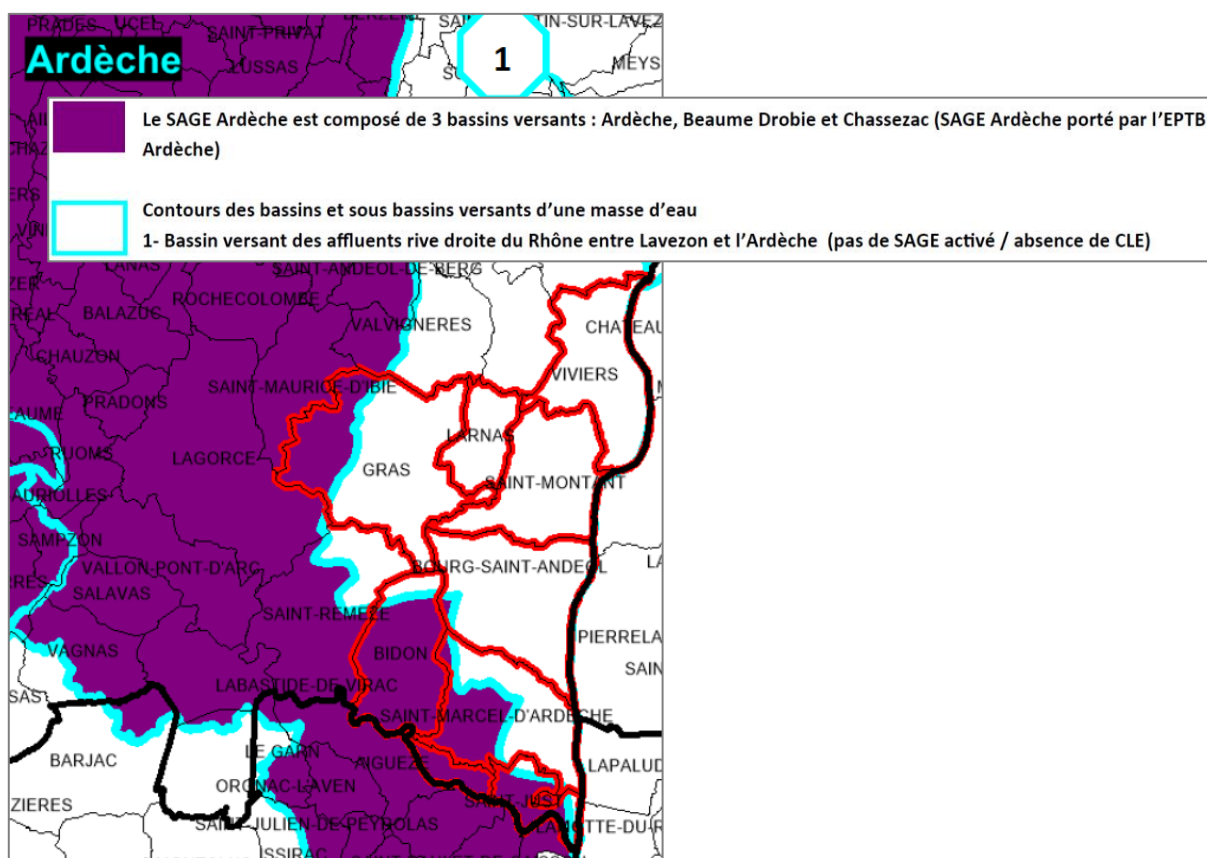


Figure 11 : Situation du territoire par rapport au SAGE Ardèche (d'après données fournies par la CC DRAGA)

La liste des enjeux du SAGE, telle que listée sur le site Gest'eau (gesteau.eaufrance.fr), est la suivante :

- **Partage de la ressource** : faible ressource disponible, fortement sollicitée en période estivale essentiellement pour l'AEP (forte augmentation de population) ;
- **Gestion des débits d'étiage** : cours d'eau méditerranéen, étiage sévère aggravé par les prélèvements ;
- **Gestion du risque inondation** : crues soudaines et brutales ;
- **Gestion du transport solide et de la dynamique fluviale** : déficit de matériaux et espaces de mobilité restreints ;
- **Territoire support de nombreuses activités sportives et de loisirs liés aux cours d'eau** : garantir la sécurité des usagers et l'équilibre des écosystèmes aquatiques ;
- **Mettre en cohérence politiques de l'eau et aménagement du territoire.**

2.5.5 CONTRAT DE MILIEU ARDECHE

Le contrat de milieu (contrat de rivière, de bassin, de lac, de baie, de nappe, ...) est un instrument d'intervention résultant d'un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable, à l'échelle d'une **unité hydrographique cohérente**.

Avec le SAGE, le contrat de milieu constitue un outil pour mettre en œuvre les objectifs du SDAGE ainsi que les programmes de mesures approuvés en 2009 afin de prendre en compte les objectifs et dispositions de la DCE. Il s'agit d'un **programme d'actions volontaire et concerté sur 5 ans**, avec un engagement financier (désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.). Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de milieu n'ont pas de portée juridique mais constituent un **engagement contractuel** entre les signataires.

La commune de Gras a fait partie du contrat de rivière Ardèche. D'après les données disponibles sur le site Gest'eau (gesteau.eaufrance.fr), ce document, porté par le Syndicat Ardèche Claire, a été signé en 2017 pour une durée de 4 ans et s'est ainsi terminé en 2021.

Ses principaux enjeux étaient les suivants :

- Gestion quantitative et Zone de Répartition des Eaux ;
- Prévention et gestion des risques adaptés ;
- Restauration hydromorphologique ;
- Amélioration des réseaux et maintien de l'état du parc épuratoire ;
- Poursuite du Schéma de Cohérence des Activités Sportives et de Loisirs ;
- Anticiper et s'adapter au changement climatique.

3 OBJECTIFS ET PRECONISATIONS DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

3.1 COMPENSATION DES IMPERMEABILISATIONS NOUVELLES

En matière de gestion des écoulements pluviaux, la politique de maîtrise des ruissellements est basée sur le principe de compensation des effets négatifs liés à l'imperméabilisation des sols, plutôt qu'à la limitation des imperméabilisations.

Il est ainsi demandé aux aménageurs de compenser toute augmentation du ruissellement induite par de nouvelles imperméabilisations de sols (création ou extension de bâtis ou d'infrastructures existantes), par la mise en œuvre de dispositifs de rétention des eaux pluviales ou autres techniques alternatives.

Ces mesures partagent donc le même objectif prioritaire de non aggravation, voire d'amélioration de la situation actuelle, et offrent une réponse équivalente à une limitation de l'imperméabilisation, en termes de contrôle des débits et des ruissellements générés par de nouvelles constructions et infrastructures.

3.2 TECHNIQUES ALTERNATIVES A L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Les techniques alternatives aux réseaux d'assainissement pluvial permettent de réduire les flux d'eaux pluviales le plus en amont possible en redonnant aux surfaces de ruissellement un rôle régulateur fondé sur la rétention et l'infiltration des eaux de pluie. Elles ont l'avantage d'être moins coûteuses que les ouvrages classiques et s'intègrent plus facilement dans la ville à condition que la capacité d'infiltration du terrain et la topographie le permettent.

Les techniques à mettre en œuvre sont à choisir en fonction de l'échelle du projet :

- **à l'échelle de la construction** : citernes ou bassins d'agrément, toitures terrasses ;
- **à l'échelle de la parcelle** : infiltration des eaux dans le sol, stockage dans des bassins à ciel ouvert ou enterré ;
- **à l'échelle d'un lotissement** :
 - **au niveau de la voirie** : chaussée à structure réservoir, chaussées poreuses pavées ou enrobées, extensions latérales de la voirie (fossés, noues,...) ;
 - **au niveau du quartier** : stockage dans des bassins à ciel ouvert (secs ou en eau) ou enterrés, puis évacuation vers un exutoire de surface ou infiltration dans le sol (bassins d'infiltration) ;
- **autres systèmes absorbants** : tranchées filtrantes, puits d'infiltration, tranchées drainantes.

L'une des formes la plus classique est le bassin de rétention. Le recours à d'autres solutions est toutefois à promouvoir, notamment les techniques d'infiltration (noues, tranchées), à favoriser dans la mesure du possible. Cependant, les contraintes de sols étant très variables (présence du rocher, d'une topographie ou perméabilité médiocre comme c'est a priori le cas à Gras d'après les données générales de perméabilité disponibles), elles en limitent leur champ d'application.

Le choix et le mode de gestion des eaux pluviales (infiltration, rétention, évacuation vers le réseau collectif, ...) nécessitent une **étude de sol spécifique** permettant d'identifier les contraintes du terrain (coefficient d'infiltration, pente, présence de la nappe, ...) et de **mettre en œuvre la technique la plus adaptée à chaque aménagement**.

Des exemples de techniques alternatives aux réseaux enterrés d'évacuation des eaux pluviales sont présentés en annexe.

3.3 GESTION DES VALLONS, FOSSES ET RESEAUX - MESURES CONSERVATOIRES PORTANTS SUR LES AXES HYDRAULIQUES

Les facteurs hydrauliques visant à **freiner la concentration des écoulements vers les secteurs situés en aval**, et à **préserver les zones naturelles d'expansion ou d'infiltration des eaux**, sont à prendre en compte sur l'ensemble des vallons, fossés et réseaux de la commune. Les principes généraux d'aménagement reposent sur :

- la conservation des cheminements naturels ;
- le ralentissement des vitesses d'écoulement ;
- le maintien des écoulements à l'air libre plutôt qu'en souterrain ;
- la réduction des pentes et allongement des tracés dans la mesure du possible ;
- l'augmentation de la rugosité des parois ;
- la réalisation de profils en travers plus larges.

Ces mesures sont conformes à la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, qui s'attache à rétablir le caractère naturel des cours d'eau, et valide les servitudes de passage pour l'entretien.

Sauf cas spécifiques liés à des obligations d'aménagement (création d'ouvrages d'accès aux propriétés, nécessité de stabilisation de berges,...), la couverture, le busage ou le bétonnage des vallons et fossés sont à éviter.

Ce parti pris est destiné d'une part, à ne pas aggraver les caractéristiques hydrauliques, et d'autre part, à faciliter leur surveillance et leur nettoyage.

La réalisation de murs bahuts, remblais, digues en bordure de vallons, ou de tout autre aménagement, est à réserver à des objectifs de protection de biens existants, sans créer d'aggravation par ailleurs.

Les axes naturels d'écoulement, existants ou ayant disparus partiellement ou totalement, doivent être maintenus voire restaurés, lorsque cette mesure est justifiée par une amélioration de la situation locale.

3.4 MESURES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES EAUX PLUVIALES

- **Techniques alternatives :**

Compte tenu de la bonne décantabilité des eaux de ruissellement, les techniques alternatives sont efficaces pour limiter la pollution rejetée au milieu naturel.

- **Nettoyage préventif des réseaux pluviaux :**

Les opérations de curage des réseaux et de nettoyage préventif des fossés permettent d'éliminer les pollutions accumulées.

- **Rôle des bassins de rétention publics dans la dépollution des eaux pluviales :**

Ces ouvrages jouent un rôle secondaire dans le traitement des eaux pluviales (décantation).

- **Réduction de la pollution provenant des routes et parkings :**

Pour les eaux de drainage des infrastructures routières et des parkings, des ouvrages de type séparateurs à hydrocarbures sont à prescrire pour tout nouveau projet d'envergure.

4 OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS

4.1 REGLES DE BASE APPLICABLES AUX EAUX PLUVIALES

4.1.1 DROITS DE PROPRIETE

Les eaux pluviales appartiennent au propriétaire des terrains sur lesquels elles tombent, et « *Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur ses fonds* » (article 641 du Code Civil).

Le propriétaire a un droit étendu sur les eaux pluviales, il peut les capter et les utiliser pour son usage personnel, les vendre, ... ou les laisser s'écouler sur son terrain.

4.1.2 SERVITUDES D'ÉCOULEMENT

- **Servitude d'écoulement** :

« *Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué* » (article 640 du Code Civil).

Toutefois, le propriétaire du fond supérieur n'a pas le droit d'aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales à destination des fonds inférieurs (article 640 alinéa 3 et article 641 alinéa 2 du Code Civil).

- **Servitude d'égout de toits** :

« *Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur les fonds de son voisin* » (article 681 du Code Civil).

4.1.3 RESEAUX PUBLICS DES COLLECTIVITES

Il n'existe pas d'obligation générale de collecte ou de traitement des eaux pluviales. Si elles choisissent de les collecter, les collectivités peuvent le faire dans le cadre d'un réseau séparatif.

De même, et contrairement aux eaux usées domestiques, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement des constructions existantes ou futures aux réseaux publics d'eaux pluviales qu'ils soient unitaires ou séparatifs.

La collectivité peut réglementer le déversement d'eaux pluviales dans son réseau d'assainissement pluvial ou sur la voie publique. Les prescriptions sont décrites dans le règlement d'assainissement pluvial.

4.2 CONTROLES

4.2.1 INSTRUCTION DES DOSSIERS

La compétence en matière de gestion des eaux pluviales est partagée entre la CC DRAGA et la commune, via leur service compétent. Ils donnent un avis technique motivé sur toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme.

4.2.2 SUIVI DES TRAVAUX

Les agents du service compétent en matière de gestion des eaux pluviales sont autorisés par le propriétaire à entrer dans la propriété privée pour effectuer ce contrôle. Ils pourront demander le dégagement des ouvrages qui auraient été recouverts.

4.2.3 CONTROLE DE CONFORMITE A LA MISE EN SERVICE

L'objectif est de vérifier notamment :

- pour les ouvrages de rétention : le volume de stockage, le calibrage des ajustages, les pentes du radier, le fonctionnement des pompes d'évacuation en cas de vidange non gravitaire, les dispositions de sécurité et d'accessibilité, l'état de propreté générale ;
- les dispositifs d'infiltration ;
- les conditions d'évacuation ou de raccordement au réseau public.

4.2.4 CONTROLE DES OUVRAGES PLUVIAUX EN PHASE D'EXPLOITATION

Les ouvrages de rétention doivent faire l'objet d'un suivi régulier, à la charge des propriétaires : curages et nettoyages réguliers, vérification du bon fonctionnement des installations (pompes, ajustages), et des conditions d'accessibilité.

Il en sera de même pour les autres équipements spécifiques de protection contre les inondations : clapets, vannes, ...

5 TRAITEMENT DE LA POLLUTION DES EAUX PLUVIALES

5.1 GENERALITES

Les eaux de ruissellement occasionnant une pollution chronique possèdent les caractéristiques suivantes : une faible concentration en hydrocarbures (généralement inférieur à 5 mg/l), une pollution essentiellement particulaire (y compris pour les hydrocarbures et les métaux lourds qui sont majoritairement fixés aux particules) et une pollution peu organique. Du fait de leur nature, les deux principes de traitement susceptibles d'être efficaces sont :

- la décantation ;
- le piégeage des polluants au travers de massifs filtrants.

Les dispositifs tels que les cloisons siphoides, permettant d'arrêter les huiles et les séparateurs à hydrocarbures sont appropriés dans le cas de pollutions accidentelles. Compte tenu du rendement de ces appareils, pour de faibles concentrations (inférieures à 5 mg/l), l'effet est nul : la pollution sortante est égale à la pollution entrante.

Dans le cas de pollutions chroniques, ces dispositifs peuvent générer une pollution plus importante que celles émises du fait de relargage des substances.

Les techniques de dépollution des eaux doivent se situer le plus en amont possible pour ne pas avoir à traiter des eaux pluviales concentrées en polluants. Les techniques préconisées sont les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales. En effet, elles permettent une régulation des volumes et des débits ruisselés mais aussi une décantation des particules chargées en polluants. Pour une décantation efficace, la vitesse d'écoulement dans l'ouvrage doit être faible et les ouvrages enherbés.

Les ouvrages à privilégier sont les suivants :

- bassins de retenue, nous permettant une décantation des particules ;
- barrières végétales permettant une filtration passive : bandes enherbées et bandes végétalisées ;
- massifs filtrants permettant une filtration mécanique des particules (rendement épuratoire intéressant pour les hydrocarbures et métaux lourds).

5.2 PREVENTION DES POLLUTIONS

Lorsque les projets d'aménagement (à usage d'habitat ou parcs d'activités artisanaux, commerciaux, industriel ou agricoles) sont soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement, le dimensionnement des ouvrages de prévention des pollutions respectera les prescriptions définies par la DDT.

6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES A RESPECTER

6.1 RESEAU DE COLLECTE

Le système de collecte des eaux pluviales du projet doit être capable d'amener le débit voulu vers le(s) système(s) de stockage (rétention ou infiltration).

6.2 REJETS AU MILIEU NATUREL

Les rejets en plan d'eau sont à éviter en raison des phénomènes d'accumulation de polluants et de leurs conséquences. De même, les rejets en canaux ne sont pas souhaitables sauf à s'assurer du respect des normes de qualité compatibles avec l'usage des eaux du canal (irrigation en général) et d'obtenir l'accord du gestionnaire du canal.

6.3 SURVERSE ET TROP PLEIN

Aucune surverse de sécurité ou de trop plein vers le réseau collectif qu'il soit unitaire, usé ou séparatif n'est accepté. En effet, lorsque les systèmes de rétention locaux vont déborder, le réseau collectif sera lui aussi en surcharge et ne pourra accepter aucun débit supplémentaire.

De plus, la mise en place de trop plein vers le réseau collectif unitaire pourrait entraîner des retours d'eaux usées vers les ouvrages de rétention. Cependant, tout ouvrage de rétention d'eaux pluviales doit disposer d'une surverse adaptée en surface vers le terrain du pétitionnaire (et non pas vers le réseau public d'assainissement des eaux pluviales).

6.4 SECURITE POUR BASSIN EN REMBLAI

Dans le cas d'un bassin en remblai, un équipement de sécurité doit être mis en place en cas de défaillance de l'ouvrage de vidange (colmatage...) ou d'événement pluvieux exceptionnel :

- l'équipement sera dimensionné pour évacuer à minima le débit centennal ;
- le cheminement aval des eaux évacuées par cet équipement doit être décrit ;
- pour le cas d'un bassin en remblai équipé d'une surverse, la revanche minimale des digues au-dessus de la cote des plus hautes eaux est de 0,50 m.

6.5 REGLES GENERALES POUR UNE RETENTION TEMPORAIRE

Afin d'éviter le remplissage du système de rétention par la nappe, le niveau du fond du bassin doit être supérieur à celui de la nappe en hautes eaux (niveau à préciser par la réalisation d'une étude de sol).

L'ouvrage de fuite doit être conçu (fil d'eau, pente) de manière à pouvoir vidanger l'intégralité du volume utile du bassin avant l'arrivée de l'orage suivant, soit en 24 heures.

De même, il est souhaitable qu'une cunette ou un modelé de terrain adapté soit réalisé en fond de bassin de manière à ressuyer correctement l'ouvrage.

Dans le cas de sols argileux, on recommande la mise en place d'un lit (10 à 20 cm) de matériaux grossiers (graviers, galets) en fond de bassin afin d'éviter la stagnation d'eau et ses conséquences sur ce type de sol (vase, odeurs, moustiques...).

6.6 REGLES DANS LE CAS D'UNE INFILTRATION

Les possibilités d'infiltration dépendent de plusieurs facteurs à préciser :

- la nature du sol : une étude de sol + tests de perméabilité doit être réalisée ;
- les caractéristiques de la zone non saturée (épaisseur, perméabilité...), l'épaisseur minimale de la zone non saturée doit être de 1 m ;
- les caractéristiques de la nappe (niveau des hautes eaux, vulnérabilité, usage...).

L'infiltration doit permettre de vider le volume utile du bassin dans un temps suffisamment court (inférieur à 24 heures) avant l'arrivée d'un nouvel orage.

Dans les périmètres de protection de captages d'eau potables, les systèmes d'infiltration d'eaux pluviales seront prohibés.

L'entretien du bassin (curage...) doit être effectué avec une fréquence adaptée de sorte à éviter les risques de colmatage (à minima tous les 2 ans).

7 DIMENSIONNEMENT ET ZONAGE EAUX PLUVIALES

7.1 GENERALITES

7.1.1 RAPPEL - A QUI S'ADRESSE LE ZONAGE EAUX PLUVIALES

La prise en compte du zonage eaux pluviales est obligatoire pour toute demande d'autorisation d'urbanisme (déclaration préalable de travaux, permis de construire, permis d'aménager, ...) ou **projet d'aménagement** qu'il soit **en lien ou non avec la gestion des eaux pluviales**.

Pour chaque type de projet, la prise en compte de la gestion des eaux pluviales est décrite ci-après et détaillée dans les tableaux situés en pages 38 et 39.

7.1.2 PROJETS RELEVANT D'UNE INSTRUCTION DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES (DDT07) – SURFACE D'APPORT SUPERIEURE A 1 HA

Les opérations d'aménagement dont la surface d'apport des eaux pluviales est supérieure à 1 hectare sont soumises à autorisation ou à déclaration au titre du Code de l'Environnement.

- Nomenclature IOTA annexée à l'article R214-1 :

« 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;

2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). »

7.1.3 PROJETS RELEVANT D'UNE INSTRUCTION DE LA COLLECTIVITE – SURFACE D'APPORT INFÉRIEURE A 1 HA

Pour les projets soumis à demande d'autorisation d'urbanisme, le zonage des eaux pluviales définit les règles à appliquer pour le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Ces règles sont reprises dans les **tableaux situés en pages 38 et 39**.

Ainsi, en fonction des caractéristiques du projet, le dimensionnement des ouvrages devra relever :

- soit d'un dimensionnement basé sur la mise en œuvre d'un volume de stockage en fonction d'une surface imperméabilisée ;
- soit d'un dimensionnement basé sur l'application de la méthode dite des pluies. Cette méthode nécessitera au préalable la détermination du bassin versant intercepté par le projet au même titre que les projets relevant d'une instruction de la DDT.

7.1.4 AUTRES PROJETS D'AMENAGEMENT

Pour les autres projets d'aménagement, de la même manière que pour les projets soumis à demande d'autorisation d'urbanisme, le zonage des eaux pluviales définit les règles à appliquer pour le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Ces règles sont également reprises dans les **tableaux situés en pages 38 et 39**.

Ainsi, en fonction des caractéristiques du projet le dimensionnement des ouvrages devra relever :

- soit d'un dimensionnement basé sur la mise en œuvre d'un volume de stockage en fonction d'une surface imperméabilisée ;
- soit d'un dimensionnement basé sur l'application de la méthode dite des pluies. Cette méthode nécessitera au préalable la détermination du bassin versant intercepté par le projet au même titre que les projets relevant d'une instruction de la DDT.

7.1.5 DETERMINATION DE LA SURFACE D'APPORT DES EAUX PLUVIALES

Pour le calcul de la surface d'apport (bassin versant intercepté) toutes les superficies dont les eaux de ruissellement vont se retrouver collectées au travers du système mis en place pour le projet sont à comptabiliser.

La surface d'apport intègre, les zones bâties et non bâties (parkings, espaces verts, bassin de rétention,) et les éventuels apports extérieurs.

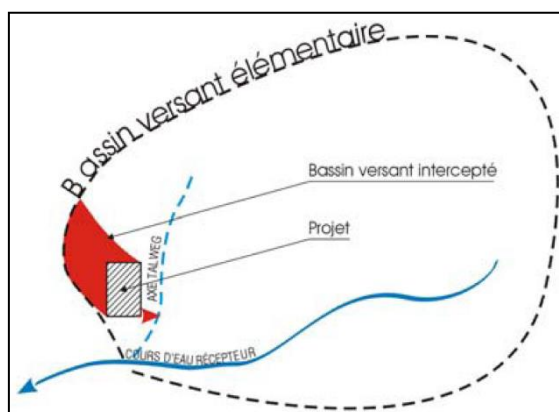


Figure 12 : Détermination du bassin versant intercepté

Les projets qui interceptent un bassin versant amont important devront veiller à :

- rétablir les écoulements naturels sans en modifier significativement les modalités ;
- préserver un corridor non construit en emprise publique de préférence pour l'entretien et l'écoulement des eaux ;
- et vérifier que la zone de débordement potentielle n'interfère pas avec la zone de constructibilité.

7.2 PRISE EN COMPTE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES DANS LES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME

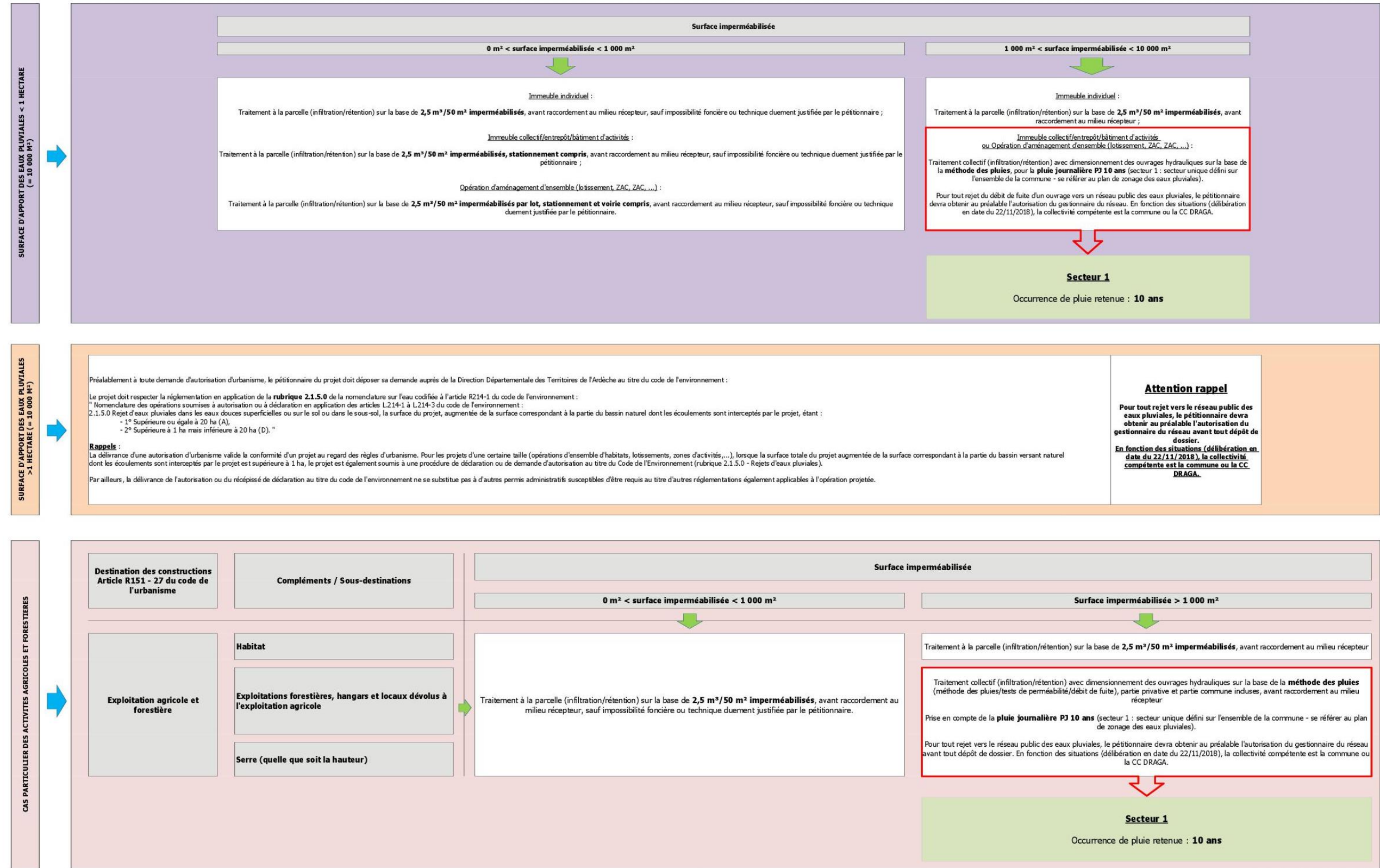
Tableau 8 : Prise en compte de la gestion des eaux pluviales dans les demandes d'autorisation d'urbanisme - Généralités



PRISE EN COMPTE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES DANS LES DEMANDES D'AUTORISATION D'URBANISME
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU RHONE AUX GORGES DE L'ARDECHE

PRINCIPES GENERAUX			
Cadre réglementaire			

Tableau 9 : Prise en compte de la gestion des eaux pluviales dans les demandes d'autorisation d'urbanisme - Règlement



CC DRAGA - Document validé le 20/12/2023

7.3 DETERMINATION DES PARAMETRES NECESSAIRES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA METHODE DES PLUIES

7.3.1 APPLICATION DE LA METHODE DES PLUIES

Quels que soient la technique retenue et l'exutoire envisagé, un stockage des eaux de pluie avant rejet est nécessaire.

Il existe plusieurs méthodes pour calculer les volumes d'eaux pluviales à stocker. Celle décrite ci-après est la « méthode des pluies » recommandée par le guide « La ville et son assainissement – Principes, méthodes et outils pour une meilleure intégration dans le cycle de l'eau » et décrite dans le guide technique des bassins de retenue du Service Technique de l'Urbanisme (Lavoisier, 1994).

Cette méthode repose sur l'exploitation d'un graphique représentant les courbes de la hauteur précipitée $H(t,T)$ pour une période de retour donnée (T) et de l'évolution des hauteurs d'eaux évacuées $qs.t$ en fonction du temps d'évacuation (t).

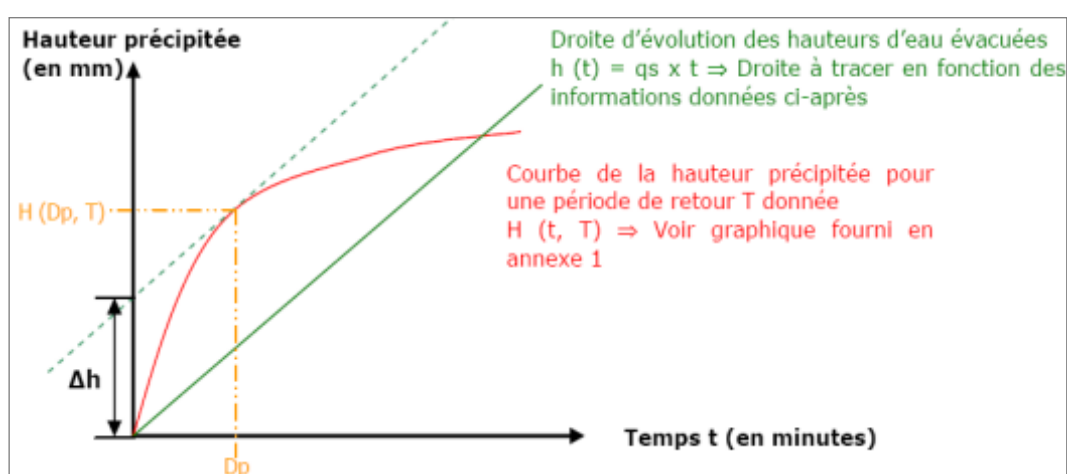


Figure 13 : Evolution de la hauteur d'eau précipitée et estimation par la méthode des pluies des hauteurs d'eau évacuées

1-Détermination de l'intensité (i) de pluie en fonction du temps (t) pour des durées de 0 à 24 heures

Avec :

- i , intensité (en mm/h) ;
- t , temps (en min).

Le calcul de l'intensité de la pluie est réalisé à partir des données statistiques de la station météo de la ville de Montélimar.

2-Détermination de la hauteur d'eau précipitée (h_{pluie}) en fonction du temps (t)

$$h_{pluie} = i \times t \times \frac{1}{60}$$

Avec :

- h_{pluie} , hauteur d'eau précipitée (en mm) ;
- i , intensité (en mm/h) ;
- t , temps (en min).

3-Détermination du coefficient d'apport global (Ca)

Le coefficient d'apport (Ca) mesure le rendement global de la pluie (fraction de la pluie qui parvient réellement à l'exutoire du bassin versant considéré).

Lorsque le bassin versant alimentant la retenue est très urbanisé, on pourra assimiler Ca au coefficient de ruissellement (Cr).

Le coefficient d'apport global est donné par la formule suivante, à partir des coefficients de ruissellement Cr_i et des surfaces d'apport S_i :

$$Ca_{global} = \frac{\sum Cr_{imper.} \times S_{imper.} + \sum Cr_{non\ imper.} \times S_{non\ imper.}}{S_{totale}}$$

et

$$S_{totale} = \sum (S_{imper.} + S_{non\ imper.})$$

Lorsque la pluie tombe sur le sol, elle peut suivre différents cheminements :

- une partie peut s'infiltrer dans le sol ;
- une partie peut être piégée dans des dépressions du sol et former des flaques ;
- une partie ruisselle sur le sol et finit par rejoindre les réseaux d'assainissement ou le milieu naturel situé au point bas.

En fonction du type de sol sur lequel tombe la pluie, la répartition du volume d'eau entre les différents cheminements présentés ci-dessus peut être très différente. Ainsi, à chaque type de surface, il est possible d'affecter un coefficient de ruissellement Cr.

Le coefficient de ruissellement (Cr) est déterminé à partir des valeurs présentées précédemment.

4-Détermination de la hauteur d'eau évacuée (h_{fuite}) par l'ouvrage de fuite en fonction du temps (t)

$$h_{fuite} = \frac{(Q_{fuite} \times t)}{Sa} \times \frac{6}{1\ 000}$$

Où :

$$Sa = Ca \times S_{apport}$$

Avec :

- h_{fuite} , hauteur d'eau évacuée (en mm) ;
- Q_{fuite} , débit de fuite (en l/s) ;
- t , temps (en min) ;
- Sa , surface active de ruissellement du projet (en ha) ;
- S_{apport} , surface d'apport du projet (superficie du projet augmentée du bassin versant intercepté) ;
- Ca , coefficient d'apport global.

5-Détermination du volume d'eau à stocker (V)

La hauteur d'eau à stocker est la valeur maximale de la différence ($h_{\text{pluie}} - h_{\text{fuite}}$).

Le volume d'eau à stocker est obtenu en multipliant cette valeur par la surface active du projet :

$$V = (h_{\text{pluie}} - h_{\text{fuite}}) \times Sa \times 10$$

Avec :

- **V**, volume d'eau à stocker (en m³) ;
- **h_{pluie}**, hauteur d'eau précipitée (en mm) ;
- **h_{fuite}**, hauteur d'eau évacuée (en mm) ;
- **Sa**, surface active de ruissellement du projet (en ha).

7.3.2 STATION METEO DE REFERENCE

Le dimensionnement des ouvrages de rétention nécessite la prise en compte des données météo (coefficients de Montana) de la station la plus représentative.

Pour la CC DRAGA, la station météo de référence est celle de Montélimar (n°26198001).

7.3.3 CHOIX DE LA PERIODE DE RETOUR RETENUE

La période de retour retenue pour le dimensionnement du mode de gestion des pluies est définie par le plan de zonage des eaux pluviales pour chacune des zones définies sur le territoire. La période de retour à prendre en compte est indiquée dans les tableaux situés au 7.2, et reprise sur le plan de zonage.

7.3.4 DETERMINATION DU COEFFICIENT DE RUISSELLEMENT

Afin de faciliter la détermination du coefficient de ruissellement, les tableaux suivants présentent les valeurs habituellement retenues pour les terrains naturels ou urbanisés.

- **Terrains naturels :**

Tableau 10 : Coefficients de ruissellement pour terrains naturels

Occupation des sols	Morphologie	Pente (%)	Terrain sableux à crayeux	Terrain limoneux à argileux	Terrain argileux compact
Bois	Plat	< 1	0,01	0,01	0,06
	Moyen	1 à 5	0,03	0,10	0,15
	Ondulé	> 5	0,05	0,15	0,20
Pâturage	Plat	< 1	0,02	0,05	0,10
	Moyen	1 à 5	0,08	0,15	0,20
	Ondulé	> 5	0,10	0,28	0,30
Culture	Plat	< 1	0,05	0,10	0,15
	Moyen	1 à 5	0,12	0,25	0,35
	Ondulé	> 5	0,15	0,35	0,45

- **Terrains urbanisés :**

Tableau 11 : Coefficients de ruissellement pour terrains urbanisés

Nature du sol	Coefficient de ruissellement
Toitures, voiries	1 à 0,90
Accotement béton	0,85 à 0,90
Accotement pavé	0,75 à 0,85
Accotement dalle	0,40 à 0,50
Accotement gravier	0,15 à 0,30
Talus	0,50
Bassin de rétention aérien	1
Terrain de sport	0,1 à 0,30
Espaces verts et jardins	0,05 à 0,35

7.3.5 DETERMINATION DU DEBIT DE FUITE DES OUVRAGES

7.3.5.1 Généralités

En fonction des caractéristiques du sol mais également de la sensibilité du milieu et de ses usages, il est possible :

- soit, **prioritairement, d'infiltrer les eaux pluviales à la parcelle**, le débit de fuite étant déterminé par une **étude de perméabilité du sol spécifique**.

Il est rappelé que pour assurer l'infiltration des eaux pluviales, la perméabilité du sol (K en m/s) doit être comprise entre 10^{-6} et 10^{-3} m/s ;

- soit de les rejeter dans un cours d'eau ou en cas d'inexistence au réseau de gestion des eaux pluviales, à un débit limité. Au cas par cas, le service autorisera le déversement de tout ou partie des eaux pluviales dans le réseau public, et en limitera le débit. Le pétitionnaire devra alors communiquer au service les informations relatives à l'implantation, à la nature et au dimensionnement des ouvrages de stockage et de régulation, et ce au titre de la protection du réseau public et de la gestion des risques de débordements.

7.3.5.2 Débit de fuite maximal au réseau (fossé, réseau pluvial, ...)

Le débit de fuite maximal autorisé est obtenu par la formule suivante :

$$Q_{\text{fuite}} = \text{surface d'apport (ha)} \times 13 \text{ l/s}$$

La valeur de **13 l/s/ha est un maximum autorisé**. Cette valeur peut dans l'attente du dimensionnement adapté du réseau récepteur, être diminuée en fonction de la capacité du réseau à accepter des débits supplémentaires.

A noter que **le débit de fuite minimum est fixé à 3 l/s**. Cette valeur de 3 l/s n'a pas été calculée mais est fixée arbitrairement en considérant qu'il s'agit du débit de rejet d'une parcelle à l'état « naturel » dans des conditions de pente faible. Il est considéré également qu'il est difficile de descendre en dessous de 3 l/s pour un particulier avec les matériels de limitation de débit existants sur le marché.

Récapitulatif :

- si le débit de fuite est inférieur à 3 l/s, alors le débit de fuite retenu pour la surface totale du projet est égal à 3 l/s ;
- si le débit de fuite est supérieur à 3 l/s, alors le débit de fuite autorisé pour la surface totale du projet est égal à la valeur calculée.

7.3.5.3 Cas du rejet par infiltration

L'infiltration seule ou l'infiltration / rétention seront dans la mesure du possible privilégiées par rapport à la rétention seule avant rejet vers le milieu récepteur (hors activités polluantes).

7.3.5.3.1 Perméabilités favorables

Le tableau ci-dessous présente les ordres de grandeur du coefficient de perméabilité K en fonction de la granulométrie des sols (G. CASTANY).

		Pérméabilité favorable à l'infiltration												
		Pas d'infiltration directe								Trop peu perméable				
K	m/s	10 ⁻¹¹	1	10 ⁻¹	10 ⁻²	10 ⁻³	10 ⁻⁴	10 ⁻⁵	10 ⁻⁶	10 ⁻⁷	10 ⁻⁸	10 ⁻⁹	10 ⁻¹⁰	10 ⁻¹¹
	mm/h	36.10 ⁶	36.10 ⁵	36.10 ⁴	36.10 ³	36.10 ²	36.10 ¹	36	36.10 ⁻¹	36.10 ⁻²	36.10 ⁻³	36.10 ⁻⁴	36.10 ⁻⁵	36.10 ⁻⁶
Granulométrie	homogène	Gravier pur				Sable pur		Sable très fin			Silt		Argile	
	variée	Gravier gros et moyen	Gravier et sable			Sables et argiles-limons								
Types de formation		Perméables					Semi-perméables					Imperméables		

Figure 14 : Ordres de grandeur du coefficient de perméabilité K en fonction de la granulométrie des sols

PERMEABILITES FAVORABLES

Pour assurer l'infiltration des eaux pluviales, la perméabilité du sol (K en m/s) doit être comprise entre 10^{-6} et 10^{-3} m/s.

Pour déterminer la perméabilité du sol K et vérifier la faisabilité d'une infiltration à la parcelle, une étude de sol comprenant un essai de perméabilité (type Porchet) devra impérativement être effectuée.

Remarques :

- la connaissance de la profondeur de la nappe est importante. Le sol situé entre la structure et la nappe joue un rôle de filtre. La base de l'ouvrage doit être au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe souterraine. A ce titre, sur le territoire de la CC DRAGA, la nappe étant affleurante sur de nombreux secteurs, la profondeur des ouvrages sera fixée sur la base des résultats de l'étude de sols spécifique à chaque projet ;
- lorsque le risque de pollution accidentelle ou diffuse existe, il faudra prévoir des dispositifs d'épuration en amont de l'infiltration dans le sol. Lorsque le risque de pollution est fort, l'infiltration sera proscrite.

7.3.5.3.2 Calcul du débit de fuite pour un bassin de rétention/infiltration

Pour le dimensionnement de la surface infiltrante, seul le fond horizontal est pris en compte. Les talus ne sont pas considérés dans le calcul, ils constituent une surface supplémentaire de sécurité qui sera nécessaire après quelques années de fonctionnement et de colmatage. La formule du débit de fuite s'écrit donc (Q_f en m^3/s) :

$$Q_f = S_{\text{inf (fond du bassin)}} \times K$$

Avec :

- **S_{inf}** , surface d'infiltration (en m^2) ;
- **K** , perméabilité (en m/s) ;
- **Q_f** , débit (en m^3/s).

7.3.5.3.3 Calcul du débit de fuite pour les noues et fossés

La surface d'infiltration correspond à la surface au miroir (projection horizontale de l'ouvrage). Le débit de fuite prend la formulation suivante (Q_f en m^3/s) :

$$Q_f = S_{\text{miroir}} \times K$$

Avec :

- **S_{miroir}** , surface au miroir (en m^2) ;
- **K** , perméabilité (en m/s) ;
- **Q_f** , débit (en m^3/s).

7.3.5.3.4 Calcul du débit de fuite pour les puits (comblés ou vides avec buses et barbacanes) et tranchées

La surface d'infiltration est constituée uniquement par les surfaces des parois verticales (on ne considère pas la surface du fond de la tranchée qui se colmate très rapidement) (Q_f en m^3/s) :

$$Q_f = S_{\text{parois verticales}} \times K$$

Avec :

- **$S_{\text{parois verticales}}$** , surface des parois verticales (en m^2) ;
- **K** , perméabilité (en m/s) ;
- **Q_f** , débit (en m^3/s).

Remarque : le débit de fuite est donc déterminé en fonction de la place disponible sur le terrain. Cette surface peut être prise arbitrairement au départ puis ajustée par répétitions successives en fonction des dimensions finales de l'ouvrage.

8 PLAN DE ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

RAPPEL

Le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales est encadré par le zonage d'assainissement des eaux pluviales, qui définit le mode de calcul et la période de retour à prendre en compte pour tout aménagement.

9 ANNEXES

9.1 ANNEXE 1 : SCHEMAS DE PRINCIPE DES OUVRAGES DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

9.2 ANNEXE 2 : SOLUTIONS COMPLEMENTAIRES AUX OUVRAGES DE TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

9.3 ANNEXE 3 : ARRETE DE DUP – FORAGES DE GERIGE

Département de l'Ardèche (07)



COMMUNAUTE DE
COMMUNES DU RHÔNE
AUX GORGES DE
L'ARDECHE

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT
DES EAUX USEES

PHASE 5 : PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Plan du zonage du réseau d'eaux usées de Gras

SYSTEME DE COORDONNEES:
Lambert 93 - RGF93
Altimétrie : NGF - IGN69

ECHELLE :
1 / 1 500 et 1 / 500



EURYCE
Groupe MERLIN

22 Bois des Lacs
30 130 Saint-Paul-Trois-Châteaux
Téléphone : 04 75 04 76 24

GROUPE MERLIN / Réf doc : L3190015-ER1-ETU-PG-1-111				
Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	M.FRAYCHET	C. SAGE	18/06/2021	Création
B	A. JACQUIN	C. SAGE	17/06/2022	Modifications suite aux remarques du P.O.
C	E. DUMESNIL	C. SAGE	09/11/2023	Mise à jour avec nouveau PLU en date du 09/11/2023
D	E. FAURE	S. DOLLE	15/02/2024	Mise à jour avec nouveau PLU en date du 15/02/2024
E	E. FAURE	S. DOLLE	28/02/2025	Mise à jour avec nouveau PLU en date du 31/03/2025
F	E. FAURE	G.DURANCEAU	25/03/2025	Modifications
G	E.FAURE	G.DURANCEAU	27/03/2026	Mise à jour avec nouveau PLU et en date du 15/03/2026

Légende

Parcellaire DRAGA

Bâti DRAGA

Ouvrages

Station d'épuration

Poste de relèvement

Conduite d'eaux usées gravitaire

Conduite de refoulement

Réseau unitaire gravitaire

Réseau unitaire de refoulement

Zonage d'assainissement

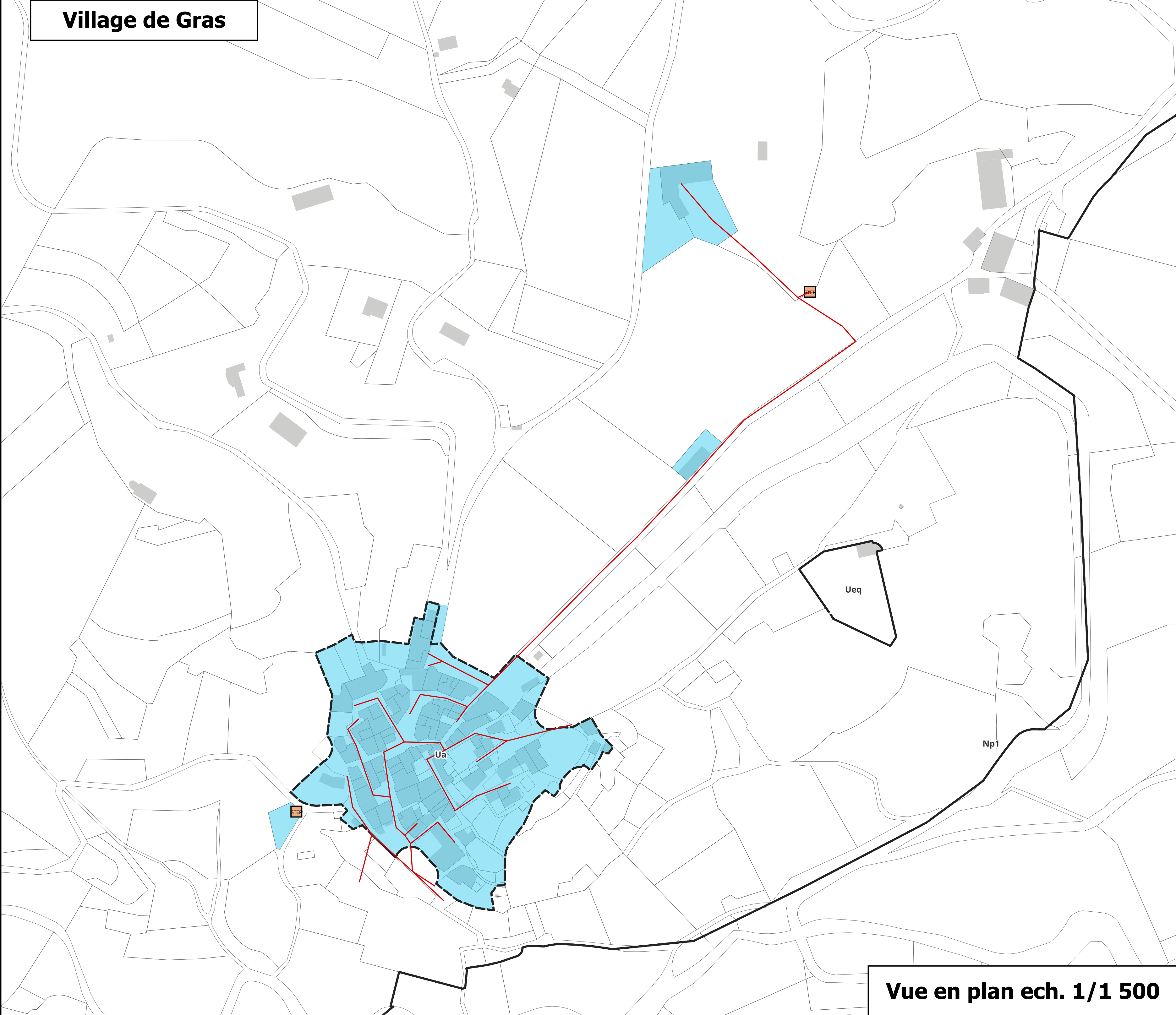
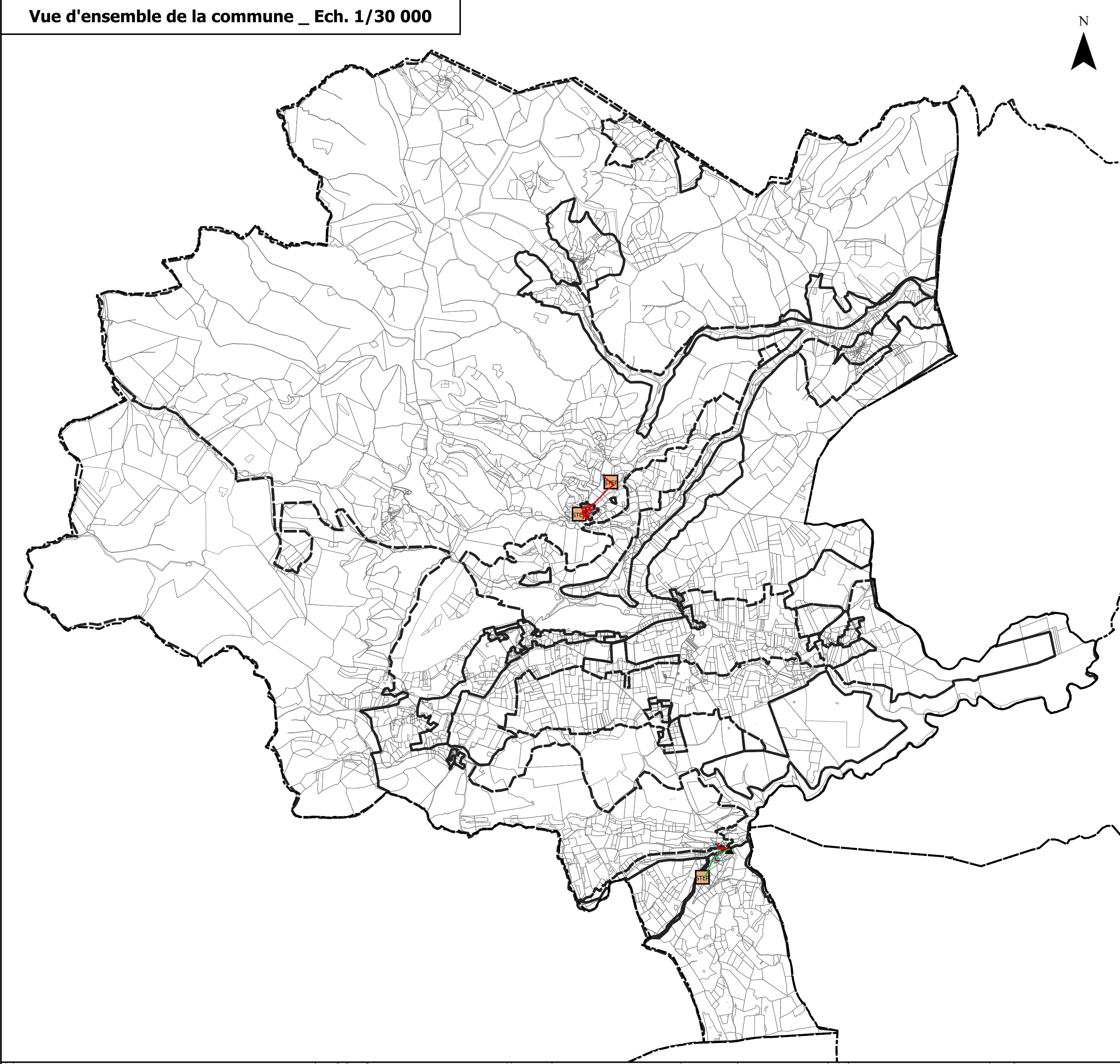
Zonage du PLU

Zonage de l'assainissement collectif

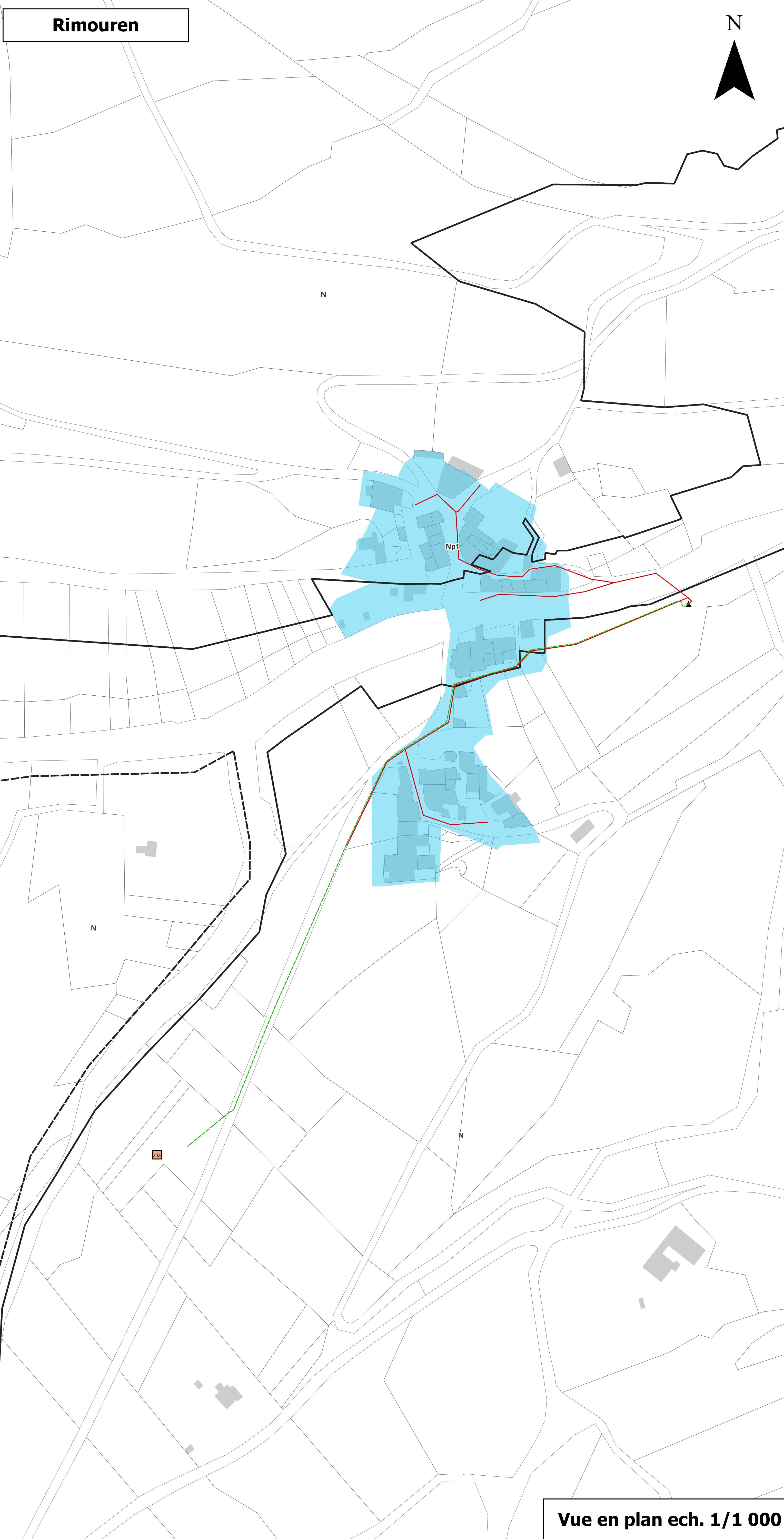
NOTA : Il convient de se référer aux tables attributaires du SIG pour connaître la classe de précision
(définie dans l'arrêté du 15 février 2012) de tous les organes recensés sur cette cartographie.

Données	Source	Date
Réseau d'assainissement	Fourni par la DRAGA	15/01/2019
PLU	Fourni par la DRAGA	15/02/2024
PLU	Fourni par la DRAGA	15/03/2026

NOM DE FICHIER : Zonage EU DRAGA_Gras.ags

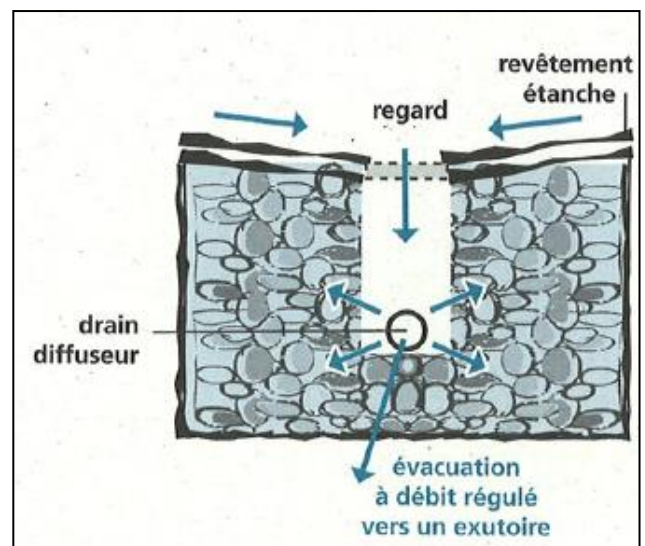
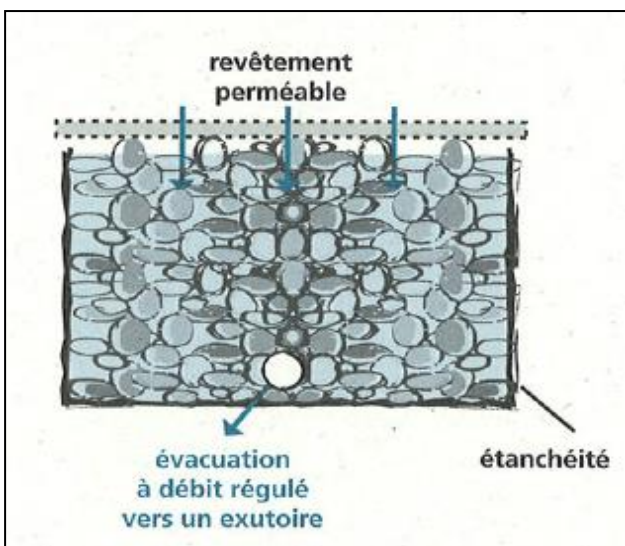
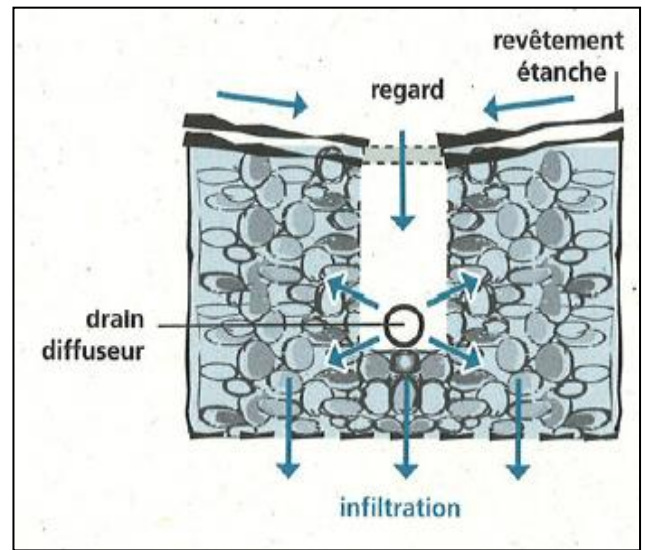
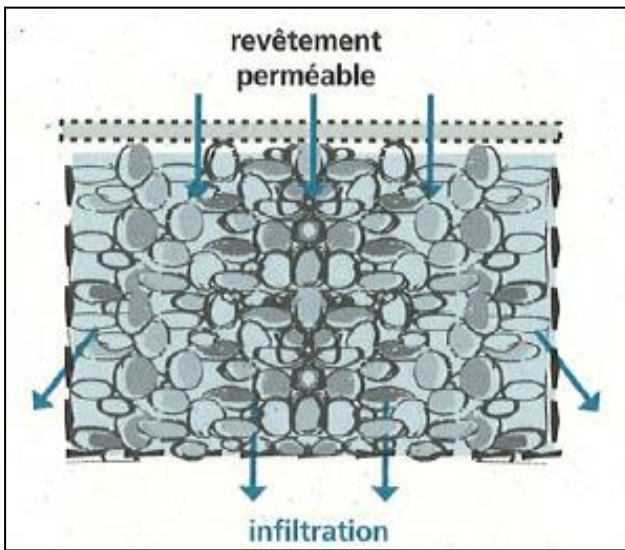


Vue en plan ech. 1/1 500

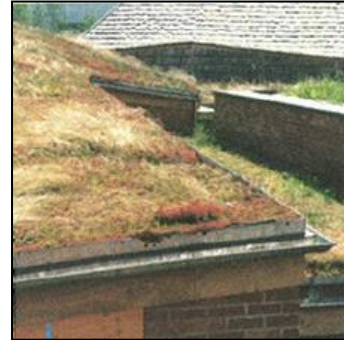
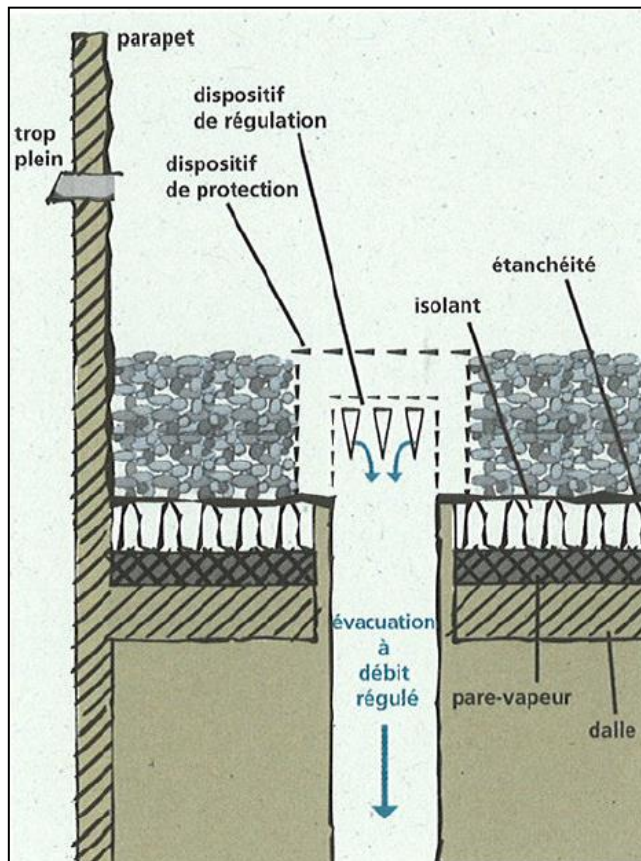


Vue en plan ech. 1/1 000

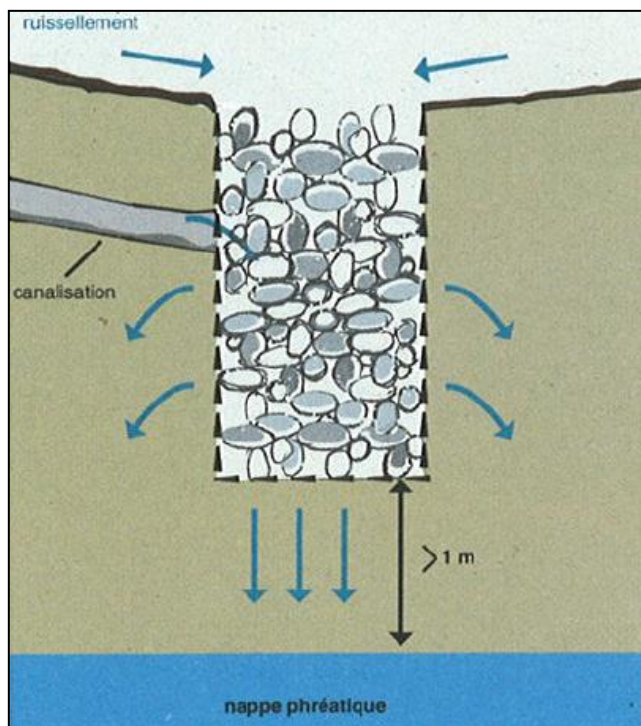
SCHEMA DE PRINCIPE – STRUCTURES RESERVOIRS



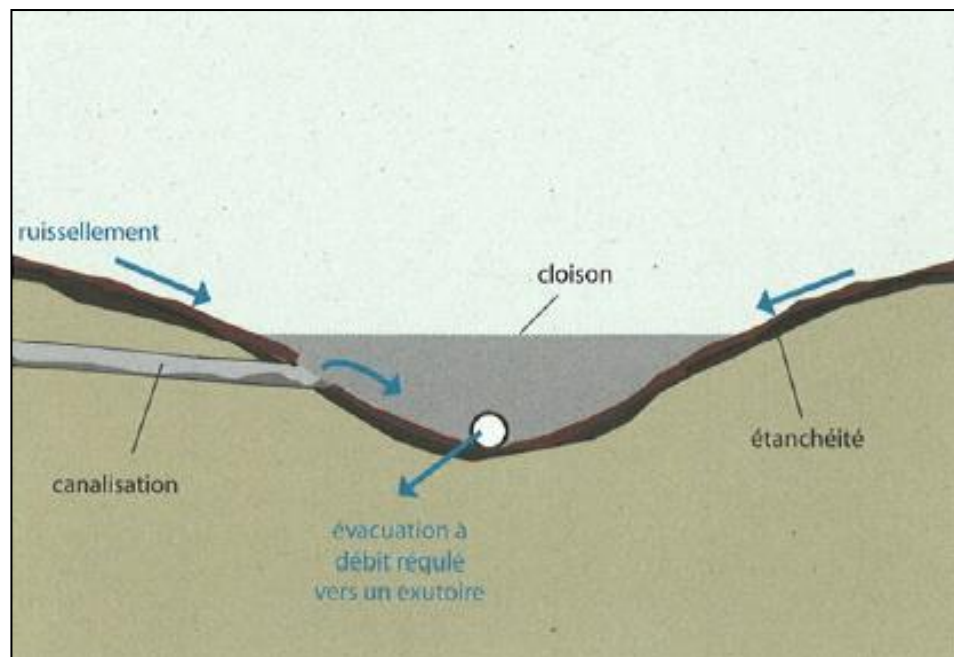
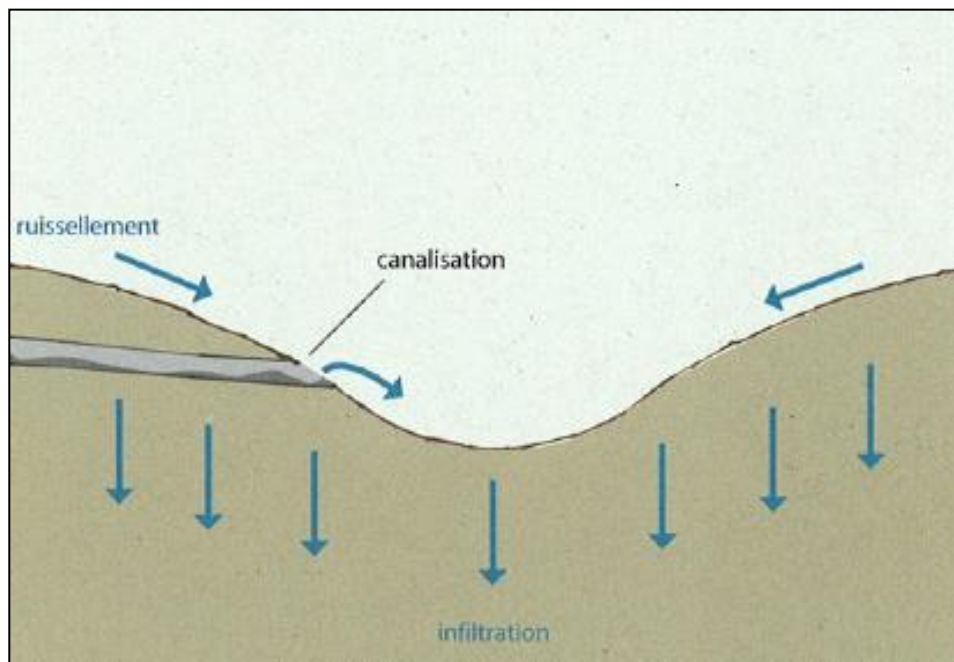
SCHEMA DE PRINCIPE – TOITURES STOCKANTES



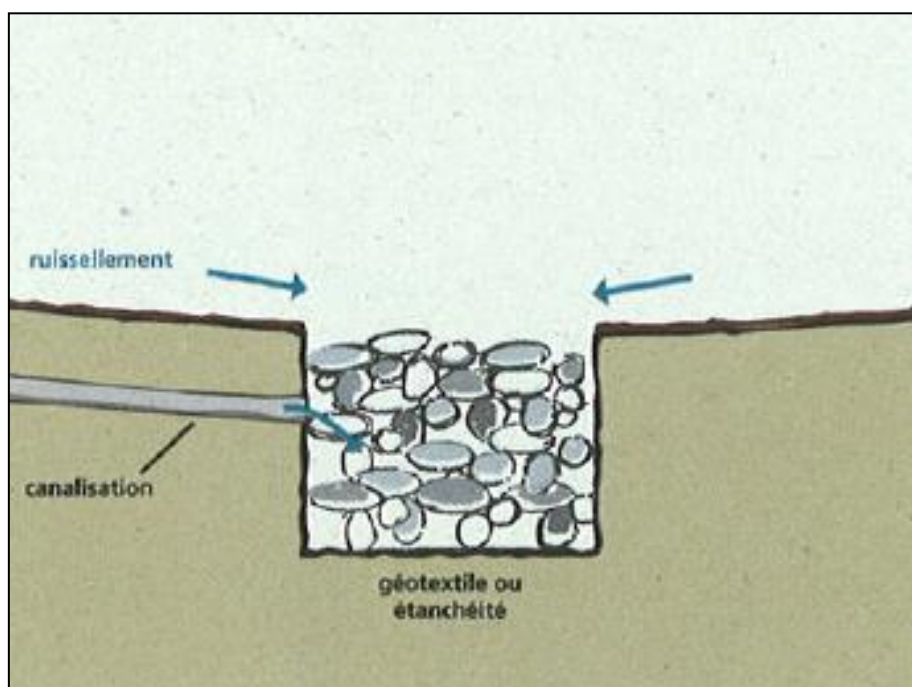
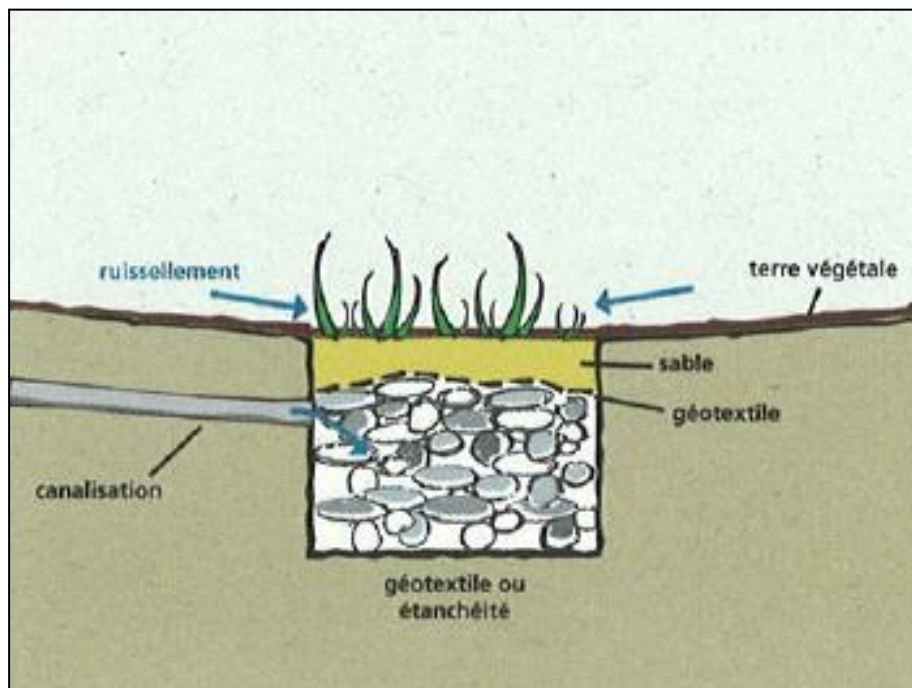
SCHEMA DE PRINCIPE – Puits d'Infiltration



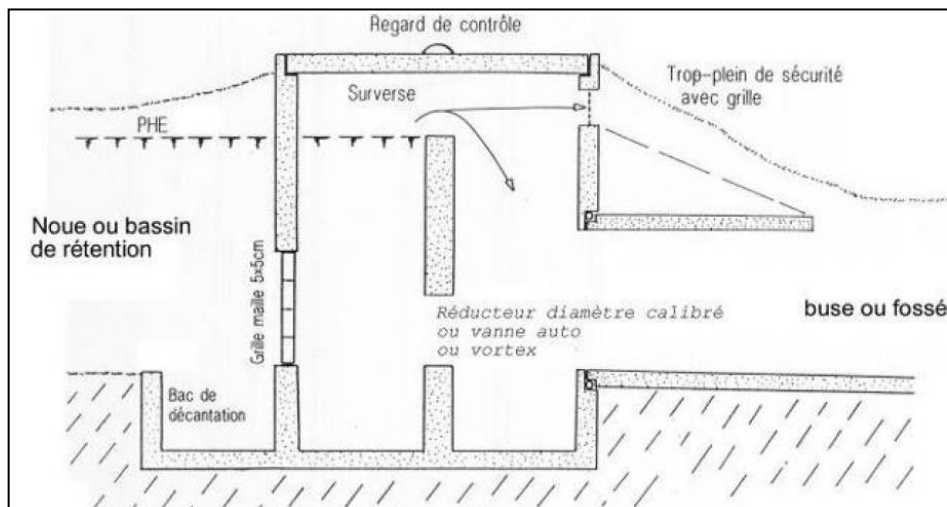
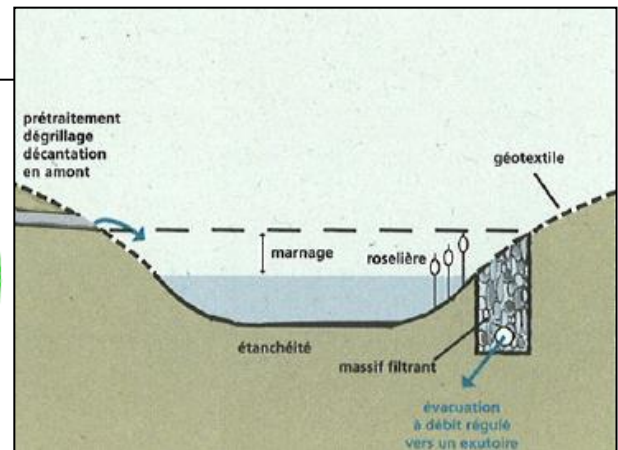
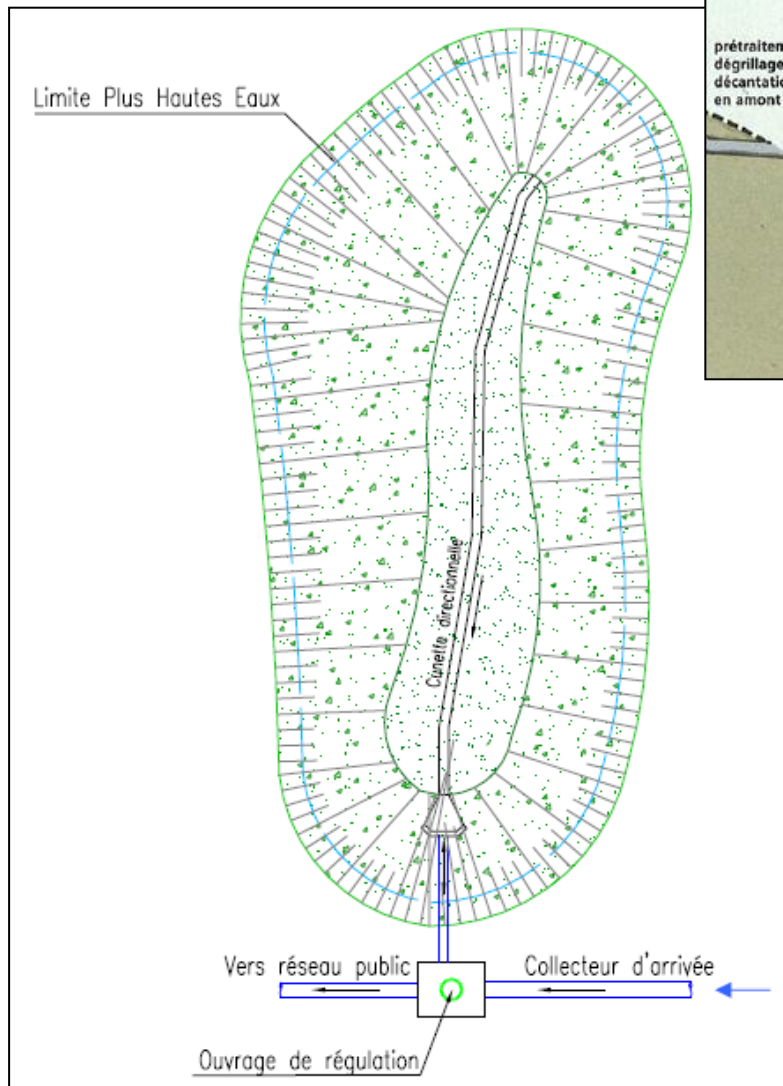
SCHEMA DE PRINCIPE – NOUES / FOSSES



SCHEMA DE PRINCIPE – TRANCHEES



SCHEMA DE PRINCIPE – BASSIN DE RETENTION



RECUPERATION DES EAUX DE PLUIE

La récupération et l'utilisation des eaux de pluie pour certains usages et sous certaines conditions techniques peuvent être favorisées.

Le stockage des eaux de pluie dans une citerne pour arroser son jardin est une pratique ancienne qui a été souvent abandonnée et est remise à l'honneur.

La récupération d'eau de pluie permet aux usagers de faire des économies et de préserver la ressource en eau. Elle présente par ailleurs un intérêt en limitant les impacts des rejets d'eau pluvial en milieu urbain, face notamment à la croissance de l'imperméabilisation des sols et aux problèmes d'inondation qui peuvent en découler.

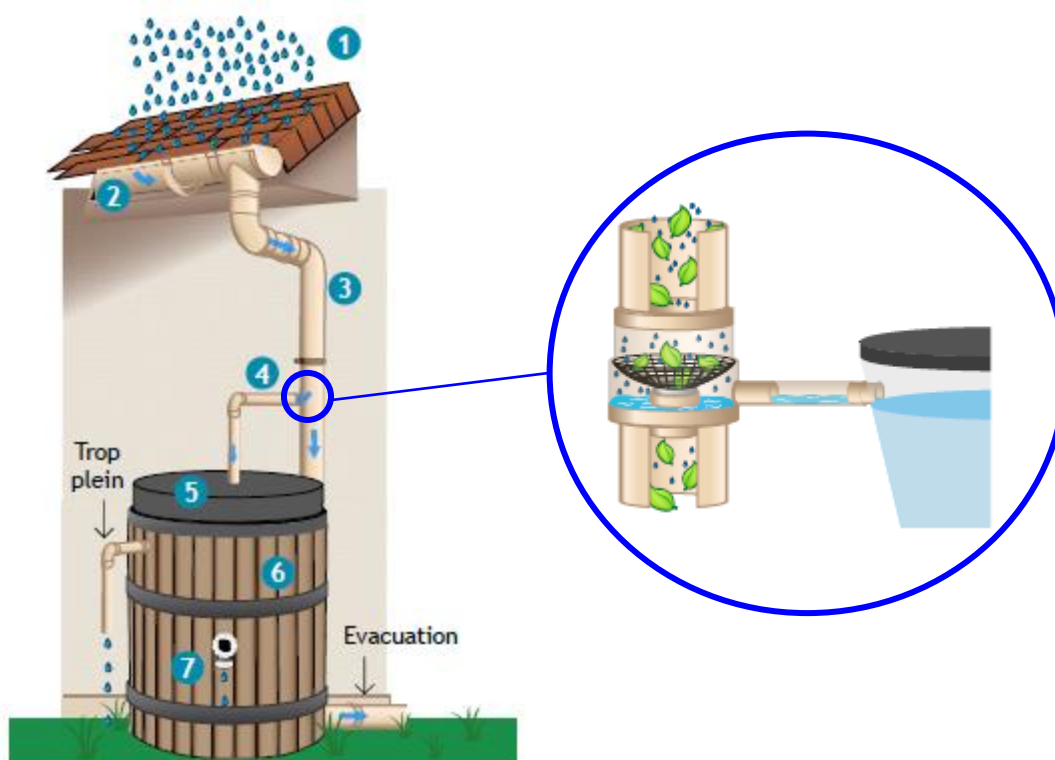
Des cuves de récupération des eaux de pluie pourront être installées afin de pouvoir réutiliser l'eau de pluie pour l'arrosage, le nettoyage ou tout autres activités du projet ne nécessitant pas l'utilisation d'eau potable (remplissage de la cuve des toilettes).

Ce stockage permet également d'apporter un volume de rétention supérieur, permettant de limiter le débit vers le réseau. Cependant ce volume ne peut pas être pris en compte dans le calcul de rétention étant donné que ce stockage reste, en majeure partie du temps, plein (absence de débit de fuite continu).

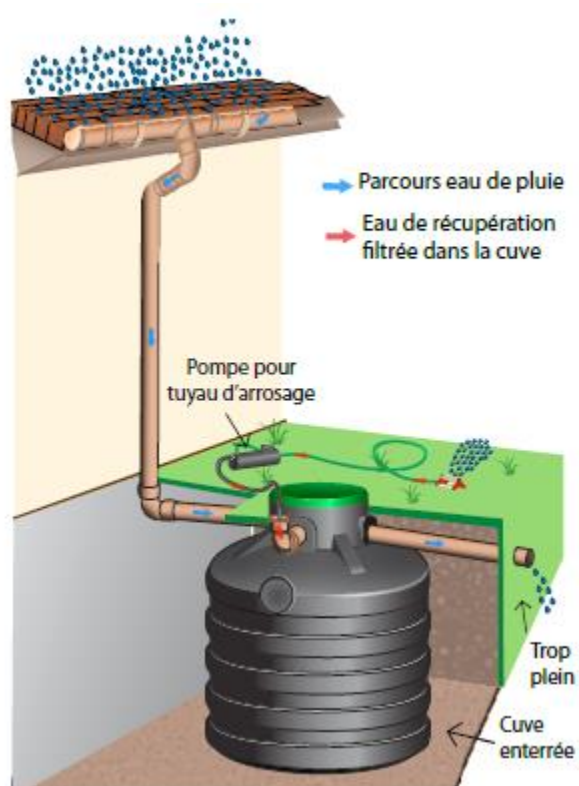
Il est à noter que cette solution est de plus en plus utilisée et présente de grands avantages du point de vue économique et écologique déjà fortement utilisée dans divers pays. De nombreux systèmes existent pour réaliser ce stockage : cuves enterrées, réservoirs extérieurs ...

L'eau stockée peut être utilisée avec différents systèmes. Certains stockages d'eau de pluie possèdent des robinets en partie basse permettant le remplissage de petits volumes.

Pour les stockages enterrés, il existe des systèmes utilisant des pompes électriques ou manuelles permettant d'utiliser un tuyau d'arrosage ou d'autres utilisations.



SCHEMA DE PRINCIPE D'UN STOCKAGE AERIEN



SCHEMA DE PRINCIPE D'UN STOCKAGE ENTERRE



EXEMPLES DE CUVES AERIENNES



EXEMPLES DE CUVES ENTERREES

REUTILISATION DES EAUX DE PLUIE POUR LES SANITAIRES

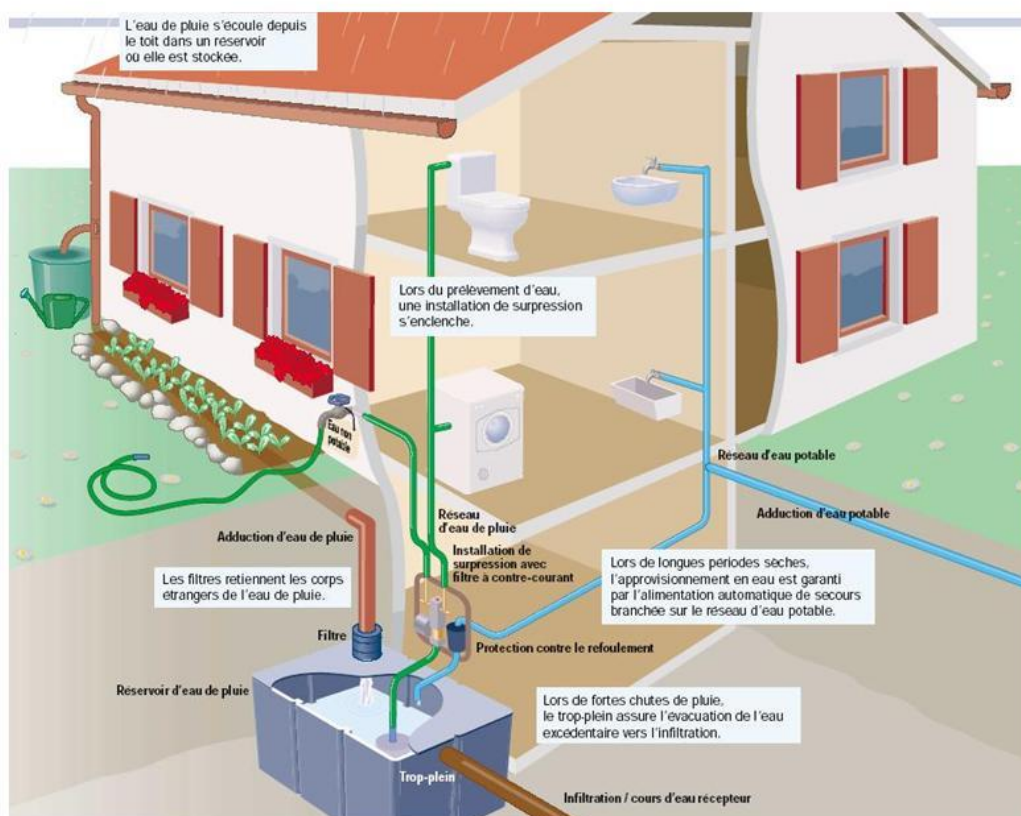
L'arrêté du 21 août 2008 est relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. Il précise les conditions d'usage de l'eau de pluie récupérée en aval de toitures, dans les bâtiments et leurs dépendances, ainsi que les conditions d'installation, d'entretien et de surveillance des équipements nécessaires à leur récupération et utilisation.

L'eau de pluie collectée à l'aval de toitures inaccessibles peut être utilisée pour des usages domestiques extérieurs au bâtiment, pour l'évacuation des excréta et le lavage des sols à l'intérieur des bâtiments et, sous conditions, pour le lavage du linge.

Les eaux de pluies ne respectent pas les limites de qualité réglementaires définies pour l'eau potable, tout raccordement, qu'il soit temporaire ou permanent, du réseau d'eau de pluie avec le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine est interdit. Néanmoins, pour alimenter les équipements (toilettes notamment), le volume de stockage des eaux de pluie peut s'avérer insuffisant. Aussi, pour satisfaire les besoins lorsque ce réservoir est vide, l'appoint en eau du système de distribution d'eau de pluie depuis le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine est assuré par un système de disconnexion par surverse totale installé de manière permanente.

Il s'agit d'une démarche volontaire qui nécessite une étude spécifique de dimensionnement des installations de réutilisation des eaux de pluie.

Système de récupération d'eau pluviale en habitat individuel



PRINCIPE DE REUTILISATION DES EAUX DE PLUIE